

SOMMET DE JOHANNESBURG 2002



PROFIL DE LA FRANCE



NATIONS UNIES

INTRODUCTION - RECUEIL DES PROFILS DE PAYS 2002

Le programme Action 21, adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) à Rio de Janeiro en 1992, a souligné le rôle important que les États devaient jouer dans sa mise en oeuvre au niveau national. Il y était recommandé que les États envisagent d'établir des rapports nationaux et de communiquer les informations y figurant à la Commission du développement durable, notamment à propos des activités entreprises pour mettre en oeuvre Action 21, des obstacles et problèmes auxquels ils se heurtaient, et de toute autre question liée à l'environnement et au développement qu'ils jugeaient pertinente.

Les gouvernements ont donc commencé à préparer en 1993 des rapports nationaux pour les soumettre à la Commission. Après avoir suivi cette pratique pendant deux ans, la Commission a décidé qu'il serait utile de disposer d'une version abrégée des rapports nationaux présentée jusqu'alors. En 1997, son secrétariat a publié le premier recueil des profils de pays à l'occasion de la révision quinquennale du Sommet Planète Terre (Rio +5). Y sont résumés, pays par pays, tous les rapports nationaux soumis entre 1994 et 1996; chaque profil faisait le point des progrès réalisés au titre de chacun des chapitres du programme Action 21.

Les profils de pays ont les objectifs suivants:

- Aider les pays à suivre leurs propres progrès;
- Partager leurs expériences et leurs informations avec d'autres;
- Servir de mémoire institutionnelle pour suivre et consigner les mesures adoptées au plan national afin de mettre en oeuvre Action 21.

Un deuxième recueil de profils de pays sera publié à l'occasion du Sommet mondial pour le développement durable qui aura lieu à Johannesburg du 26 août au 4 septembre 2002. Chaque profil porte sur les 40 chapitres d'Action 21, ainsi que sur les questions dont la Commission a traité séparément depuis 1997, notamment le commerce, l'énergie, les transports, le tourisme durable et l'industrie.

Les profils de pays 2002 fournissent l'aperçu le plus complet à ce jour de l'état de mise en oeuvre au niveau national des recommandations contenues dans le programme Action 21. Chaque profil est basé sur des informations mises à jour à partir de celles contenues dans les rapports nationaux présentés chaque année par les gouvernements.

Préparer des rapports nationaux est rarement chose facile. Mais il peut être productif et gratifiant de faire le point de ce qui a été réalisé en renforçant la communication, la coordination et la coopération entre divers organismes, institutions et groupes nationaux. Il faut espérer que les informations contenues dans ce recueil de profils de pays seront des outils précieux pour tirer les leçons de l'expérience et des connaissances acquises par chaque pays dans sa quête du développement durable.

NOTE A L'INTENTION DES LECTEURS

La série des aperçus de programmes de pays de 2002 présente des informations sur la mise en oeuvre d'Action 21 par pays et par chapitre (à l'exception des chapitres 1 et 23, qui constituent des préambules). Depuis la tenue de la Conférence de Rio en 1992, la Commission du développement durable a expressément examiné des questions qui ne faisaient pas l'objet de chapitres distincts dans Action 21. Ces questions, le commerce, l'industrie, l'énergie, les transports et le tourisme durable, sont donc traitées dans des sections distinctes dans les aperçus de programmes de pays. Les renseignements visant plusieurs chapitres d'Action 21 étroitement liés, par exemple les chapitres 20 à 22, qui traitent de la gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux, des déchets solides et des déchets radioactifs, respectivement, ou les chapitres 24 à 32, qui portent sur le renforcement du rôle des principaux groupes, figurent sous le même intitulé. Enfin, les informations se rapportant aux chapitres 16 et 34, qui traitent le premier de la gestion écologiquement rationnelle des biotechniques, le second du transfert de techniques écologiquement rationnelles, de la coopération et de la création de capacités, ont été regroupées sous le même intitulé, étant donné qu'elles sont relativement peu abondantes.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 2: COOPERATION INTERNATIONALE VISANT A ACCELERER UN DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET POLITIQUES NATIONALES CONNEXES

CHAPITRE 2: COOPERATION INTERNATIONALE VISANT A ACCELERER UN DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET POLITIQUES NATIONALES CONNEXES – COMMERCE

CHAPITRE 3 : LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

CHAPITRE 4 : MODIFICATION DES MODES DE CONSOMMATION

CHAPITRE 4: MODIFICATION DES MODES DE CONSOMMATION – ENERGIE

CHAPITRE 4 MODIFICATION DES MODES DE CONSOMMATION – TRANSPORT

CHAPITRE 5 : DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE ET DURABILITE

CHAPITRE 6: PROTECTION ET PROMOTION DE LA SANTE

CHAPITRE 7: PROMOTION D'UN MODEL VIABLE D'ETABLISSEMENTS HUMAINS

CHAPITRE 8: INTEGRATION DU PROCESSUS DE PRISE DE DECISIONS SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT

CHAPITRE 9: PROTECTION DE L'ATMOSPHERE

CHAPITRE 10: CONCEPTION INTEGREE DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION DES TERRES

CHAPITRE 11: LUTTE CONTRE LE DEBOISEMENT

CHAPITRE 12: GESTION DES ECOSYSTEMES FRAGILES: LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION ET LA SECHERESSE

CHAPITRE 13: GESTION DES ECOSYSTEMES FRAGILES: MISE EN VALEUR DURABLE DES MONTAGNES

CHAPITRE 14: PROMOTION D'UN DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL DURABLE

CHAPITRE 15: PRESERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

CHAPITRES 16 ET 34: TRANSFERT DE TECHNIQUES ET BIOTECHNIQUES ECOLOGIQUEMENT RATIONNELLES, COOPERATION ET CREATION DE CAPACITES

CHAPITRE 17: PROTECTION DES OCEANS ET DE TOUTES LES MERS – Y COMPRIS LES MERS FERMEES ET SEMI-FERMEES – ET DES COTIERES ET PROTECTION, UTILISATION RATIONNELLE ET MISE EN VALEUR DE LEURS RESSOURCES BIOLOGIQUES

CHAPITRE 18: PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU DOUCE ET DE LEUR QUALITE:
APPLICATION D'APPROCHES INTEGREES DE LA MISE EN VALEUR, DE LA GESTION ET DE
L'UTILISATION DES RESSOURCES EN EAU

CHAPITRE 19: GESTION ECOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DES SUBSTANCES CHIMIQUES
TOXIQUES, Y COMPRIS LA PREVENTION DU TRAFIC INTERNATIONAL ILLICITE DES PRODUITS
TOXIQUES ET DANGEREUX

CHAPITRES 20 A 22: GESTION ECOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DES DECHETS DANGEREUX, DES
DECHETS SOLIDES ET DES DECHETS RADIOACTIFS, Y COMPRIS LA PREVENTION DU TRAFIC
INTERNATIONAL ILLICITE

CHAPITRES 24 A 32: RENFORCEMENT DU ROLE DES PRINCIPAUX GROUPES

CHAPITRE 33: RESSOURCES ET MECANISMES FINANCIERS

CHAPITRE 35: LA SCIENCE AU SERVICE D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE

CHAPITRE 36: PROMOTION DE L'EDUCATION, DE LA SENSIBILISATION DU PUBLIC ET DE LA
FORMATION

CHAPITRE 37: MECANISMES NATIONAUX ET COOPERATION INTERNATIONALE POUR LE
RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

CHAPITRE 38: ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

CHAPITRE 39: INSTRUMENTS ET MECANISMES JURIDIQUES INTERNATIONAUX

CHAPITRE 40: L'INFORMATION POUR LA PRISE DE DECISIONS

CHAPITRE: INDUSTRIE

CHAPITRE: TOURISME DURABLE

Nombre total des pages du Profil de la France: 91

SIGLES**ABREVIATIONS****SITES INTERNET**

ACI	actions concertées incitatives	
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	www.ademe.fr
ADIT	Agence pour la diffusion de l'information technologique	www.adit.fr
AFD	Agence française de développement	www.afd.fr
AFIT	Agence française de l'ingénierie touristique	www.tourisme.gouv.fr
AFNOR	Agence française de normalisation	www.afnor.fr
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	www.iaea.or.at
ANDRA	Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs	www.andra.fr
BCRD	budget civil de recherche et développement	
BNDE	banque nationale des données sur l'eau	
BRG	Bureau des ressources génétiques	www.brg.prd.fr
BRGM	Bureau des ressources géologiques et minières	www.brgm.fr
CCI	Chambre du commerce et de l'industrie	
CEA	Commissariat à l'énergie atomique	www.cea.fr
CEDRE	Centre de Documentation, de Recherche et d'Expérimentations sur les Pollutions accidentelles des Eaux	www.ifremer.fr/cedre
CELRL	Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	www.conservatoire-du-littoral.fr/
CEMAGREF	Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement	www.cemagref.fr
CEREN	Centre d'étude et de recherche économique sur l'énergie	
CFCE	Centre français du commerce extérieur	www.cfce.fr

CFDD	Commission française de développement durable	
CIADT	Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire	
CICID	Comité interministériel de la coopération internationale et du développement	
CIEN	Comité interministériel pour l'environnement	
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	www.cirad.fr
CIRST	Comité interministériel de la recherche scientifique et technologique	www.recherche.gouv.fr
CITEPA	Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique	www.citepa.org
CITES	convention on international trade in endangered species of wild flora and fauna	
CIV	Comité interministériel des villes	
CNES	Centre national d'études spatiales	www.cnes.fr
CNLE	Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	
CNRS	Centre national de la recherche scientifique	www.cnrs.fr
CNUCED	conférence des Nations unies pour le commerce et le développement	www.unctad.org
CNUEH	Commission des Nations unies pour les établissements humains	www.unchs.org/
CNV	Conseil national des villes	
COFACE	Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	www.coface.fr
CREDOC	Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie	www.credoc.asso.fr
CRID	Centre de recherche et d'information pour le développement	www.globenet.org/crid/
CSFD	Comité Scientifique Français sur la Désertification	
CSHPF	Conseil supérieur de l'hygiène publique de France	www.sante.gouv.fr

CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté	
CTE	contrat territorial d'exploitation	
CTI	Climate technology initiative de l'OCDE	
DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale	www.datar.gouv.fr
DDAF	Direction départementale de l'agriculture et de la forêt	
DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales	
DDE	Direction départementale de l'équipement	
DDSSI	Direction départementale des services de secours et d'incendie	
DGCID	Direction générale de la coopération internationale et du développement du ministère des Affaires étrangères	www.diplomatie.gouv.fr
DIB	déchet industriel banal	
DIREN	Direction régionale de l'environnement	
DIV	Délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain	www.ville.gouv.fr
DRCE	Direction régionale du commerce extérieur	
DREE	Direction des relations économiques extérieures	www.commerce-exterieur.gouv.fr
DRIRE	Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement	
DTA	directives territoriales d'aménagement	
EDF	Electricité de France	www.edf.fr
FASEP	Fonds d'aide au secteur privé	
FEDER	Fonds européen pour le développement régional	
FEEE	Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe	
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	www.gefWEB.org

FFEM	Fonds français pour l'environnement mondial	www.ffem.net
FMI	Fonds monétaire international	www.imf.org
FNSE	Fonds national de solidarité pour l'eau	
FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire	
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance	
GRAINE	Groupe régional d'animation et d'initiation à la nature et l'environnement	
HCCI	Haut conseil de la coopération internationale	
IFEN	Institut français de l'environnement	www.ifen.fr
IFP	Institut français du pétrole	www.ifp.fr
IFRE	Institut fédératif de recherche en environnement	
IFRECOR	Initiative française pour les récifs corallines	www.environnement.gouv.fr/ ifrecor/default.htm
IFREMER	Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	www.ifremer.fr
INC	Institut national de la consommation	www.conso.net
INED	Institut national des études démographiques	www.ined.fr
INERIS	Institut national de l'environnement industriel et des risques	www.ineris.fr
INRA	Institut national de la recherche agronomique	www.inra.fr
INRS	Institut national de recherche et de sécurité	
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques	www.insee.gouv.fr
INSU	Institut national des sciences de l'univers	www.insu.cnrs-dir.fr
IPSN	Institut de protection et de sûreté nucléaire	www.ipsn.fr
IRD	Institut de recherche pour le développement	www.ird.fr
IRSN	Institut national de radioprotection et de sûreté nucléaire	
LCPC	Laboratoire central des ponts et chaussées	www.lcpc.fr

LOA	loi d'orientation agricole	
LOADDT	loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire	
MAE	ministère des Affaires étrangères	www.diplomatie.gouv.fr
MATE	ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement	www.environnement.gouv.fr
MEFI	ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie	www.finances.gouv.fr www.industrie.gouv.fr
MELT	ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports	www.equipement.gouv.fr
MIES	Mission interministérielle de l'effet de serre	www.effet-de-serre.gouv.fr
MISE	mission interservice de l'eau	
MNHN	Muséum national d'histoire naturelle	www.mnhn.fr
OAA	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	www.fao.org
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique	www.oecd.org
OGM	organisme génétiquement modifié	
OIE	Office international de l'eau	www.oieau.fr
OIT	Organisation internationale du travail	www.ilo.org
OMC	Organisation mondiale du commerce	www.wto.org
ONU	Organisation des Nations unies	www.un.org
OPRESE	Observatoire des perceptions et des représentations sociales de l'environnement	www.ifen.fr
ORE	Observatoire de recherche en environnement	
PDU	plan de déplacement urbain	
PEE	plan environnement entreprise	
PEFC	Pan European forest certification	
PIC	Prior informed consent	

PLNCC	Programme National de Lutte contre les Changements Climatiques	
PLU	plan local d'urbanisme	
PMA	pays les moins avancés	
PME-PMI	petite et moyenne entreprise-petite et moyenne industrie	
PMPOA	Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole	
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement	www.undp.org
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement	www.unep.org
POP	polluants organiques persistants	
PPA	Plans de Protection de l'Atmosphère	
PREDIT	Programme de recherche et d'innovation sur les transports terrestres	www.predit.prd.fr
PRIMEQUAL	Programme de recherche interorganisme pour une meilleure qualité de l'air à l'échelle locale	www.environnement.gouv.fr
PROPARCO	société de promotion et de participation pour la coopération économique	www.proparco.com
PRSP	Poverty reduction strategy program	
RMI	Revenu minimum d'insertion	
RNDE	Réseau national des données sur l'eau	
ROSELT	Réseau d'Observatoires de Surveillance de l'Environnement à Long Terme	
RPE	Réserve pays émergent	
RRIT	Réseaux de recherche et d'innovation technologique	
RTE	Réseau de transport européen	
SAGE	Schéma d'aménagement et de Gestion des Eaux	
SCOT	Schémas de cohérence territoriale	
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des	

	eaux	
SDEC	Schéma de Développement de l'Espace Communautaire	
SGCI	Secrétariat général du comité interministériel	
SRU	solidarité et renouvellement urbain	
TGAP	taxe générale sur les activités polluantes	
TVA	taxe sur la valeur ajoutée	
UE	Union européenne	www.europa.eu.int
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles	www.iucn.org
ZEE	zone économique exclusive	
ZICO	zone d'importance communautaire pour les oiseaux	
ZNIEFF	zone naturelle d'intérêt écologique floristique et faunistique	
ZSP	zone de solidarité prioritaire	

CHAPITRE 2: COOPERATION INTERNATIONALE VISANT A ACCELERER UN DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET POLITIQUES NATIONALES CONNEXES

Prise de décisions: Le Gouvernement français définit la politique de coopération. Le dispositif repose sur lieux grands pôles ministériels:

Le ministère des Affaires étrangères, pôle diplomatique. Il conduit les relations de coopération et négocie les accords de partenariat, qu'il met en œuvre. Il assure la gestion directe des opérations relevant des secteurs institutionnels et de souveraineté (état de droit, administration...), d'actions de renforcement des capacités ainsi que d'activités de développement scientifique et culturel.

Le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, pôle économique et financier. Il conduit la politique française dans les institutions économiques et financières internationales ainsi que dans le domaine commercial. Il contribue à piloter les institutions bilatérales de développement et est chargé des questions de dettes.

Opérateur principal, l'Agence française de développement (AFD) agit pour le compte de l'Etat dans ses domaines de compétence : développement économique, infrastructures économiques et transport, infrastructures sociales (santé, éducation), environnement, soutien au secteur privé.

Le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) est chargé de définir les orientations de la politique de coopération internationale et de l'aide publique au développement dans l'ensemble de ses composantes.

Les collectivités territoriales françaises ont la capacité juridique et financière de promouvoir une coopération directe avec des villes étrangères. Par ailleurs, les organisations non Gouvernementales et les collectivités territoriales françaises participent d'ores et déjà à un certain nombre de projets financés par l'Agence française de développement.

Programmes et projets: L'action de la France est guidée par les grands principes exprimés au sommet de Rio, notamment concernant le développement durable. Concernant la coopération et l'intégration régionale en matière de développement durable, la France, tout en préservant l'indépendance de sa démarche et de ses choix, détermine sa stratégie en cohérence avec celle de ses partenaires de l'OCDE, et joue un rôle actif dans la construction de la politique européenne.

L'aide bilatérale est focalisée sur une zone de solidarité prioritaire (ZSP) regroupant environ soixante pays parmi lesquels la quasi-totalité des Etats africains, sur laquelle est concentrée environ la moitié de l'aide publique au développement. Au sein de la ZSP, la coopération avec chaque pays s'inscrit dans un "accord de partenariat et de développement" précisant dans un cadre pluriannuel les domaines et les modalités de mise en œuvre et de suivi des projets. Hors de la ZSP, la coopération poursuit essentiellement un objectif de présence politique, culturelle et économique.

Concernant la coopération et les accords multilatéraux relatifs au développement durable, la France joue un rôle majeur en matière d'aide multilatérale. S'appuyant sur la capacité d'influence que lui confèrent ses propres contributions, elle agit fortement au sein des instances internationales et européennes pour le maintien de l'aide en faveur des pays les plus pauvres. La France privilégie les initiatives, bilatérales et multilatérales, en faveur du renforcement des capacités nationales, de la lutte contre la pauvreté, de la maîtrise de la gestion publique, du développement durable, de la promotion des femmes ou de la satisfaction des besoins sociaux.

Les actions de coopération de la France poursuivent trois objectifs :

- appuyer le développement durable des pays partenaires dans les secteurs d'activité où les enjeux à long terme sont particulièrement importants ;
- contribuer à la préservation de l'environnement global. La France s'est dotée d'un fonds similaire au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) mis en oeuvre de manière bilatérale. C'est le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM). *Voir chapitre 33 ;*
- promouvoir dans les enceintes internationales et auprès des pays en développement le savoir-faire français en matière d'environnement.

Etat de la situation: L'effort de l'aide publique au développement s'établit à 31,1 milliards de francs en 2001.

Elle est répartie entre les contributions bilatérales (2/3) et multilatérales (1/3). Parmi ces dernières, l'aide européenne représente plus de la moitié des contributions (6,8 milliards de francs). Les autres aides multilatérales sont apportées notamment par l'intermédiaire des banques et fonds de développement, les différents organismes des Nations unies, ou la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) du Fonds monétaire international (FMI).

Au niveau global, cette aide est conçue pour s'intégrer dans les grandes actions recevant des appuis multi et bilatéraux (conventions internationales, etc.). Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) sont, à cet égard, des instruments privilégiés. Au niveau local, les programmes concernant directement la durabilité apportent un appui à l'exploitation des ressources naturelles, au développement urbain, à la santé publique, à la formation et à la structuration de la société (état de droit, émergence des collectivités, responsabilisation des acteurs locaux).

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Afin d'assurer la participation de la société civile à la politique française de coopération, une instance de concertation élargie, le Haut Conseil de la coopération internationale (HCCI), a été mis en place à l'automne 1998. Composé de représentants d'associations de solidarité internationale, de collectivités territoriales, de fondations, de groupements professionnels, d'universitaires, de chercheurs, d'experts et de personnalités qualifiées, il a pour missions : de participer à la réflexion sur les orientations de la politique de coopération internationale et d'aide au développement ; d'améliorer les échanges et la concertation entre les divers acteurs publics et privés, afin de faciliter la convergence entre les actions de l'État et celles de la société civile ; de favoriser la circulation et l'utilisation des connaissances sur les sociétés du Sud, les relations internationales et les politiques de coopération.

Pour la coopération en matière de formation et d'enseignement technique, pour chacune des grandes conventions issues du sommet de la Terre, la France soutient la participation des pays de la zone de solidarité prioritaire aux débats internationaux et leur capacité de se forger des positions par la mise en œuvre d'études ou d'actions pilotes. Dans le cadre du renforcement de la coopération internationale, les pays du Sud ont besoin d'un renforcement de capacité de maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre de nombreux projets proposés.

Information: Le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) rassemble toutes les informations concernant le volume, la nature, l'utilisation et la répartition géographique des moyens de l'aide publique au développement. Par ailleurs, les informations et données relatives à l'aide publique au développement sont disponibles sur les sites Internet du ministère des Affaires étrangères (www.diplomatie.fr) et de l'Agence française de développement (www.afd.fr). Le Réseau de liaison et d'échange de l'information environnementale francophone (RELIEF) est un outil d'intervention polyvalent qui vise à augmenter la diffusion de l'information relative au développement durable dans la communauté de langue française.

Recherche et technologies: La coopération française dans le domaine de la recherche pour le développement poursuit les objectifs suivants :

- favoriser la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et le développement économique durable ;
- faire émerger une communauté scientifique du Sud ;
- mener des partenariats avec les chercheurs des pays en développement ;
- favoriser les projets régionaux.

Un axe fort de recherche concernera le développement durable dans les années à venir, notamment avec le soutien aux activités de l'Institut des Relations Internationales et du Développement Durable, récemment créé. La principale fonction de ce nouveau Groupement d'intérêt scientifique sera de mettre en cohérence les débats et les positions françaises dans les conférences internationales et la réalité des actions de terrain à l'international.

Ce thème est couvert dans les différents chapitres sous la rubrique « Recherche et technologies ».

Financement: L'aide française est mise en oeuvre par le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie (46 %), le ministère des Affaires étrangères (25 %) et d'autres (29 %). Le montant de l'aide publique française au développement s'élève en 2001 à 31,1 milliards de francs environ. Rapporté au PNB, l'effort d'aide publique s'établit à 0,33 %, ce qui place la France en tête des sept pays les plus industrialisés. En volume, la France se place au cinquième rang derrière le Japon, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Par ailleurs, la coopération décentralisée a représenté environ 700 millions de francs en 2000. A cela s'ajoute le montant alloué par le biais des organisations de solidarité (ONG, etc.).

Voir également le chapitre 33

Coopération: L'action de la France est guidée par les principes exprimés en 1992 lors du Sommet de Rio, inscrivant l'évolution de notre planète dans une perspective de développement durable. Ces perspectives ont été confortées par les accords de Kyoto, les reconstitutions du Fonds pour l'environnement mondial ainsi que la mise en oeuvre du Fonds français pour l'environnement mondial. Dans ce cadre, le développement économique et social doit être associé à une gestion à long terme de l'environnement local et global, dans le but d'éviter toute action irréversible. Ces préoccupations trouvent des applications particulièrement sensibles dans les pays en développement et les pays émergents.

Le souci de coordination des actions de la coopération française avec les agences bi et multilatérales est une priorité au même titre que l'évaluation régulière de la politique et des actions de coopération.

La préparation du sommet mondial sur le développement durable qui se tiendra à Johannesburg en septembre 2002 constitue, dans ce contexte, une priorité des autorités françaises en matière de politique de coopération au développement.

* * *

CHAPITRE 2: COOPERATION INTERNATIONALE VISANT A ACCELERER UN DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET POLITIQUES NATIONALES CONNEXES - COMMERCE

CP2002-FRANCE

Prise de décisions: *Organismes* : Le Secrétariat au Commerce extérieur est chargé de porter les positions commerciales françaises dans les instances internationales (en particulier le Comité 133 de l'Union européenne et l'OMC). Ces positions sont élaborées dans une instance interministérielle, le SGCI.

Par ailleurs, le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (MINEFI) conduit l'instruction des procédures d'appui à l'internationalisation des entreprises françaises (assurance-crédit, RPE, FASEP...) et, avec le ministère des Affaires étrangères (MAE), les relations avec les institutions multilatérales à caractère économique et financier (en particulier les institutions de Bretton Woods). Le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement (MATE) peut également participer au déroulement de la procédure.

Législation et réglementations : Commerce : le régime commercial français est organisé autour des accords multilatéraux conclus dans le cadre de l'Uruguay Round et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et, d'autre part, des accords commerciaux bilatéraux, conclus dans le cadre de l'Union européenne.

Investissement : dans le cadre de l'OCDE, la France a joué un rôle moteur dans l'exercice de révision des chapitres consacrés aux normes environnementales et sociales des lignes directrices de l'OCDE relatives aux entreprises multinationales. Les procédures de certification environnementale des produits, des procédés ou des systèmes de management des entreprises, du moins pour celles qui participent d'une opération instituée sur l'initiative des pouvoirs publics, recouvrent des démarches volontaires qui sont privilégiées dans le cadre de la politique menée par la France en matière de promotion des modes de consommation et/ou de production durable.

Les réglementations environnementales mises en place au niveau de la France ou de l'Union européenne s'appliquent identiquement aux firmes locales et aux investisseurs directs étrangers, en respect du principe de traitement national.

OGM : l'Union Européenne impose aux OGM une procédure spécifique de commercialisation (directive 2001/18 en cours de réforme). voir **chapitre 16**.

CITES : dans le cadre de la CITES, la France prend les mesures appropriées en vue de l'application de dispositions réglementaires visant à contrôler le commerce de spécimens d'espèces animales ou végétales, ce contrôle pouvant aller jusqu'à l'interdiction totale de ce commerce.

Programmes et projets : Les positions commerciales défendues par la France, notamment dans le cadre du nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, sont conformes aux enjeux de développement durable :

- *Développement* : la France affirme comme l'un de ses objectifs prioritaires une nouvelle régulation des échanges internationaux fondée sur l'équité entre les pays industrialisés et les pays en développement. En ce sens, en accord avec la position française, l'Union européenne a fermement défendu à Doha la Convention de Cotonou et le maintien à titre dérogatoire jusqu'en 2008 des préférences accordées aux pays ACP (accès à droit 0 des produits industrialisés des pays Afrique-Caraïbes-Pacifique et de la majeure partie de leurs produits agricoles).

- *Environnement* : en accord avec la position de l'Union européenne, la France a milité en faveur d'une inclusion du volet environnemental dans le prochain cycle de négociation, et permis ainsi l'ouverture d'une négociation sur la question de l'articulation des normes environnementales et des règles commerciales. Sur ce thème, l'Union européenne a présenté une contribution à Genève qui marque un progrès dans le sens d'un « soutien mutuel » entre l'OMC et les AME. Par ailleurs, et conformément à la résolution sur la précaution adoptée par le Conseil européen de Nice (décembre 2000), l'Europe défend également l'idée selon laquelle les Etats peuvent appliquer, de manière non protectionniste et rigoureuse, le principe de précaution lorsqu'il existe un risque potentiel pour l'environnement ou la santé. L'UE est de plus en faveur d'une avancée, prévue par les conclusions de Doha, de la libéralisation des biens et services environnementaux, en ce qu'elle participera à réduire le coût du maintien de la soutenabilité environnementale.

- *Pilier social* : le « pilier social » du développement durable est une dimension à laquelle la France attache une grande importance. Elle considère que la libéralisation commerciale doit s'accompagner d'impacts positifs sur le développement social des populations et ne pas accroître les inégalités. En particulier, la France est favorable à ce que l'OMC puisse apporter sa contribution à un meilleur respect des normes sociales fondamentales au travail en

collaboration avec l'OIT. Elle considère par ailleurs que les Etats qui le souhaitent doivent pouvoir prendre des mesures incitatives au bénéfice des pays qui ne font travailler ni les enfants ni les prisonniers et qui respectent la liberté du travail et la liberté syndicale.

En accord avec les avancées obtenues à Doha, la France souhaite par ailleurs que soient clarifiées, dans le domaine de la santé, les dispositions permettant la délivrance de licences obligatoires pour la fabrication des médicaments. L'objectif est de permettre aux pays en développement qui n'ont pas de capacité industrielle suffisante, de s'approvisionner auprès de producteurs situés sur le territoire d'un autre pays lorsque le libre-jeu des mécanismes de marché ne leur permet pas de le faire à des conditions commerciales raisonnables.

En complément des positions qu'elle entend défendre dans le nouveau cycle commercial, la France participe activement à la définition des schémas européens en faveur des pays en développement :

- Pour enrayer le cercle vicieux de la faible croissance économique et de la régression de la présence dans les échanges internationaux des pays les moins avancés (PMA), la France a soutenu l'initiative « Tout sauf les armes » lancée par la Commission en vue d'améliorer l'accès au marché communautaire des produits en provenance de ces pays. Cette initiative donne aux PMA la possibilité de développer pleinement leurs avantages comparatifs grâce à l'octroi d'une pleine franchise de droits et de quotas pour l'ensemble des produits originaires des PMA. Cette décision a pris effet depuis le 5 mars 2001.
- Par ailleurs, la France soutient activement la réforme du Schéma de Préférences Généralisées engagée par la Commission. Ce Schéma consiste en l'octroi, de manière unilatérale, de préférences tarifaires aux pays en développement. Il est prévu de renforcer, par le biais de cet instrument incitatif, la promotion des droits fondamentaux des travailleurs : une très forte augmentation des préférences pourrait être consentie, en contrepartie d'un renforcement des engagements pris par les pays candidats à ces régimes spéciaux (ainsi, dans le domaine social, le pays bénéficiaire devrait-il s'engager à respecter l'ensemble des huit conventions fondamentales de l'OIT).

Etat de la situation: La France dispose d'un tissu de petites et moyennes entreprises et de grands groupes particulièrement performants dans trois domaines du secteur des biens et des services environnementaux : distribution d'eau et assainissement, traitement des déchets, instrumentalisation et métrologie appliquées à l'environnement, le traitement des fumées et l'incinération. Les enjeux industriels et commerciaux des échanges de biens et de services environnementaux, qui sont en forte croissance, sont considérables ; la perspective de la libéralisation des biens et services environnementaux les renforce d'autant.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: *Assistance technique* : afin de renforcer les liens entre commerce et développement, la France, et d'une manière plus générale, l'Union européenne, œuvrent activement en faveur des pays en développement afin que ceux-ci disposent d'une capacité de négociation dans les enceintes internationales et améliorent leur capacité d'expertise. La France est favorable au développement de programmes plus efficaces d'assistance technique à l'adresse des pays en voie de développement, dans les domaines des procédures douanières ou de la mise en conformité aux normes internationales par exemple, et s'attache à ce que les outils de l'assistance technique soient adéquatement proportionnés aux missions poursuivies. A l'issue de la réunion de Libreville des Ministres africains en charge du commerce, l'élaboration par le Secrétariat de l'OMC d'un programme d'assistance technique à moyen terme -de 3 à 5 ans-, spécialement destiné aux besoins des pays africains, a été décidée. Le Gouvernement français a apporté cette année, une contribution volontaire de 6,6 millions de francs, au Fonds global d'affectation spéciale de l'OMC. Cette aide est dédiée en priorité à l'insertion de l'Afrique dans le système commercial multilatéral.

Par ailleurs, dans le cadre de la première Conférence des Ministres du Commerce du processus de Barcelone (tenue le 29 mai 2001 à Bruxelles), la Commission s'est officiellement engagée à dégager des crédits d'assistance technique sur les programmes bilatéraux MEDA pour soutenir l'accession de l'Algérie et du Liban à l'OMC.

Cadre intégré et assistance technique : la France, au sein de l'Union européenne, a pris part à la revitalisation du cadre intégré au cours de l'année 2000. Ce cadre avait été lancé lors de la Conférence à haut niveau d'octobre 1997 sur les PMA. Il réunit les six organisations internationales fondatrices (OMC, CNUCED, PNUD, FMI, Banque mondiale et Centre de Commerce International). Son objectif est de coordonner l'assistance technique en matière de commerce pour les PMA et d'intégrer le commerce dans les politiques globales de développement. Cette

initiative a été renouvelée au printemps 2000 pour une meilleure efficacité. Un fonds d'affectation spéciale a été créé pour mener à bien les actions du cadre intégré et aider au renforcement des capacités humaines et institutionnelles liées au commerce.

Information: Les informations relatives au commerce, à l'investissement et à la croissance économique peuvent être consultées sur le site Internet du MINEFI : <http://www.finances.gouv.fr>. Un site OMC 2001 a été créé à l'intérieur du site Web du MEFI pour informer le public sur les discussions préparatoires à la Conférence ministérielle de Doha. La Direction des Relations Economiques Extérieures (DREE) a également préparé un dossier intitulé « L'OMC et la gouvernance commerciale », qui figure sur le site OMC 2001 et pourra être consulté par le public.

Les informations relatives au commerce, à l'investissement et à la croissance économique peuvent être consultées sur le site Internet du MINEFI : <http://www.finances.gouv.fr>. Un site OMC 2001 a été créé à l'intérieur du site Web du MEFI pour informer le public sur les discussions préparatoires à la Conférence ministérielle de Doha. La Direction des Relations Economiques Extérieures (DREE) a également préparé un dossier intitulé « L'OMC et la gouvernance commerciale », qui figure sur le site OMC 2001 et pourra être consulté par le public.

La DREE, qui a vocation à préparer et à mettre en œuvre la politique des pouvoirs publics en matière de relations économiques extérieures et de développement international des entreprises, bénéficie d'un réseau privilégié de diffusion de l'information. Grâce à ses postes d'expansion économique implantés dans 118 pays, à ses directions régionales du commerce extérieur (DRCE) et avec l'appui de nombreux organismes publics ou privés (Centre Français du Commerce Extérieur -CFCE-, Ubifrance, COFACE, Chambres de commerce et d'industrie en France et à l'étranger, fédérations professionnelles, conseillers du commerce extérieur, etc.), la DREE diffuse aux pouvoirs publics et à l'ensemble des acteurs du développement international les informations économiques et commerciales collectées dans le monde entier et assure, en matière d'intelligence économique, la coordination d'un réseau de veille économique et commerciale. Le site Internet de la DREE peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.commerce.exterieur.gouv.fr>

Sur le thème de l'environnement, ce dispositif international d'information prend notamment la forme du réseau environnement de la DREE, avec des correspondants implantés dans les différentes régions du monde. Créé en juin 2000, il a pour objectif d'aider les administrations et les entreprises à décrypter l'environnement institutionnel et réglementaire international et anticiper ses évolutions.

Recherche et technologies: La France et les autres membres de l'Union Européenne ont participé au pilotage d'une étude sur l'impact de la libéralisation sur le développement durable. La concertation et l'information sur les thèmes de l'intégration de l'environnement, du commerce international et de l'investissement s'opèrent également soit à travers des structures de concertation permanentes (Conseil Economique et Social, Commissariat Général au Plan) soit par le biais de consultations informelles régulières avec la société civile (contacts avec des représentants des institutions professionnelles, syndicales, des ONG...), soit à travers l'organisation de groupes de travail, l'organisation de colloques et l'animation de séminaires ouverts à toutes les composantes de la société civile.

Financement: *Environnement : La prise en compte de l'environnement en assurance-crédit:*

Depuis mars 1999, avant de nombreux autres Etats de l'OCDE, un suivi des impacts environnementaux des projets pris en garantie par l'Etat a été mis en place en France. Les entreprises doivent répondre à un "questionnaire environnemental", lorsqu'elles déposent un dossier d'assurance-crédit et une unité d'évaluation environnementale a été créée à la COFACE, qui sera prochainement renforcée. Des "lignes directrices" en matière d'environnement sont disponibles depuis juin 2000 sur le site internet de la Coface. Sur proposition de la DREE, le MEFI a décidé de compléter ce dispositif par des avancées en matière de transparence sur les projets bénéficiant de la garantie de l'Etat au titre de l'assurance-crédit.

Par ailleurs, au niveau international, la Ministérielle de l'OCDE de 1999 a demandé l'élaboration avant la fin 2001 "d'approches communes concernant l'environnement et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public". Les G8 de Cologne et d'Okinawa ont demandé l'accélération des travaux de l'OCDE. La France est parmi les plus actifs dans cette négociation, notamment avec la présentation en 2000 d'une proposition de Charte environnementale.

Enfin, en accord avec les travaux conduits en interministériel sur l'effet de serre, l'incidence des projets

d'équipements faisant l'objet de garanties sont évalués au regard de leur impact sur les émissions de gaz à effet de serre.

Prise en compte de l'environnement dans les procédures de financements publics: L'impact de l'environnement est pris en compte en étroite collaboration entre le ministère de l'Economie et le ministère de l'Environnement lors d'un examen des projets présentés pour un concours du FASEP (Fonds d'Aide au Secteur Privé) ou de la Réserve Pays Emergents (RPE). La formalisation et la systématisation de ces critères devrait être finalisée très prochainement. L'environnement (et en particulier l'eau) représente le premier secteur d'intervention de ces outils, avec 34% des projets RPE soutenus depuis 1998 et 23% des projets FASEP soutenus depuis 1996.

Coopération: Le développement durable constitue un objectif essentiel de la coopération au développement mise en place par la France et la Communauté européenne. Il est systématiquement intégré dans les politiques d'aide au développement de l'Union européenne :

- Dans la politique commerciale (voir section « Programme et Projets de ce chapitre »), cette orientation se traduit notamment dans le système de préférences généralisées. Par ailleurs, la Convention de Cotonou vise expressément le développement de la coopération dans le domaine de la protection de l'environnement et de la gestion durable des ressources naturelles et minérales.

- En cohérence avec les objectifs communautaires, l'aide bilatérale française, notamment la société de promotion et de participation pour la coopération économique (PROPARCO) a introduit des critères environnementaux dans ses programmes de développement. Les procédures FASEP et RPE gérées par la DREE, intègrent d'ores et déjà ces préoccupations, et la prise en compte de critères environnementaux est en cours de formalisation (voir section ci-dessus).

Enfin, l'aide au développement humain constitue un élément central de la politique de coopération de l'Union. Près d'un quart du total de l'aide de l'UE à l'Amérique Latine et à l'Asie est désormais consacrée aux services et à l'infrastructure sociale et au développement rural. L'aide bilatérale française a complété ces efforts communautaires : les secteurs sociaux ont représenté plus de 40% des engagements de l'Aide Publique au Développement de la France au cours de la période 1994-1998.

* * *

Prise de décisions: Organismes: Le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) instauré en 1994, suite à la loi instituant le Revenu minimum d'insertion (RMI), du 1er décembre 1988, réunit des représentants d'associations, des personnalités qualifiées, des responsables de l'Administration et des élus locaux. Il a pour mission d'animer la réflexion sur la coordination des politiques d'insertion au plan national et local, et de proposer ou de réaliser toute étude sur les problèmes de pauvreté et de précarité. L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale créé par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions est un conseil comprenant des membres issus du monde associatif, des administrations économiques et statistiques ainsi que du milieu universitaire. Il répond à une triple mission : rassembler, analyser, diffuser les informations relatives aux situations de pauvreté, précarité et exclusion et aux politiques menées ; développer la connaissance et les systèmes d'information ; faire réaliser des travaux d'études, de recherche et d'évaluation, en lien étroit avec le CNLE.

Législation et réglementations : La France a adopté la loi de lutte contre les exclusions le 29 juillet 1998. Elle peut se résumer en quatre points : une loi qui mobilise tous les ministres, tous les ministères ; une loi assortie d'un programme d'action quinquennal doté financièrement : 51,4 milliards de francs sur trois ans ; l'accès de tous à tous les droits ; l'importance du partenariat. La France a par ailleurs mis en place une couverture maladie universelle, instaurée par la loi du 27 juillet 1999.

Programmes et projets: La politique française en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, d'abord caractérisée par la mise en place d'« amortisseurs sociaux » (minima sociaux tels que l'Allocation aux adultes handicapés (AAH), le Revenu minimum d'insertion (RMI), les allocations et prestations familiales), vise à développer le principe d'égale dignité des personnes au travers d'une approche plus globale du développement social qui s'appuie sur :

- des interventions au niveau macro-économique (leviers fiscaux et budgétaires au service d'une politique favorable à l'emploi et à un partage plus équitable des charges contributives) : création de la Cotisation sociale généralisée (CSG) assise sur l'ensemble des revenus salariaux et non salariaux, diminution de la taxe professionnelle - impôt local pesant sur les entreprises de main-d'œuvre -, allègements ciblés de la fiscalité indirecte (TVA ...), et allègement de charges sociales pesant sur les emplois rémunérés au voisinage du salaire minimum.
- une stratégie multi-dimensionnelle de « lutte contre les exclusions », au travers de la loi relative à la lutte contre les exclusions (1998), dont le but est de sortir d'une démarche d'assistance et du plan national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale établi en juin 2001 pour 2 ans, dont les deux axes sont de favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont les plus éloignées et garantir l'accès de tous aux droits fondamentaux.
- une place croissante donnée au partenariat : aux côtés de l'Etat, les élus, les collectivités locales, les partenaires sociaux, les réseaux associatifs, et les groupes les plus démunis, sont associés dans un esprit de recherche et de négociation d'un partenariat toujours plus adapté.

La politique de lutte contre l'exclusion repose sur des actions prioritaires : développer l'insertion des jeunes en difficulté, renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emploi, encourager la reprise d'emploi des publics les plus éloignés, améliorer les possibilités de cumul entre minima sociaux et revenus d'activité, développer la formation des demandeurs d'emploi en difficulté, développer l'accès à l'entreprise des plus en difficulté, améliorer l'insertion dans les secteurs non marchands et mixtes, développer la création d'entreprise. Par ailleurs, l'accès aux droits fondamentaux recouvre : le droit aux ressources, le droit au logement et à l'hébergement, le droit à la santé, l'accès aux connaissances et participation à la vie sociale, l'accès au droit et à la justice.

Par ailleurs, le chômage des jeunes est aujourd'hui une préoccupation même si les statistiques récentes font apparaître qu'ils sont les premiers bénéficiaires de sa baisse. Le programme TRACE engagé en novembre 1998

dans le cadre du premier programme de lutte contre les exclusions, offre un accompagnement renforcé aux jeunes en difficulté permettant de construire avec chacun un parcours d'insertion sur mesure. Il est prévu un élargissement de ce programme afin que tous les jeunes en difficulté puissent y accéder. La création d'une Bourse d'Accès à l'Emploi permettra de consolider la situation financière des jeunes engagés dans un parcours d'insertion professionnelle. D'autres dispositifs seront également mobilisés ou accentués pour contribuer à l'insertion des jeunes en difficulté : le dispositif « nouveaux services, emplois-jeunes » et les dispositifs de parrainage et d'accompagnement. Le plan « nouveaux services, emplois-jeunes », lancé par le Gouvernement en 1997, qui doit s'achever en 2002, permet aux jeunes d'être recrutés par des collectivités locales, des établissements publics ou des associations. Le plan a également pour but de faire émerger et de satisfaire l'expression de nouveaux besoins sociaux.

Etat de la situation: La France compte plus de 4 millions de pauvres, soit 7,3 % des ménages. Ce taux est resté stable depuis 1996, même si le niveau de vie moyen des plus défavorisés a progressé avec le retour de la croissance. La pauvreté touche d'abord les jeunes (entre 15 et 25 ans) et les étrangers mais aussi les femmes. Les personnes les plus touchées sont les chômeurs, les non diplômés et les catégories les moins qualifiées. La pauvreté est en nette baisse chez les retraités.

La période de reprise économique enregistrée de puis 1996-1997 semble commencer à produire des effets sur le marché du travail, et partant, sur la réduction de la pauvreté. La diminution du nombre de demandeurs d'emploi de plus d'un million depuis juin 1997 a été le principal moteur de l'amélioration de la situation sociale. Les performances en matière d'emploi sont largement imputables au dynamisme de la croissance dont le contenu en emplois s'est nettement enrichi. Les politiques économiques et de l'emploi ont permis de faire baisser le taux de chômage de 12,6 % en juin 1997 à 8,7 % fin mars 2001. Cette diminution du chômage a porté pour la première fois sur les personnes les plus fragiles, avec notamment une baisse de 40 % du chômage de longue durée. Les sorties du chômage apparaissent cependant fragiles. Les emplois proposés sont en effet souvent précaires et mal rémunérés (emplois intérimaires, à durée déterminée ou à temps partiel non choisi). Cette situation entraîne l'apparition d'une catégorie de « travailleurs pauvres » (un peu plus de 1 300 000 vivaient en 1996 dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté). Mais l'exercice continu d'une activité ne met pas non plus à l'abri de la pauvreté : les deux tiers des travailleurs pauvres en France occupent un emploi toute l'année. La prime à l'emploi devrait améliorer cette situation à partir de 2001. Par ailleurs, 22,2 % des actifs de moins de 25 ans sont demandeurs d'emploi.

Enjeux principaux : Le logement apparaît comme la clé de voûte de la lutte contre l'exclusion et la fracture sociale. Les personnes défavorisées ont besoin d'un domicile plus que d'un toit. Il ne suffit pas de mettre à leur disposition des hébergements d'urgence. Leur vrai problème est de trouver un domicile où pouvoir reprendre pied dans la vie. Or ces personnes, parce qu'elles ne disposent que de revenus trop faibles ou trop précaires, ont des difficultés à accéder à des logements sociaux (HLM, habitats à loyer modéré). Aussi, un décret visant de fait les logements de qualité insuffisante rencontrés hors du secteur social, fixera les caractéristiques du logement décent. Par ailleurs, il convient de prévenir l'aboutissement à ces situations, et la loi de lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998 comprend des mesures de maintien dans le logement.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Le « collectif Alerte » rassemble les principales associations qui luttent contre les exclusions. Ce collectif siège au CNLE.

Information: La France a recours à des indicateurs pour mesurer la pauvreté. Un indicateur monétaire (sont considérés comme pauvres les ménages ou individus dont les ressources sont inférieures à la moitié du niveau de vie médian), un indicateur de « conditions de vie », qui se fonde sur diverses dimensions de la vie courante pour lesquels les ménages ressentent des difficultés (confort du logement, endettement, etc.) et enfin un indicateur de « pauvreté administrative », qui chiffre le nombre de ménages qui bénéficient de minima sociaux.

Par ailleurs, la France participe, au niveau européen, aux recherches sur les indicateurs de pauvreté monétaires et non monétaires. Chaque pays membre est tenu de mettre en place un programme d'action contre l'exclusion, qui sera suivi et évalué à travers des indicateurs communs.

Recherche et technologies: L'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale fait réaliser des travaux

d'études, de recherche et d'évaluation.

Pour une information détaillée sur les recherches et technologies, se référer aux sites Internet des ministères en charge de la santé (www.sante.gouv.fr) et de la recherche (www.recherche.gouv.fr).

Financement: En 2001, le budget de Revenu minimum d'insertion était de 30 milliards de francs environ (927 000 personnes concernées).

Coopération: La France, comme les autres pays du G7, n'a pas été épargnée par la diminution et l'aide publique, mais reste cependant le plus généreux des pays du G7. L'aide bilatérale française est concentrée sur les pays à faibles revenus, en particulier en Afrique. Par ailleurs, la France a toujours eu un rôle moteur dans le traitement de la dette des pays en développement. Elle assure notamment la présidence du Club de Paris dans le traitement de la dette. De plus, elle a consenti à des efforts supplémentaires exceptionnels dans un cadre strictement bilatéral : ces efforts ont principalement pris la forme d'annulations portant sur la dette d'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés. Depuis 1989, la France a ainsi annulé plus de 55 milliards de francs sur ses créances d'aide publique au développement.

La lutte contre la pauvreté n'est cependant pas un axe explicite de la coopération française, qui lui préfère une approche systémique, c'est-à-dire ne pas se concentrer sur une seule catégorie sociale, un seul niveau ou un seul domaine mais essayer d'établir des liaisons : à la fois améliorer l'efficacité de l'Etat et les différentes composantes de la « société civile », établir des cadres de concertation. La plupart des interventions soutenues par la coopération française ont eu cependant des effets positifs en matière de lutte contre la pauvreté : augmentation des revenus et amélioration des conditions de vie, meilleur accès aux biens publics (santé, éducation, hydraulique...), amélioration de la sécurité alimentaire et parfois foncière, meilleure capacité des catégories sociales actuellement dominées à se faire entendre et à peser sur les décisions.

Au niveau européen, le Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 a mandaté la Présidence française pour parvenir à un accord sur un Agenda social européen intégrant les initiatives des différents partenaires concernés. Le Conseil européen de Nice l'a approuvé, en lançant l'Agenda social européen et en inscrivant celui-ci dans la stratégie de développement durable de l'Union.

* * *

Les informations détaillées relatives aux modifications des modèles et pratiques de consommation se trouvent dans les chapitres thématiques tels que : 4 : Modification des modèles de consommation-énergie et transport ; 20 à 22 : Gestion écologiquement rationnelle des déchets dangereux, des déchets solides, des déchets radioactifs ; Chapitre sur l'industrie, etc.

Prise de décisions : Organismes : La plupart des ministères et organismes publics sont en France engagés dans des politiques visant à modifier les comportements et modèles de consommation. C'est le cas notamment dans les secteurs tels que l'énergie, les transports, la collecte des déchets, la pollution de l'air, l'eau, etc. (*Se référer aux chapitres correspondants*).

Participation des groupes principaux : Lors des débats nationaux dans ce domaine, notamment préparatoires aux nouvelles législations comme lors de l'élaboration de plans de développement locaux, l'ensemble des acteurs publics et privés sont toujours formellement associés à la réflexion : Ministères/Départements, Parlement, établissements universitaires, industries, syndicats professionnels, groupes de défense des consommateurs, ONG, médias, collectivités locales, ...).

Programmes et projets: Parmi les nombreux objectifs visant à inciter les acteurs et publics à modifier leurs modes de consommation pour contribuer à la préservation de l'environnement, on peut citer :

- La relance des efforts de maîtrise de l'énergie et de la promotion des énergies renouvelables.
- La limitation des déchets d'emballages et la valorisation des déchets (interdiction, dès 2002, de la mise en décharge des déchets sans traitement et valorisation préalables).
- Le développement des labels écologiques des produits (voir plus loin).
- Le « verdissement » de l'administration (intégration d'objectifs environnementaux dans les actions et politiques des ministères et administrations locales).
- La diminution de la consommation des véhicules, l'optimisation du rendement énergétique et environnemental des carburants et la promotion des véhicules moins polluants (incitation fiscale notamment).
- La promotion d'une approche intermodale des transports et la définition d'une tarification et d'une fiscalité plus rationnelles.
- La conception des évolutions et extensions urbaines en fonction de leurs implications énergétiques directes (habitat) et indirectes (transports)....

Ces programmes sont axés sur les aspects écologiques, économiques et sociaux (création d'emplois) des modes de consommation et de production. Citons également : le programme Fertimieux (maîtrise des pollutions par les engrais), les plans de déplacements urbains (PDU), et à l'échelle de l'aménagement du territoire national les Schémas de services collectifs...

En ce qui concerne plus précisément la consommation des ménages, les pouvoirs publics et les entreprises ou fédérations professionnelles ont aussi formalisé des engagements comportant parfois des objectifs repris sous forme de chartes ou d'accords volontaires.

Par ailleurs, l'écolabel français a été créé en mars 1994, parallèlement à l'écolabel européen. Les premières lignes de produit labellisés concernent les peintures et vernis, les sacs poubelle, les colles pour revêtement du sol. Des consultations sont en cours pour les produits d'entretien pour l'automobile, les jeux et jouets, articles et mobiliers scolaires (en particulier les cahiers), les engrais pour jardin.

Au niveau européen, la Commission a adopté en février 2001 un livre vert sur la politique intégrée des produits (PIP), qui propose une stratégie visant à développer et recentrer les politiques environnementales liées aux produits afin d'en favoriser des débouchés plus écologiques, en utilisant les outils à disposition (internalisation des coûts, etc...). La France est pleinement engagée dans cette nouvelle politique visant à stimuler la demande des consommateurs pour des produits plus écologiques et inciter les entreprises à offrir de tels produits.

Etat de la situation: L'attention portée par les consommateurs à la qualité écologique des produits qu'ils achètent se maintient depuis quelques années à un niveau relativement élevé. 60 % des Français se déclarent beaucoup ou assez incités à un achat par la garantie écologique et 33 % pensent qu'ils consommeront, dans les années à venir, plus de produits verts qu'actuellement (Enquête consommation du CREDOC de 1997). *Se référer aux chapitres spécialisés (eau, énergie, transport, etc.).*

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Les pouvoirs publics et les agences techniques dans le domaine de l'environnement (ADEME, Agences de l'eau, ...) développent des programmes de formation et de conseil en matière de maîtrise de l'énergie, de gestion des déchets et d'économie d'eau tant auprès des entreprises, des particuliers, des agents des collectivités locales que de ceux de l'Administration nationale. Le site WEB de l'ADEME (www.ademe.fr), par exemple, s'adresse en priorité aux entreprises et aux collectivités pour les aider à prendre des décisions favorables à l'environnement et à la maîtrise de l'énergie.

Des démarches volontaires sont également initiées par des entreprises, à l'exemple des associations Entreprises pour l'environnement et OREE, dont l'objectif est d'impulser une meilleure prise en compte des problèmes liés à la protection de l'environnement. En partenariat avec l'industrie, les pouvoirs publics régionaux se sont engagés dans des programmes de sensibilisation destinés aux PME/PMI. Les actions menées comprennent notamment la sensibilisation des dirigeants, la formation, la mise à disposition d'experts ou encore l'aide à la mise en place de diagnostics environnement. Dans plusieurs programmes, l'objectif est d'accompagner les entreprises vers des démarches d'enregistrement Eco-audit ou de certification ISO 14000.

De leur côté, les associations de défense des consommateurs sont très actives dans l'information et la sensibilisation des consommateurs, le conseil et le partenariat avec les pouvoirs publics ; associations et revues « Que Choisir ? », « 60 millions de consommateurs » notamment.

En juin 2001, le MATE a lancé la campagne « Merci dit la planète », destinée à sensibiliser les Français aux gestes quotidiens qui peuvent avoir de grands effets pour la préservation de l'environnement. Outre un volet publicitaire, un important dispositif de relations avec la presse a été mis en place, afin que les journalistes relayent au mieux les messages de la campagne, aussi bien au niveau national qu'au plan local. Au niveau local, des Comités régionaux de parrainage (CRP) ont été mis en place par les DIREN, sous l'autorité des préfets de région, afin de rassembler les initiatives en faveur de l'environnement sous un label fédérateur « Merci, dit la planète ». Ce label sera attribué par les CRP à des associations, collectivités locales, écoles, entreprises... afin de valoriser les gestes collectifs.

Information: De nombreux organismes techniques et institutions suivent régulièrement les problèmes de consommation et/ou de production, parmi lesquelles on peut citer notamment : l'Institut national de la statistique et des études économiques (l'INSEE), le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), l'Institut national de la consommation (INC), l'Institut français de l'environnement (IFEN), l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Les données sur la consommation et la production sont disponibles auprès des services statistiques des ministères, de l'INSEE et de l'IFEN. L'information pertinente est mise à la disposition des utilisateurs potentiels, notamment sur les sites suivants : www.environnement.gouv.fr, www.ifen.fr, www.recherche.gouv.fr, www.evariste.anvar.fr, www.ademe.fr, www.industrie.gouv.fr

Dans le cadre de l'observatoire des perceptions et des représentations sociales de l'environnement (OPRESE), un travail est en cours à l'IFEN sur les indicateurs de la consommation durable à partir de l'enquête permanente sur les conditions de vie de l'INSEE.

Recherche et technologies: A travers son programme de recherche et développement, l'ADEME contribue à l'innovation technologique et/ou organisationnelle et au développement de produits et de modes de production plus propres et plus sobres en ressources naturelles non renouvelables. L'AFNOR poursuit à l'échelon européen et mondial, avec ses partenaires habituels sur le sujet (industriels, consultants, associations, etc.) le suivi de l'évolution des techniques d'analyse de cycles de vie.

Plus généralement, le domaine des modes de consommation durables, qui relève de l'innovation des produits et des procédés, est une préoccupation majeure de la politique de recherche. Les ministres chargés des transports, de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ont mis en place pour la période 1996-2000 un nouveau programme de soutien à la recherche et développement dans les transports terrestres (PREDIT). La France participe

également à un réseau international de recherches industrielles à travers le dispositif EUREKA, qui possède des volets énergie, environnement, transport et biotechnologies.

Financement: Il n'existe pas de bilan de synthèse disponible concernant le financement spécifiquement dédié à la promotion des modes de consommations et de production durable. Chaque ministère et établissement public consacrent une part de son budget au financement d'activités de recherche et développement sur ce thème. En revanche, l'application du principe pollueur-payeur, qui s'est traduit depuis de nombreuses années par des taxes et redevances de multiples natures dans le champ de l'environnement, renforcée récemment par l'instauration de la TGAP.

Des incitations fiscales ont également été mises en place pour modifier le comportement des consommateurs (*voir les chapitres spécialisés*).

Coopération: Il existe de nombreux programmes et actions de coopération concernant les thèmes tels que l'air, l'eau, les déchets, etc. (*voir les chapitres spécialisés*).

* * *

Prise de décisions: La politique énergétique française est conduite par le secrétariat d'Etat à l'Industrie au sein du ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie. Le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement est associé à la définition de la politique de maîtrise de l'énergie. Les compétences des collectivités territoriales s'exercent essentiellement dans le domaine de la distribution des énergies de réseau, et dans le soutien à la valorisation des potentiels de maîtrise de l'énergie. Les politiques nationales sont mises en oeuvre par le biais d'agences techniques, telle que l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Programmes et projets: La politique énergétique française poursuit principalement les objectifs suivants :

- assurer la continuité et la sécurité des approvisionnements énergétiques ;
- assurer la compétitivité de la fourniture d'énergie ;
- faire en sorte que le développement énergétique soit durable, respectueux de l'environnement et des générations futures, entre autres en réduisant efficacement les émissions de gaz à effet de serre.

La loi du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement du territoire intègre un schéma de services collectifs de l'énergie, qui vise à associer les acteurs institutionnels locaux pour exploiter au mieux les gisements d'énergies renouvelables, maîtriser l'énergie et améliorer les services rendus aux usagers.

La France a adopté en février 2000 un programme national de lutte contre le changement climatique. Il contient des mesures qui auront un impact fort sur l'utilisation de l'énergie. Par ailleurs, afin d'encourager les économies d'énergie, un programme de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables a été adopté en décembre 2000.

Dans le domaine de l'électricité, l'Union européenne a adopté un accord qui la conduira à augmenter sensiblement la part d'énergies renouvelables dans la production électrique (l'objectif est de porter cette part de 16 % en 1999 à 21 % en 2010). La France a adopté des tarifs incitatifs pour l'achat d'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables.

La réglementation applicable au chauffage des locaux a été renforcée en 2000, faisant progresser de 15% la performance énergétique des logements neufs et de 40% celle des locaux neufs du tertiaire. Le principe d'un renforcement ultérieur des exigences tous les 5 ans a été posé.

On peut par ailleurs citer différents programmes pour les énergies renouvelables : Programme EOLE 2005 (objectif : installer un parc éolien de 500 Mw à l'horizon 2005), Helios 2006 (objectif : 50 000 chauffe-eau solaires individuels d'ici à 2006 en Métropole), qui avaient été précédés d'un plan dans les départements d'Outre-mer, programme Bois-énergie, plan Bois-déchets, plan Biomasse-électricité, programme Biogaz. En petite hydraulique, l'objectif est d'installer plus de 1000 MW à l'horizon 2010. Pour le photovoltaïque raccordé au réseau, lancement d'un programme de 300 MW en 2010.

Etat de la situation: Jusqu'à récemment, le secteur de l'énergie était dominé en France par de grands opérateurs publics nationaux (Electricité de France, Gaz de France, entreprises pétrolières, etc.). Cette particularité évolue rapidement, compte tenu de la privatisation du secteur pétrolier français et de la création du marché intérieur de l'électricité et du gaz au niveau de l'Union européenne. La France importe la quasi-totalité de ses consommations d'énergie fossile. La production d'énergies renouvelables est considérée comme stable. La France est exportatrice d'électricité. Les transports représentent 25 % de la consommation d'énergie finale en France (1998). La consommation d'électricité représente 40 % de la consommation d'énergie en France dont 53 % dans le résidentiel tertiaire. Un inventaire des gisements d'économie d'énergie a été effectué. Des mesures seront prises pour accélérer le rythme de renouvellement des équipements, notamment électroménagers et interdire certaines classes d'équipements. Des chèques pour l'achat d'équipements performants pourront être distribués. Les travaux d'économie d'énergie dans les logements des particuliers ont été favorisés par l'abaissement à 5,5% du taux de la taxe à la valeur ajoutée pour les travaux réalisés dans les logements de plus de deux ans.

Actuellement, les énergies renouvelables, hors grande hydraulique, occupent une place limitée dans le paysage

énergétique français. De nombreux facteurs expliquent cette situation :

- des marchés d'équipements réduits qui ne peuvent bénéficier d'effets d'échelle, et d'où des coûts encore élevés de certaines filières technologiques,
- une structuration insuffisante des réseaux professionnels, notamment au stade de la mise en œuvre sur le terrain,
- le manque d'implication des institutions financières et des investisseurs,
- des prix des énergies particulièrement bas actuellement et peu favorables aux substitutions d'énergie.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Lors des débats nationaux dans le domaine de l'énergie, l'ensemble des acteurs publics et privés sont toujours formellement associés à la réflexion (Ministères/Départements, Parlement, établissements universitaires, industries, groupes de défense des consommateurs, ONG, médias, collectivités locales). Au niveau local, les décisions énergétiques significatives (construction d'une unité de production de taille importante, d'une ligne de transport, ...) impliquent les représentants de l'Etat et toutes les composantes de la société civile, via notamment des enquêtes d'utilité publique. Le programme de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables adopté en 2000 prévoit notamment la mise en place d'un réseau de proximité d'information sur l'efficacité énergétique (« Points Info Energie », PIE) dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et du recours aux énergies renouvelables, à destination des particuliers, des petites entreprises et des collectivités locales, ainsi qu'une campagne nationale d'information sur la maîtrise de l'énergie. L'ADEME et EDF ont signé un accord pour la période 2000-2002, afin de coordonner leurs efforts pour promouvoir la maîtrise de la demande d'électricité. Parallèlement, des dispositifs d'aide à la décision ont été mis en place afin d'aider les entreprises industrielles à réduire les surconsommations.

La Communauté européenne a lancé « l'étiquette énergie », pour informer le public sur la consommation d'énergie des appareils électriques. Dans le but de renforcer les capacités des personnels, des supérieurs hiérarchiques et des chercheurs, dans le contexte des services liés à l'énergie, différentes opérations de communication sur l'utilisation rationnelle de l'énergie ont été lancées par l'ADEME en 1999 à destination des professionnels.

Au niveau local, certaines agences de l'énergie ont mis en place des programmes d'éducation ou d'assistance aux ménages les plus défavorisés pour les aider à réduire leur consommation d'énergie. Par ailleurs, une campagne nationale d'information sur la maîtrise de l'énergie a été lancée.

Information: La France s'est dotée d'un Observatoire de l'énergie qui élabore les bilans de l'énergie et des batteries d'indicateurs d'efficacité énergétique aux niveaux national et régional. Le ministère de l'Industrie, l'ADEME et les producteurs d'énergie travaillent avec des bureaux d'études, dont le CEREN, pour alimenter une base de données commune (production et consommation d'énergie), servant de base pour définir les orientations politiques de l'Etat. A partir de ces données, des indicateurs d'efficacité énergétique ont été élaborés, repris par la DGTREN et appliqués à l'ensemble des Etats membres. L'observatoire de l'énergie produit aussi des statistiques sur les productions et consommations. Les statistiques de l'observatoire de l'énergie sont publiées et également disponibles sur Internet : www.industrie.gouv.fr

Recherche et technologies: Les opérateurs publics français, notamment Gaz de France, consacrent une part significative de leur budget à la recherche sur le développement durable. De même, l'IFP conduit un important programme de recherche dans le domaine pétrolier. Le CEA consacre annuellement un budget important à la recherche dans le domaine nucléaire et depuis 1999 dans celui des énergies renouvelables, dans le prolongement de ses travaux sur la filière hydrogène. Le programme AGRICE (groupement d'intérêt scientifique « Agriculture pour la chimie et l'énergie ») et les actions pilotes dans le domaine des biocarburants visent à développer des applications nouvelles pour des produits renouvelables d'origine végétale en substitution à des bases d'origine pétrolière, notamment en abaissant les coûts de production. L'ADEME consacre une partie importante de son budget au financement d'actions de recherche sur le développement durable dans le domaine du photovoltaïque et de l'éolien off-shore pour amener ces filières aussi près que possible de la compétitivité. Par ailleurs, la France soutient et participe aux programmes de l'Union européenne visant à la maîtrise de l'énergie, et notamment au 6^{ème} Programme cadre de recherche et développement (PCRD).

Concernant la faisabilité, la validité et les risques éventuels des options technologiques mentionnées ci-dessus, la France procède à une évaluation de cycle complet pour différentes sources d'énergie, qui prend en compte

l'ensemble des impacts (sociaux, économiques et environnementaux) depuis la production de la ressource primaire jusqu'au traitement final des déchets.

L'Etat et EDF ont signé un accord sur l'innovation et les progrès technologiques pour la période 1998-2000 portant notamment sur l'usage performant de l'électricité, la maîtrise de la demande d'énergie, les énergies renouvelables. EDF et Gaz de France déploient des efforts pour développer et diffuser les techniques liées au « charbon propre » et la génération d'électricité dans les centrales à lit fluidisé circulant, qui réduisent considérablement les émissions liées au charbon.

Financement: L'Etat consacre pour l'appui à la recherche dans le secteur de l'énergie une enveloppe de l'ordre de 10 milliards de francs par an.

Coopération: Dans le secteur de l'énergie, l'aide française privilégie, tant au plan bilatéral que multilatéral l'appui aux politiques nationales énergétiques¹ sur trois objectifs de développement durable dans les pays en développement : l'accès à l'énergie, l'efficacité énergétique et l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques. Elle plaide, avec ses partenaires européens pour un effort, dans le cadre de l'Union et dans de cadre des Nations unies, de Recherche et Développement portant sur la compétitivité et la fiabilité de ces technologies, en référence à l'expérience acquise depuis dix ans dans les projets d'accès à l'énergie des populations isolées dans la Caraïbe, au Viêt-Nam, dans les pays du Sahel ou au Maroc.

Dans le cadre de la coopération internationale pour le développement, la Direction générale de la coopération internationale et du développement (DGCID) du MAE et l'ADEME se sont employées à mettre en évidence les objectifs et moyens de ces politiques d'accès à l'énergie : depuis l'Atelier « Electrification rurale décentralisée » (Paris et Marrakech, 1995); jusqu'aux « objectifs d'action » adoptés sous présidence française de l'Union européenne en passant par les projets pilotes comme le PPER au Maroc ou au Viêt-Nam. L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie (IEPF), qui anime des réseaux d'échanges et d'informations entre pays francophones, a largement bénéficié de l'expertise et de l'appui des opérateurs français. Ils sont partenaires du réseau mondial de recherche-action « Mondialisation, Energie, Environnement » (MONDER), qui réunit les chercheurs en économie de l'énergie, des décideurs publics et des industriels de tous les continents pour évaluer les effets des mutations du marché mondial de l'énergie sur le développement durable. Ce contexte de libéralisation et de mondialisation de l'économie du secteur de l'énergie, conduit les opérateurs français (administrations, Agence française de développement, industrie ls et bureaux d'expertise et de conseil) à se concerter sur l'adéquation de leurs actions avec l'objectif de moyen terme que constitue le développement durable. La DGCID est intervenue dans le même sens dans les instances multilatérales (CCD 9) et CEENU et à la Commission européenne.

* * *

¹ C'est-à-dire l'ensemble des instruments et mesures par lesquels l'Etat oriente les opérateurs du marché et les comportements des usagers (législation, fiscalité des investissements, tarification des services, subventions publiques, etc.).

Prise de décisions: Organismes : Le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement est chargé de la gestion et de l'amélioration du système de transport dans le cadre de la politique générale des transports définie par le Gouvernement. Il y associe les ministères concernés, notamment les ministères de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement et le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, au sein de comités interministériels de pilotage. Pour les projets de réseaux nationaux, la décision revient à l'État ou à son représentant au niveau territorial selon l'importance du projet. L'autorité décisionnelle est le conseil régional de chaque région pour les projets régionaux, et le conseil général pour les projets départementaux. Les projets de réseaux locaux relèvent des collectivités locales.

Législation et réglementations: La « grande » loi sur les transports en France est la loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) de 1982, modifiée par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996, la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT) du 25 juin 1999 et la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) du 13 décembre 2000.

Le cadre général de la mise en œuvre de la politique des transports est défini par les schémas collectifs de transport. Conformément à la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT), ils visent à un développement durable des transports associant performance économique, justice sociale et qualité de l'environnement. Ces schémas prennent également en compte l'objectif fixé par le Programme national de lutte contre le changement climatique de stabiliser les émissions de gaz à effet de serre des transports sur la période 2010-2020. Ils doivent également permettre de respecter les engagements du protocole de Göteborg. Enfin, la France applique la réglementation européenne relative aux émissions des véhicules et aux carburants.

Programmes et projets: Les grands projets d'infrastructure sont principalement mis en œuvre dans le cadre des contrats de plan, en application des schémas de services transports.

Au plan local, les plans de déplacement urbain rendus obligatoires par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et renforcés par la loi SRU ont comme objectif « un usage coordonné de tous les modes de déplacement, notamment par une affectation appropriée de la voirie, ainsi que la promotion des modes les moins polluants et les moins consommateurs d'énergie ».

Le Programme national de lutte contre l'effet de serre, les plans régionaux pour la qualité de l'air (PRQA) et les plans de protection de l'atmosphère (PPA) instaurés par la loi sur l'air poursuivent l'objectif de réduire les pollutions locales dues aux transports.

Etat de la situation: En France, les réseaux de circulation sont disponibles et accessibles. Les principaux problèmes sont le transport routier de marchandises sur les grands corridors interurbains et les zones sensibles et les transports individuels de voyageurs en milieu urbain pour lesquels il convient de rechercher une meilleure répartition en faveur des modes les plus respectueux de l'environnement.

Plus de 80 % des transports intérieurs de voyageurs étaient effectués en voiture particulière en 2000. 76 % des transports intérieurs de marchandises étaient effectués par transport routier la même année.

La commercialisation de l'essence ordinaire s'est arrêtée en 1995. La commercialisation d'essence sans plomb est apparue en 1993 (18,3 millions de m³ consommés en 2000). Les carburants plombés sont interdits depuis le 1^{er} janvier 2000. La consommation de gazole était de 31,67 millions de m³ en 2000, celle de gaz pétrole liquéfié (GPL) était de 200 000 tonnes et celle de gaz naturel véhicule (GNV) de 10 000 tonnes.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: En cas de fortes pollutions, conformément à la loi sur l'air, les préfets peuvent mettre en place des mesures d'urgence, d'abord avec des réductions des vitesses autorisées puis avec un système de circulation alternée destinée à réduire les émissions de gaz nocifs pour la santé. Ces mesures sensibilisent le public sur les incidences des transports sur l'environnement. Dans le but d'encourager le public à avoir davantage recours aux transports en commun, au covoiturage, aux transports non motorisés etc.,

les plans de déplacement urbain ont été mis en place. Depuis 1997, les différentes autorités organisatrices de transport public organisent une campagne de promotion de transport public ou des journées « sans voitures ». Dans le but d'éduquer le public en matière de sécurité routière, la sécurité routière a été déclarée « grande cause nationale » de l'année 2000.

Concernant la formation d'experts, personnel technique et personnel de service affectés aux systèmes de transport et de circulation, en France, l'ingénierie publique est importante dans le domaine des transports. Le ministère chargé de l'équipement possède un important réseau scientifique et technique au travers des CETE (centres techniques), coordonnés par le CERTU (Centre d'étude sur les réseaux, les transports et l'urbanisme) et le SETRA (Service technique des équipements des routes et autoroutes).

Information: Le Service économique et statistique (SES) du ministère des Transports gère un ensemble de sources de données relatives à l'économie du secteur qui alimente des publications régulières. Une base de données spécifique, dite SITRAM (Système d'information sur les transports de marchandises), est consacrée aux flux de transport de marchandises. Des informations globales sont publiées chaque année dans les « comptes transports de la Nation », également disponibles sur Internet.

Les données relatives à la qualité de l'air, notamment aux émissions des véhicules, sont mises à la disposition du public (*voir chapitre 9*).

Le centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA) réalise des inventaires des émissions dans l'air sous différents formats : par polluant, par secteur d'activité, etc. Les résultats font l'objet de publications papier régulières et sur Internet.

Un centre national d'information routière et sept centres régionaux d'information et de coordination routière présentent l'état de la circulation et des routes sur tout le territoire sur un site Internet: www.bison-fute.equipement.gouv.fr

Recherche et technologies: Les technologies clés liées au domaine des transports terrestres (amélioration de la recyclabilité des véhicules, véhicules électriques, moteurs économes et propres, réduction du bruit, technologie roue/rail) sont développées dans le cadre d'un programme interministériel PREDIT.

Financement: Pour les routes, l'Etat et les collectivités locales sont les financeurs. Les autoroutes sont financées par les péages (concessionnaires privés). Les infrastructures ferroviaires sont financées par l'Etat (1,53 milliard en 2000), les collectivités territoriales, l'Union européenne (crédits RTE et FEDER). Les voies navigables par l'Etat et les contrats de plan Etat-régions, enfin, les transports urbains sont essentiellement financés par les collectivités locales, avec une participation modeste de l'Etat. S'agissant de la recherche-développement en matière de carburants de remplacement et d'efficacité des transports, les principales sources de financement sont celles du Programme de recherche et d'innovation sur les transports terrestres (PREDIT) : budget de 7,3 milliards de francs répartis sur cinq années. Enfin, afin d'accroître le volume des investissements dans le secteur des transports, le Fonds d'investissement pour les transports terrestres et les voies navigables (FITTVN), a désormais été intégré dans le budget de l'état.

Coopération: Pour les infrastructures frontalières, chaque projet fait l'objet d'une Commission interGouvernementale et d'un Groupement d'intérêt économique européen entre les entreprises. La France est au cœur d'un réseau ferroviaire transeuropéen (Thalys, Eurostar). La France fait également partie du Réseau de transport européen de fret ferroviaire (RTEFF) qui a fait l'objet de directives récentes. La France fait partie du Réseau de transport européen (RTE), qui fait l'objet d'une directive européenne. Celle-ci définit le réseau, les obligations des différents Etats sur le réseau et les conditions de financement. Elle cherche à promouvoir le développement de « projets pilotes » européens pour le développement de l'intermodalité et le renforcement des modes les plus respectueux de l'environnement sur les grands corridors de fret. Dans le cadre des mécanismes de financement mis en place au titre du FFEM, la France cofinance des projets visant à une meilleure prise en compte des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports.

Prise de décisions: Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Recherche, l'Institut national d'études démographiques (INED) et l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) s'occupent le plus directement des questions démographiques.

Programmes et projets: Aucune information disponible

Etat de la situation: La France métropolitaine compte 59 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2001 et 60,7 millions si l'on inclut les départements d'Outre-mer. Avec des naissances qui augmentent de près de 5%, la France est le pays de l'Union européenne où la natalité progresse le plus. La mortalité infantile se stabilise à 4,4 décès pour mille naissances vivantes, après une baisse ininterrompue depuis cinquante ans. Les mariages dépassent la barre des 300 000 (niveau qui n'avait pas été atteint depuis 17 ans). La mortalité continue de reculer, faisant progresser l'espérance de vie à la naissance de trois mois pour les hommes comme pour les femmes. Le solde migratoire en 2000 est estimé à 55 000 personnes, en augmentation de 10 000 par rapport à l'année précédente.

Le vieillissement de la population française est cependant inéluctable, ce qui aura des répercussions importantes sur le système de santé. Les projections de l'INSEE pour le demi-siècle à venir indiquent qu'en 2050 la France comptera 64 millions d'habitants. Mais les plus de 60 ans représenteront un tiers des Français, contre 20 % aujourd'hui. Dans le même temps les moins de 20 ans, qui représentent aujourd'hui un quart de la population ne compteront plus que pour 20% de la population totale. Dès 2011 les moins de 20 ans seront dépassés en nombre par les plus de 60 ans. A partir de 2040, la population diminuera, le solde migratoire ne suffisant plus à compenser l'excédent des décès sur les naissances. Selon que l'on retient une retraite à 60 ou 65 ans, le nombre de personnes en âge de travailler baissera dès 2007 ou à partir de 2011. Les trois quarts des ménages âgés vivent en ville. Le phénomène de vieillissement s'accompagne d'une montée des problèmes de dépendance.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: L'INSEE procède tous les dix ans au recensement général de la population. Les principaux résultats sont disponibles sur Internet (www.insee.fr).

Information: *Pour une information détaillée, se référer aux sites Internet de l'INSEE (www.insee.fr), de l'INED (www.ined.fr) et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (www.emploi-solidarite.gouv.fr).*

Recherche et technologies: L'organisation de la recherche en France est très axée sur l'étude des phénomènes démographiques et de leurs impacts environnementaux et sociaux, à partir de pays du Sud.

Financement: *Pour une information détaillée sur le financement, se référer aux sites Internet du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (www.emploi-solidarite.gouv.fr).*

Coopération: Un projet de recherche a été lancé par le MAE (DGCID). L'objectif est d'étudier les interrelations entre dynamique des populations, développement et environnement, avec un budget prévisionnel de 1 million de dollars US. L'originalité du projet tient au fait que les études seront réalisées par des pays du Sud. Ainsi, la France soutient des ONG dans la cadre de transfert vers le Sud de la responsabilité des études sur le Sud. La France a consacré 31,1 milliards de francs à l'aide publique au développement en 2001. Les critères dégagés au Caire permettent d'évaluer l'aide consentie aux politiques de population, directement ou indirectement, à titre bilatéral ou par l'intermédiaire de fonds multilatéraux, à plus de 750 millions de francs. Le ministère des Affaires étrangères intervient essentiellement en tant que responsable de la contribution française au Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Sa contribution s'étend aujourd'hui au financement de projets bi-multilatéraux avec le FNUAP et bilatéraux, principalement par l'intermédiaire d'ONG internationales ; Le ministère de l'Education nationale est présent par la formation à la démographie dans les universités françaises des étudiants du Tiers Monde. Les actions de coopération sont conduites par l'Institut national d'études démographiques (INED), le Centre français sur la population et le développement (CEPED), organisme fédérant les activités de l'INED, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), l'IRD et l'université sur les questions touchant à la population et au développement, et le Comité international de coopération dans les recherches

nationales en démographie (CICRED), chargé de faciliter la coopération des centres de recherche en démographie, à l'échelle mondiale.

* * *

Prise de décisions : Organismes: Les politiques et actions dans le domaine de la santé et de l'environnement sont développées en étroite concertation par les ministères directement concernés : ministère délégué à la Santé, ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, mais aussi ministères chargés de l'équipement, de l'agriculture qui s'appuient notamment sur l'expertise du Conseil supérieur d'hygiène publique de France pour l'évaluation des risques, ainsi que sur celle du Haut comité de la santé publique pour l'analyse des politiques et sur les propositions des conférences régionales et de la conférence nationale de santé.

Les décisions de santé publique sont de plus en plus prises à l'appui d'une évaluation environnementale des risques : le ministère de la Santé a créé en 1992 le Réseau national de santé publique (RNSP) devenu en 1998 l'Institut national de la veille sanitaire (INVS), qui a pour mission générale de coordonner et de renforcer les activités d'épidémiologie d'intervention dans deux domaines de la santé publique : les maladies infectieuses et les effets sur la santé des pollutions environnementales (éco-épidémiologie).

Et récemment, la France a mis en place deux agences : l'Agence française pour la sécurité des aliments (AFSSA) créée par la loi du 1er juillet 1999 et en fonctionnement depuis 1999 et l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE) créée par la loi du 9 mai 2001. Cette dernière crée également un institut chargé de l'expertise concernant les rayonnements ionisants, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

Participation des groupes principaux: La définition des priorités de la politique française de protection et de promotion de la santé s'appuie, outre les bilans de l'état de santé des Français élaborés par le Haut Comité de Santé Publique, sur une large consultation associant les professionnels de la santé et la population au sein de conférences nationales et régionales de santé publique. Le projet de loi sur les droits des malades et la qualité du système de santé, actuellement en cours de discussion au Parlement, a pour objectifs de renforcer la démocratie sanitaire.

Programmes et projets : La performance du système de santé français a été classée en très bonne position par l'Organisation mondiale de la santé. La France est en train de passer d'une gestion d'un système de soins au développement d'une culture de la santé publique. Ainsi, la loi de juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle instaure un dispositif de Couverture maladie universelle (CMU) qui assure aux plus modestes la prise en charge intégrale de leurs soins. Après un an d'exercice, celui-ci concerne près de 5 millions de bénéficiaires.

Les liens « santé-environnement » se sont considérablement développés ces dernières années.

Concernant l'eau : la réglementation française doit intégrer les dispositions de la directive n° 98-83 du 3 novembre 1998 relative à l'eau destinée à la consommation humaine ainsi que celles de la directive cadre de décembre 2000. Un nouveau tournant a été pris au début des années 1990 tant par l'Union européenne qu'au niveau français pour renforcer la lutte contre les pollutions d'origine urbaine. La directive européenne n° 91/271 du 21 mai 1991 transcrite, en partie en droit français dans la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et de ses décrets d'application qui rend la collecte et le traitement des eaux résiduaires obligatoires pour les collectivités locales de plus de 2000 habitants. La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 contribue ainsi à garantir la conformité totale de la qualité des eaux aux normes européennes. La qualité de l'eau destinée à la consommation humaine fait l'objet d'un suivi à la fois par le distributeur d'eau qui a une responsabilité de surveillance du produit qu'il fournit aux consommateurs et par les services du ministère chargé de la santé, qui ont une mission de contrôle sanitaire. Les analyses de contrôle réalisées sont mises à disposition du public et une synthèse annuelle lui est fournie avec la facture d'eau. Pour surveiller et protéger la qualité des eaux de baignade, le ministre de la Santé, en liaison avec le ministère de l'Environnement unissent leurs actions notamment dans le cadre de l'application de la directive européenne du 8 décembre 1975.

Concernant la politique habitat-santé : En matière de santé liée à la qualité du bâtiment, un groupe permanent du CSHPF placé auprès du ministre de santé a été créé en février 2001 pour lui apporter avis et recommandations.

La lutte contre le saturnisme infantile est une priorité de santé publique. Les peintures anciennes au plomb constituent en France la source principale d'exposition, mais les autres sources (eau de boisson, sources industrielles) ne doivent pas être ignorées : un recensement des sites pollués est en cours. La loi du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions introduit des dispositifs visant à lutter contre les sources de

contamination par la plomb dans l'habitat, en imposant des diagnostics aux propriétaires et éventuellement des travaux palliatifs. Pour les intoxications par le monoxyde de carbone, un système de surveillance a été mis en place en 2001 et un travail est engagé avec les professionnels de l'énergie et du chauffage. En 1999, a été lancée une campagne nationale de mesure de l'exposition au radon dans les établissements recevant du public.

Un dispositif réglementaire (décret 96-97 du 7 février 1996 complété en 1996, 1997 et 2001) vise à réduire l'exposition des populations à l'amiante dans l'habitat. Par ailleurs, un second dispositif à destination des travailleurs a été mis en place dont le décret d'octobre 2001 créant un Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.

Pour suivre les divers polluants chimiques et biologiques dans les locaux d'habitation, un observatoire de la qualité de l'air intérieur géré par le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) a été mis en place en juillet 2001 par les ministères en charge du logement et de la santé.

Enfin, la loi solidarité et renouvellement urbain (loi SRU) de décembre 2000 développe la politique en faveur de la résorption de l'habitat insalubre et un décret d'application en cours définit les rapports locataires/propriétaires en matière de qualité de habitat.

Concernant la protection de l'environnement extérieur : Adoptée par le Parlement le 31 décembre 1996, la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (loi LAURE) systématise la surveillance de la qualité de l'air, les moyens d'information du public et les outils de prévention de la pollution atmosphérique (voir chapitre 9 « Protection de l'atmosphère»). De plus, une analyse de la situation sur les métaux lourds a été poursuivie en l'an 2001, notamment par le CITEPA et le Conseil national de l'air. Cette loi a imposé un volet air dans les études d'impact pour tous nouveaux projets.

Dans leur usage actuel ou étant donné les projets d'aménagement, les sites et sols pollués peuvent être à l'origine d'un impact sur la sécurité ou la santé des personnes. C'est pourquoi le MATE a élaboré une méthodologie pour diagnostiquer et évaluer les risques que peuvent présenter les sites et sols pollués pour la santé mais aussi pour la protection de la ressource en eau, les écosystèmes et les biens matériels (guide pour la gestion des sols pollués. édition du BRGM, 2000). Par ailleurs, une circulaire du MATE (10 décembre 1999) fixe les principes de réhabilitation de ces sites, en donnant des indications pour évaluer et gérer les risques qu'ils peuvent présenter.

Concernant les produits chimiques, la France applique les directives européennes. Elle développe en outre un réseau de personnes compétentes à partir du réseau de toxico vigilance.

En matière de rayonnements ionisants, la France applique des nouvelles recommandations internationales de la CIPR (Commission internationale pour la protection contre les rayonnements ionisants) et notamment les nouvelles limites d'exposition de la population.

Concernant la politique de lutte contre le bruit, elle représente toujours une priorité interministérielle. Complétant la loi « bruit » sur la création des infrastructures et la construction des logements le long des infrastructures bruyantes, un programme d'action a été engagé qui renforce la prévention et prévoit un dispositif de rattrapage visant au moins 200 000 logements et bâtiments « points noirs » le long du réseau routier et ferroviaire national.

Etat de la situation: Se référer aux chapitres thématiques (eau, air, etc.)

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Le projet de loi de modernisation du système de santé crée un institut national de la prévention et un comité national de la prévention sous l'égide du ministre de la santé avec au niveau local l'obligation faite aux régions de définir un programme régional d'éducation sanitaire.

Le Comité français d'éducation pour la santé (CFES) est une institution de santé publique placée sous la tutelle du ministre chargé de la santé. Sa mission est d'aider la population à choisir des modes de vie et des comportements qui préservent et améliorent la santé. Le CFES intervient en menant à bien des programmes de prévention d'envergure nationale. Il existe, à ce jour, 119 Comités départementaux et régionaux d'éducation pour la santé qui mènent des actions d'éducation pour la santé.

Information: Le Conseil supérieur d'hygiène publique de France (CSHPF) a avalisé plusieurs rapports dont en 1993 le rapport « Allergie respiratoire-Asthme-Environnement ». Suite à cela a été lancé le programme quadriennal de prévention « asthme, allergie respiratoire, environnement » : les médecins spécialistes, les responsables de la petite enfance, les médias, les services de l'Etat et des collectivités territoriales, les professionnels du bâtiment, du

paysage et de l'industrie ont été informés. Bon nombre de ces acteurs ont intégré depuis lors ces préoccupations dans leurs actions. Le plan « asthme » lancé en 2001 par le ministre de la santé concerne tout particulièrement la prise en charge des asthmatiques.

En 1996 un rapport sur la pollution atmosphérique à l'intérieur des locaux a également été avalisé par le CSHPF. Les rapports qui suivent ont une démarche d'évaluation et de gestion des risques, en particulier celui de 1996 sur l'ozone qui demande une information de fond des divers acteurs et une information brève avec des consignes sanitaires lors des épisodes de pollution, celui de 1998 sur les risques sanitaires liés aux boues d'épuration des eaux usées urbaines, celui de 1999 sur l'impact radiologique sur le public des installations nucléaires en fonctionnement normal et en 1999 également sur les mycotoxines dans l'alimentation.

Le ministère de la Santé gère un système d'information sur le domaine Santé-Environnement (SISE) et sur les eaux ayant un usage sanitaire (SISE EAUX). Il comporte une base de données répartie dans l'ensemble des départements ; il permettra des regroupements d'information aux niveaux régionaux, de bassin et nationaux et aussi des échanges d'information avec d'autres intervenants. Cette banque de données est en cours d'extension notamment sur l'habitat (SISE-HABITAT) avec le monoxyde de carbone, l'amiante, et le bruit. Une banque de données européenne concourra dans un proche avenir à renforcer l'homogénéité des contrôles réalisés par tous les États membres de la Communauté.

Les Observatoires régionaux de la santé (ORS) sont présents dans toutes les régions de France, y compris Outre-mer. En s'efforçant de fournir les informations utiles pour adapter les politiques de santé aux spécificités locales, ils ont pour rôle essentiel l'aide à la décision.

Le rapport du Haut comité de santé publique « Politiques Publiques, Pollution Atmosphérique et Santé » insiste sur le caractère prioritaire de ce problème de santé publique et formule une série de recommandations visant à développer la cohérence de politiques publiques concertées dans ce domaine, en termes de recherche, de formation, de surveillance, de maîtrise des risques et d'information de la population.

Recherche et technologies: Parmi les déterminants environnementaux, les évolutions récentes de la politique de la France s'appuient sur une démarche d'évaluation et de gestion des risques et à travers les thèmes de la sécurité alimentaire et la sécurité environnementale dont la qualité de l'air à l'intérieur des locaux et à l'extérieur, les rayonnements ionisants et non ionisants, la qualité des eaux distribuées, la qualité des eaux de baignade, la lutte contre le bruit. La conférence Nationale de Santé tenue en 2001 a adopté une proposition recommandant l'éradication du saturnisme infantile en assurant systématiquement le relogement et la mise des logements hors risques de plomb. Plusieurs études et colloques ont été menés sur les relations entre la santé publique et la dégradation de la qualité de l'air : l'objectif poursuivi était de faire le point sur l'ensemble des problèmes actuels que pose la pollution atmosphérique et d'orienter à nouveau les recherches et les actions en vue de les coordonner et de les optimiser. Au niveau de la recherche, le programme inter partenaires PRIMEQUAL mobilise et coordonne les actions.

Financement: L'ensemble des dépenses de protection sociale (santé, vieillesse, maternité et emploi). représentait 30 % du PIB en 1998. Les dépenses de santé représentaient en 2000 9,5 % du PIB, avec une évolution globalement stable (ou faiblement croissante) depuis 10 ans. La consommation de soins et de biens médicaux représentait 12,5% de la consommation effective des ménages. Les soins hospitaliers correspondent à 45,8 % de cette consommation, les soins ambulatoires à 26,4 %, et les médicaments à 20,8%.

La protection sociale est actuellement financée pour les deux tiers par des cotisations liées, pour l'essentiel, à l'activité professionnelle, et pour près de 20% par l'affectation de produits d'impôts et de taxes. Un impôt spécifique (Contribution Sociale Généralisée), destiné au financement de l' Assurance Maladie, représente près des trois quarts de ces produits d'impôts.

Les régimes d'assurance sociale couvrent 83 % des dépenses de protection sociale. La dépense de soins et biens médicaux est financée à 76 % par la solidarité collective (à 90 % pour les soins hospitaliers) ; la moitié du solde est prise en charge par des systèmes mutualistes ou des assurances complémentaires.

Coopération: La coopération internationale de la France en matière sanitaire et sociale est très active. Elle est effectuée par le ministère en charge de la santé (MES) et par le ministère des Affaires étrangères (MAE) qui possède des moyens propres pour mener cette coopération en particulier vis-à-vis de la zone de solidarité prioritaire

(ZSP). L'Agence française de développement (AFD) possède également des missions complémentaires de celle du MAE (infrastructures) en particulier dans la ZSP.

C'est en priorité dans cette ZSP que le MAE déploie l'assistance technique et les projets du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP). Les priorités sanitaires du MAE concernent le renforcement institutionnel, le financement de la santé, les maladies transmissibles (VIH/SIDA, tuberculose, paludisme, maladie du sommeil, maladies cécitantes, épidémies), le médicament, les ressources humaines, l'offre de soins, la formation et l'appui à la recherche. Au niveau social, le MAE propose une coopération en rapport des dynamiques de population, de la promotion des droits de l'enfance et de l'égalité homme-femme, de la protection sociale, accompagnant le développement local et structurant la société civile. Ces différentes actions sont des actions de développement qui s'inscrivent dans le long terme et visent à favoriser l'autonomie des systèmes sanitaires et sociaux. Elles sont également censées s'inscrire dans la dynamique de réduction de la dette en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et à terme dans le cadre des contrat de désendettement développement (C2D) que gèreront pour la France le MAE et l'AFD.

Le MES exerce soit directement soit de façon coordonnée avec le MAE une coopération internationale, laquelle est également menée par les différentes agences spécialisées récemment créées sur le champ sanitaire. De nombreux thèmes sont abordés parmi lesquels peuvent être identifiés ceux qui ont trait au système de santé, aux médicaments et produits de santé, à l'hôpital, à l'infection à VIH/SIDA, à la formation, à la recherche et à la protection sociale.

La France est également un acteur et un soutien important des agences multilatérales spécialisées ou intervenant en santé/social (OMS, UNICEF, Banque mondiale mais aussi Union européenne). Outre l'assistance technique directe, le mode d'exécution des projets s'appuie régulièrement sur les ONG et les jumelages techniques (hospitaliers) ou plus globaux avec le soutien des collectivités locales françaises.

* * *

CHAPITRE 7: PROMOTION D'UN MODELE VIABLE D'ETABLISSEMENTS HUMAINS CP2002-FRANCE

Voir également le **chapitre 10**.

Prise de décisions : *Organismes:* Les décisions relatives à la politique de la ville sont prises par le Comité interministériel des villes (CIV). La Délégation interministérielle à la ville et au développement social (DIV) est l'administration de mission. Le Conseil national des villes (CNV) est un organe consultatif de la politique de la ville. Ce conseil joue un rôle important d'évaluation et de repérage, à partir du terrain, des évolutions et débats à l'œuvre.

Législation et réglementations : La France mène depuis longtemps une lutte contre la ségrégation urbaine. Le dispositif législatif, régulièrement complété et amélioré, est contenu, pour l'essentiel, dans les textes de trois lois relativement récentes: La loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire de 1995 (LOADDT), la loi sur le renforcement et la simplification de la coopération intercommunale et la loi sur la solidarité et le renouvellement urbain de 2000 (SRU). La LOADDT pose le principe du développement équilibré de l'ensemble du territoire national alliant le progrès social, l'efficacité économique et la protection de l'environnement. La loi, notamment, incite les collectivités locales dans le cadre d'une agglomération et, en milieu rural, d'un pays, à élaborer des projets de territoire en référence aux recommandations relatives aux Agendas 21 locaux.

Participation des principaux groupes: En France, depuis la loi de 1983 sur la décentralisation des compétences en matière d'urbanisme, les collectivités locales ont la responsabilité pleine et entière sur l'aménagement de leur territoire.

Par ailleurs, la participation constitue une priorité des contrats de ville 2000-2006. Elle traduit la volonté d'associer les populations concernées à l'action publique et vise à favoriser l'exercice de la citoyenneté locale. La participation des habitants pourra emprunter différentes formes : l'information sur les projets à l'étude, la consultation sur des projets déterminés, l'implication à la prise de décision et au portage de l'action.

Programmes et projets : La promotion d'un modèle durable des établissements humains passe par des actions conduites au niveau national par une politique d'aménagement et de développement du territoire menée en cohérence avec celles conduites au sein de chaque agglomération urbaine. A l'échelle de chaque agglomération, les pouvoirs publics s'efforcent de promouvoir, en conjuguant les efforts des différents partenaires concernés, des stratégies multisectorielles intégrées, en favorisant le renouveau d'une planification territoriale globale, dans l'esprit des recommandations des sommets de Rio et d'Istanbul sur les Agendas 21 locaux.

Parmi les principales politiques récemment développées à ce titre, on peut citer :

Les chartes pour l'environnement et les plans municipaux d'environnement dans lesquels des collectivités se sont engagées par voie de contractualisation avec le ministère de l'Environnement, à promouvoir une approche globale et intégrée de l'environnement dans l'ensemble de leur politique (sociale, urbanisme, transports...) et à mettre en oeuvre de façon opérationnelle les principes du développement durable. L'élaboration, comme la mise en oeuvre de ces chartes, s'appuie sur la mobilisation de la population et des partenaires économiques et sociaux.

Les Agendas 21 locaux, qui sont élaborés à l'initiative des collectivités locales. Leur élaboration est maintenant encouragée par la signature de contrats particuliers dans le cadre des contrats de plan Etat- région. 150 agglomérations et près de 400 pays sont actuellement susceptibles d'engager, d'ici 2003, des Agendas 21 locaux dans le cadre de leurs projets de territoires.

En 1999, le lancement d'un plan de solidarité et de rénovation urbaine, dont les deux éléments clés sont les grands projets de ville et le programme de renouvellement urbain. Le grand projet de ville est un projet global de développement social et urbain, qui vise à réinsérer un ou plusieurs quartiers dans leur agglomération.

Enfin, le CIV d'octobre 2001 vient amplifier les efforts engagés pour la renaissance urbaine, en précisant trois directions : en finir avec les cités-dortoirs (notamment en accélérant le rythme de démolitions de logements obsolètes, ou encore en lançant de grands travaux de désenclavement de certains quartiers) ; améliorer la qualité de

la vie dans les villes (améliorer l'environnement des quartiers, etc.) ; donner toute leur chance aux jeunes (réfection des écoles dans les communes pauvres, encouragement des initiatives visant à créer des entreprises ou des projets culturels, etc.).

Etat de la situation: Les grandes agglomérations connaissent une poussée démographique irréversible. Pour la première fois en France, la majorité de la population des communes rurales vit dans un espace à dominante urbaine. La couronne périurbaine des agglomérations se compose en partie de villages. Onze grandes aires urbaines totalisent la moitié de l'accroissement démographique du pays. Le tout aboutit à une homogénéisation partielle des modes de vie, jusque dans le type de délinquance. Les bouleversements démographiques, les crises agricoles posent le problème du futur de plus des deux tiers du territoire.

Enjeux principaux: L'enjeu majeur du développement durable se joue dans les villes et dans ses rapports avec l'espace rural et les sites à protéger.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation : Le MATE a engagé, en partenariat avec d'autres ministères et avec l'ADEME, une politique de sensibilisation et d'animation, d'un réseau constitué de 150 collectivités, d'associations et des représentants des ministères les plus concernés. Ce réseau, qui s'est constitué autour d'appels à projets sur les outils et démarches en vue de la réalisation d'Agendas 21 locaux, constitue désormais un réseau de personnes ressources en matière de développement durable. Les projets mis en œuvre dans ce réseau sont, soit sectoriels (implication des citoyens dans la lutte contre l'effet de serre, réhabilitation de friches industrielles, agriculture raisonnée, conception de zones d'activité intercommunale à haute qualité environnementale...), soit méthodologiques (référentiels, démarches innovantes, formation), soit des projets de territoires de type Agendas 21. La voie est désormais ouverte à des agendas locaux devant aboutir à des projets de territoire intégrant dès leur conception développement économique, social et environnemental.

Depuis 1999 est organisé un festival international de la ville. Fort de 15 à 20 000 participants et d'une centaine d'intervenants étrangers, le festival est devenu un rendez-vous annuel pour tous ceux - élus, techniciens, entrepreneurs, associations, habitants - qui font et vivent la ville.

La DIV a publié un rapport sur les nouveaux métiers de la ville, visant à faire reconnaître ces derniers qui, notamment les « chefs des grands projets de ville », n'ont ni statut, ni reconnaissance administrative malgré leur rôle essentiel.

Par ailleurs, un grand nombre d'universités propose des formations sur l'urbanisme, les problèmes urbains, les villes.... Face à cette offre abondante et hétérogène, un certain nombre de ces universités se sont concertées afin d'élaborer une charte d'homogénéisation de leurs formations.

Information: Aucune information disponible.

Recherche et technologies: Pour des informations détaillées sur l'information et la Recherche et technologies, se référer aux sites Internet du ministère chargé de l'équipement (www.equipement.gouv.fr) et du ministère chargé de la ville (www.ville.gouv.fr).

Financement: La politique de la ville est financée à la fois sur les crédits propres au ministère de la Ville (budget de 2,4 milliards de francs en 2002 - contrats de ville, programme de renouvellement urbain, VVV...) et sur les crédits d'autres ministères (8,9 milliards de francs contractualisés pour 2000-2006). S'y ajoutent la dotation de solidarité urbaine (3,8 milliards de francs en 2000), les crédits des collectivités territoriales (5 milliards de francs contractualisés pour les régions pour 2000-2006), de la Caisse des dépôts et consignations (13 milliards de francs), du Fonds d'action sociale (FAS) ainsi que les fonds structurels européens.

Coopération: En 1995, sous présidence française, les contributions des Etats membres de l'Union européenne (UE) ont permis d'élaborer à l'échelle de l'UE la cartographie des scénarios tendanciels concernant le système urbain, l'accessibilité aux infrastructures et aux connaissances et l'évolution du patrimoine naturel et culturel des pays de l'UE. Ce travail a abouti à l'élaboration d'un Schéma de développement de l'espace communautaire (SDEC). Les travaux se poursuivent actuellement avec la volonté de mettre en place un Observatoire régional de l'aménagement du territoire européen (ORATE), dont la mission serait de mettre en œuvre ce SDEC. Par ailleurs,

la France participe au programme européen URBAN de revitalisation économique et sociale des villes et des banlieues en crise, en vue de promouvoir un développement urbain durable.

Les collectivités locales françaises, très actives dans les associations internationales de villes, mènent de nombreuses actions de coopération décentralisée souvent cofinancées par l'Etat.

Par ailleurs, de multiples actions de coopération dans le domaine de la gestion et de la gouvernance urbaine sont soutenues par la France sur le plan bilatéral, notamment avec les pays partenaires de la zone de solidarité prioritaire, comme sur le plan multilatéral où la France participe à la Commission des Nations unies pour les établissements humains (CNUEH) et contribue financièrement à la réalisation de programmes de coopération dans les pays d'Afrique en matière de gestion urbaine, ainsi qu'au programme Cities, alliance d'initiative de la Banque mondiale et du CNUEH et lancé à Berlin en 1999 .

La France a soutenu activement la participation des associations d'autorités locales aux conférences des Nations unies Habitat 2 en 1996 à Istanbul et Habitat 2+5 à New-York en juin 2001, qui a abouti à la création d'un comité consultatif des autorités locales auprès des agences de l'ONU.

* * *

CHAPITRE 8: INTEGRATION DU PROCESSUS DE PRISE DE DECISIONS SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT

CP2002-FRANCE

Prise de décisions: *Organismes:* Le Comité interministériel pour l'environnement (CIEN) réunit la quasi-totalité des ministères. Il adopte les programmes d'action relatifs à l'intégration de l'environnement dans les politiques de l'Etat et examine notamment la cohérence de l'action de chaque ministère avec la politique de l'environnement arrêtée par le Gouvernement.

La Commission française au développement durable (CFDD) est un organe consultatif chargé de définir les orientations d'une politique de développement durable et de soumettre au Gouvernement des recommandations ayant pour objet de promouvoir ces orientations dans le cadre des objectifs arrêtés lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement.

Par ailleurs, trois organismes sont particulièrement actifs au niveau national pour l'évaluation des politiques et des programmes : l'Office parlementaire des choix technologiques, le Conseil scientifique de l'évaluation, et le Commissariat au plan.

Participation des groupes principaux: La France a mis en place un cadre législatif favorisant la participation et la gouvernance. La mobilisation et la responsabilisation des acteurs des territoires locaux et la participation des citoyens aux choix et décisions sont une orientation majeure. La France s'y engage en faisant évoluer les processus de décisions nationales vers plus de démocratie environnementale et sociale et en engageant un renforcement de la démocratie de proximité. Les nouvelles lois environnementales placent la transparence, la démocratie, l'application du principe pollueur-payeur et l'accroissement de l'efficacité de l'Etat au premier plan. Les lois récentes de l'aménagement du territoire et du développement des territoires traduisent la volonté d'une évolution vers de nouveaux partenariats et une démocratie participative renouvelée.

En particulier, la démarche de participation du public à l'élaboration du processus de décision concernant les grands projets d'infrastructures, mise en place par la loi du 2 février 1995 (sur le renforcement de la protection de l'environnement) avec la création de la Commission Nationale du débat public, est en train de franchir une nouvelle étape avec le projet de loi relatif à la démocratie de proximité (titre IV), qui vient d'être adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture en juin 2001. Ce projet de loi (titre IV) vise trois objectifs fondamentaux :

- la démocratisation et la transparence du processus d'élaboration des grands projets d'aménagement et d'équipement ;
- la prise en compte de la décentralisation dans l'appréciation de l'utilité publique des projets des collectivités territoriales ;
- la modernisation et la rationalisation des procédures.

La Commission nationale du débat public, dont le bilan a été jugé très positif, est transformée par la nouvelle loi en une autorité administrative indépendante, dont les compétences et les moyens vont augmenter.

Le projet de loi vise à affirmer le principe de concertation tout au long de la vie d'un projet et de développement du débat public en amont, anticipant la prochaine ratification par la France de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement du 25 juin 1998. Le projet de loi comporte également des mesures visant à améliorer l'enquête publique.

la loi relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations facilite l'accès aux règles de droit et la transparence des travaux administratifs. Le renforcement de la démocratie de proximité, de la participation des citoyens à la vie locale au travers des conseils de quartiers dès 50 000 habitants et l'amélioration des conditions d'exercice des mandats locaux sont au cœur des projets de lois en discussion en 2001 (loi Vaillant).

Programmes et projets: La France a adopté une politique d'intégration de l'environnement dans les politiques sectorielles : aménagement du territoire (dès juin 1997 étaient réunis dans le même ministère l'aménagement du territoire et l'environnement), agriculture, transports, industrie etc. Des politiques transversales ont également été développées : environnement et emploi, environnement et diplomatie internationale, éducation à l'environnement et civisme, recherche et environnement... (*voir les chapitres correspondants*)

Le ministre de l'Environnement a été chargé par le Premier Ministre d'élaborer une stratégie de développement

durable avec les différents départements ministériels et l'appui de la Commission du développement durable. La stratégie nationale fixe six priorités transversales qui ont la caractéristique d'intégrer, chacune, les trois dimensions du développement durable : réduire les inégalités ; intégrer l'environnement et le social dans les régulations économiques; améliorer la qualité ; gérer les « biens communs globaux »; rendre les politiques sectorielles durables ; multiplier les initiatives locales ; mobiliser les acteurs.

Depuis 1996, une démarche d'intégration des préoccupations environnementales dans les activités des administrations (verdissement de l'administration) a été mise en place au sein du ministère de l'Environnement, au niveau interministériel, ainsi que dans les administrations déconcentrées.

Etat de la situation: L'intégration de l'environnement dans les politiques sectorielles est insuffisante. Elle devrait être confortée par l'internalisation des coûts externes. Le risque d'accroissement des coûts marginaux (santé publique, accidents et catastrophes, dépréciation de la ressource) paraît de plus en plus confirmé.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Aucune information disponible.

Information: Aucune information disponible.

Recherche et technologies: Aucune information disponible.

Financement: Pour l'ensemble de ces sections, se référer aux différents chapitres du rapport.

Coopération: Voir chapitre 2

* * *

Prise de décisions: *Organismes:* L'organisme décisionnaire est essentiellement le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement (MATE). Les décisions relatives à la protection de la couche d'ozone découlent du protocole de Montréal. Celles relatives à l'effet de serre, en application des engagements de la France au titre de la convention-cadre sur les changements climatiques et du protocole de Kyoto, sont prises par plusieurs ministères, coordonnés par la Mission interministérielle de l'effet de serre (MIES): le MATE, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Équipement, du Logement et des Transports, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche, le ministère en charge de l'industrie et le ministère de la Recherche.

Le Conseil national de l'air constitue un organe de concertation, de consultation et de propositions dans le domaine de la lutte contre la pollution de l'air et de l'amélioration de la qualité de l'air.

Les politiques nationales sont mises en oeuvre par le biais d'agences techniques, telle que l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Législation et réglementation : Par la loi du 19 février 2001, la France confère à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique, la qualité de priorité nationale. Elle a créé un Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer.

La France a adopté le 30 décembre 1996 la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, transposant ainsi dans le droit national l'obligation européenne d'évaluer la qualité de l'air ambiant. Cette loi comporte de nombreux aspects : dispositif national de surveillance de la qualité de l'air, droit des populations à l'information, établissement de plans régionaux pour la qualité de l'air, établissement des plans de protection de l'atmosphère (PPA) pour fixer les normes de rejets et les actions d'aménagement du territoire, mise en œuvre de mesures d'urgence, lorsque les seuils d'alerte sont atteints ou risquent de l'être. Enfin, elle prévoit l'adoption de plans de déplacement urbains définissant au niveau des agglomérations, à moyen et long terme, les principes d'organisation des transports et de la circulation.

Au niveau national, la loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (1976) et la loi sur l'air et l'utilisation de l'énergie (1996) sont les principaux fondements de la politique de réduction des émissions.

Concernant la protection de la couche d'ozone, la législation européenne est appliquée. Elle est plus stricte que le protocole de Montréal.

Programmes et projets : La politique française de lutte contre la pollution atmosphérique vise à réduire la pollution au niveau le plus bas que permettent les techniques et les conditions économiques. Elle s'appuie sur :

- des programmes de recherche ;
- un dispositif de suivi de la qualité de l'air ;
- la réglementation des émissions de polluants ;
- la promotion des modes de transport les moins polluants ;
- le développement d'une fiscalité écologique favorisant les activités et les industries ou véhicules propres ;
- la sensibilisation de l'opinion publique ;
- les mesures d'urgence.

Le Programme national de lutte contre les changements climatiques (PNLCC) adopté en janvier 2000 (faisant suite à un premier programme adopté en 1995), permettra à la France de respecter ses engagements contractés au titre du protocole de Kyoto dans le cadre européen. Entre autres objectifs, le PNLCC entend stabiliser à 40 millions de tonnes de carbone sur la période 2010 – 2020 les émissions du secteur des transports, premier émetteur de CO₂ au niveau français.

L'action récente du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement vise plus particulièrement :

- la réduction des rejets de soufre, d'oxydes d'azote et de poussières qui se concentre notamment sur les grandes installations de combustion et autres installations grosses émettrices ;
- la réduction des émissions de dioxines et furanes (mise en conformité et fermeture d'installations) ;
- la réduction des métaux toxiques : suite à la détection de traces de métaux toxiques (cadmium, plomb) dans

l'environnement et chez de jeunes enfants, le ministère a pris, le 15 février 2000, un arrêté dont l'objectif est de diviser par deux les émissions de métaux toxiques en cinq ans.

Les actions de réduction des valeurs limites des véhicules sont conduites depuis de nombreuses années, dans un cadre essentiellement communautaire.

L'assiette de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) comporte la taxation des principaux polluants atmosphériques.

Etat de la situation: La France respecte de façon satisfaisante les directives communautaires relatives à la qualité de l'air ambiant. On relève cependant quelques épisodes de formation d'ozone photochimique avec dépassement des seuils d'information du public.

Malgré la réduction des émissions polluantes, il reste nombre d'épisodes de pollution liés aux émissions routières, principalement de dioxyde d'azote et de COV, avec formation de smog photochimique, posant de sérieuses préoccupations de santé publique dans les agglomérations. Pour atteindre ses engagements internationaux, européens et nationaux, le secteur des transports en France devra enregistrer une forte réduction de ses émissions

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: La MIES a mis en place un site Internet (www.effet-de-serre.gouv.fr) et, en association avec la DATAR et l'ADEME, a publié le « Mémento des décideurs » afin de permettre aux décideurs locaux d'être à même d'évaluer les conséquences de leur choix sur le volume de gaz à effet de serre et sur son évolution à moyen et long terme. Dans les contrats de plan Etat-régions, l'information, la sensibilisation et la formation constituent l'un des quatre grands thèmes prioritaires d'application pour la lutte contre l'effet de serre. Dans le but de promouvoir de bonne heure une prise de conscience des effets néfastes entraînés par les changements climatiques, les élèves des classes de seconde étudient l'effet de serre en géographie.

Information: En matière de pollutions locales et transfrontières, dans le cadre de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (30/12/96), les pouvoirs publics doivent publier chaque année un inventaire des émissions des substances polluantes. Par ailleurs, le dispositif de surveillance de la qualité de l'air couvre désormais l'ensemble du territoire, intégrant les réseaux locaux des agglomérations de plus de 100 000 habitants. Des informations relatives à la qualité de l'air sont diffusées par les 40 réseaux de mesures décentralisés vers le grand public par le biais de sites Internet (notamment le site de l'ADEME: www.ademe.fr). En outre, les données de mesure de 700 stations de surveillance (comptant 2 000 capteurs) regroupées au sein de la BDQA (Base nationale de données sur la qualité de l'air) sont consultables à distance par les professionnels.

Pour l'accès aux informations sur les changements climatiques, on dispose des sites Internet suivants : www.effet-de-serre.gouv.fr et www.meteo.fr

En ce qui concerne les informations relatives à la protection de la couche d'ozone, elles sont disponibles sur le site du Programme National des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE- www.unep.org). Toutes les informations sont ainsi diffusées aux niveaux national et international et sont disponibles sur Internet. S'agissant de l'effet de serre, dans le cadre de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Système Mondial de Télécommunications Météorologiques (SMT) véhicule les observations météorologiques de base entre les différents centres météorologiques (Services Météorologiques Nationaux).

La France mène une analyse complète et systématique (calculs, estimations et modélisations) des émissions relatives au transport et à l'environnement, ceci dans le cadre de l'Union européenne (inventaire CORINAIR) et de la convention cadre sur les changements climatiques.

En outre des inventaires des émissions atmosphériques des principaux polluants gazeux sont réalisés par le CITEPA pour le compte du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Recherche et technologies: Dans le cadre de l'observation et enregistrement des changements atmosphériques, les activités sont conduites dans le cadre de la Veille Météorologique Mondiale de l'Organisation Météorologique Mondiale. Météo-France mène plusieurs recherches en partenariat avec d'autres organismes : Projet « Analyse de scénarios de changement climatique lié aux activités humaines » ; Projet de base de données de simulations climatiques pour les études d'impact, etc. D'autres programmes de recherche s'inscrivent dans des programmes internationaux sur le changement climatique. Il s'agit du programme AGRIGES sur la contribution des activités

agricoles et sylvicoles à l'évolution des teneurs de gaz à effet de serre et du programme « Gestion et impact du changement climatique » (GICC). Au niveau national est développé le Programme national d'étude de la dynamique du climat. Une liste de laboratoires travaillant sur la thématique « climat » figure sur le WEB à l'adresse suivante:

www.cnrs.fr/dossiers/dosclim/rechfran/pagsuiv0.htm

Dans le cadre du système mondial d'observation de l'ozone, la France possède les Observatoires de Haute Provence, de l'Ile de la Réunion et Baie Dumont d'Urville en Antarctique.

L'INERIS étudie la modélisation et la gestion des risques liés à la pollution atmosphérique. Dans le domaine des pollutions transfrontières, l'Institut participe depuis quelques années aux travaux du PIC « Modèles d'évaluation intégrée », dans le cadre des réflexions ONU sur les stratégies de réduction des émissions.

Le réseau MERA (Mesures des retombées atmosphériques) comporte treize stations qui participent à deux réseaux internationaux : le réseau EMEP (European monitoring and evaluation programme) créé en 1966 (dix stations françaises) et le programme BAPMON (Background air pollution monitoring network).

Enfin, concernant les échelles locales et régionales, le programme PRIMEQUAL-PREDIT associe les ministères chargés de l'environnement, de la santé, des transports et de la recherche ainsi que l'ADEME, le CNRS et l'INSERM. Les recherches menées dans ce cadre ont pour but d'apporter les bases scientifiques nécessaires pour permettre une maîtrise et une amélioration de la qualité de l'air dans les villes et les zones environnantes. Ils peuvent également contribuer aux travaux de la convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance.

Financement: En ce qui concerne les pollutions locales et transfrontières, si la contribution de l'Etat à la surveillance de la qualité de l'air est relativement stable depuis l'adoption de la loi sur l'air en 1996 (216 millions de francs en 2001), le financement apporté par les autres partenaires, collectivités locales et industriels, augmente régulièrement (près de 50 millions de francs en 2000 pour les collectivités, plus de 70 millions pour les industriels).

Coopération: Le protocole de Montréal (1987) a été signé le 28 décembre 1988, l'amendement de Londres (1990) le 12 février 1992, l'amendement de Copenhague (1992) a été ratifié le 3 janvier 1996. La convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques a été ratifiée le 25 mars 1994. Le protocole de Kyoto a été signé le 29 avril 1998 et le parlement en a autorisé la ratification (juillet 2000). La France le ratifiera simultanément avec la Communauté européenne et les autres Etats membres. La France a signé la convention d'Helsinki sur l'impact transfrontières des accidents industriels. La France a signé et ratifié la convention de Genève sur la pollution transfrontière de longue distance (1979), le protocole de Sofia sur l'oxyde d'azote (1988), le protocole sur le CO2 (1997) et le protocole d'Oslo sur le soufre (1997). Elle a signé le protocole de Göteborg en 1999. Sa ratification interviendra avec la transcription de la directive européenne de septembre 2001 concernant les plafonds nationaux d'émission.

La participation de la France au Fonds multilatéral du protocole de Montréal s'est élevée sur la période 1994-1996 à 10,5 millions de dollars US par an. La France utilise depuis 1994 la possibilité de mettre en oeuvre bilatéralement une part de cette contribution.

Les services chargés de la coopération ont pris, dans le secteur de l'énergie, les orientations stratégiques qui prennent en compte la nécessité de développement du secteur productif et des besoins essentiels des populations, tout en intégrant les préoccupations liées au développement durable, notamment à l'effet de serre. Au delà de l'accroissement de l'efficacité énergétique dans l'utilisation des énergies fossiles, il est apparu qu'il convenait aussi de s'intéresser davantage aux zones rurales et à l'énergie hors réseau.

La France participe au Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui consacre 37% de son budget (2,7 milliards de dollars des Etats-Unis sur trois ans) au changement climatique. Parallèlement, la France a créé un fonds bilatéral pour l'environnement mondial (FFEM) doté de 440 millions de francs pour la période 1999-2002. 45% des ressources du FFEM servent à instruire, ou intervenir, dans une trentaine de projets «effet de serre», dont la majorité se situe sur le continent africain. Le secrétariat du Fonds français pour l'environnement mondial est également en charge du programme français de la phase pilote de l'application conjointe.

La France participera également à des actions de promotion des transferts de technologie, et en particulier à l'initiative CTI (Climate Technology Initiative) de l'OCDE.

* * *

CHAPITRE 10: CONCEPTION INTEGREE DE LA PLANIFICATION ET DE LA GESTION DES TERRES

CP2002-FRANCE

Voir également **chapitre 7**.

Prise de décisions : Organismes: L'organisme décisionnaire est le ministère de l'Equipeement, des Transports et du Logement. Le ministères de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement (MATE), notamment au travers de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), les ministères de l'Agriculture et de la Pêche (MAP), de l'Intérieur, de l'Economie des Finances et de l'Industrie (MEFI), de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat contribuent à élaborer les projets.

Le Conseil national d'aménagement et de développement du territoire (CNADT) a pour rôle de formuler des avis et des suggestions sur les orientations et les conditions de mise en œuvre de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire.

Les départements constituent l'échelon d'élaboration et de mise en œuvre de la protection des espaces naturels sensibles. Par ailleurs, ils ont des compétences en matière d'aménagement paysager, d'équipement rural et de voirie et c'est à leur échelon que sont exercées les missions des conseils en architecture, urbanisme et environnement. Les régions ont des compétences pour ce qui concerne la protection du patrimoine écologique et l'amélioration du cadre de vie. En outre, elles financent des actions environnementales dans le cadre des contrats de plan Etat-régions et jouent un rôle décisif dans l'aménagement du territoire et le développement économique.

En France, depuis la loi de 1983 sur la décentralisation des compétences en matière d'urbanisme, les collectivités locales ont la responsabilité pleine et entière sur l'aménagement de leur territoire

Législation et réglementations : Le cadre législatif et réglementaire des politiques territoriales a été profondément renouvelé par une série de lois instaurées de 1999 à 2001 :

- la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 25 juin 1999,
- la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999,
- la loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale du 12 juillet 1999,
- la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain du 13 décembre 2000,
- la loi d'orientation sur la forêt du 11 juillet 2001.

Ces textes instituent un cadre d'actions cohérent pour la mise en œuvre de politiques territoriales de développement durable fondée sur les principes suivants :

- la prise en compte du long terme dans neuf schémas de services collectifs, qui définissent les axes stratégiques dans une perspective à 20 ans pour les secteurs clés qui structurent le territoire. En particulier le schéma de services des espaces naturels et ruraux s'appuie sur le principe de « multifonctionnalité » pour définir les enjeux des différents types d'espace présents sur le territoire national : maîtrise de la périurbanisation, gestion des grandes vallées, zones humides, réseau écologique national, littoral, montagne, forêt et zones agricoles. Le schéma de services des transports fixent des grands projets d'infrastructures.
- l'incitation à constituer des territoires de projet à la bonne échelle pour définir et mettre en œuvre des programmes intersectoriels : contrats de « pays », « d'agglomération », parcs naturels, inter-régions... , nouveaux espaces de négociation et de contractualisation.

Participation des groupes principaux : La politique française d'aménagement du territoire recourt intensément aux procédures contractuelles qui, à tous les échelons du territoire, correspondent à un mode participatif d'élaboration des décisions. La LOADDT renforce la décentralisation, le dialogue et la participation démocratique aux trois échelons: national, régional et local des politiques territoriales. D'autres dispositions plus anciennes visent également à faciliter une participation active de tous les intéressés, en particulier les communautés et populations locales aux décisions relatives à l'aménagement et la gestion des territoires : la procédure d'étude d'impact, la procédure d'enquête publique et la Commission nationale du débat public.

Les autres outils contractuels de planification et de gestion intégrée et négociée du territoire que constituent, notamment, les parcs nationaux, les parcs naturels régionaux et les directives d'aménagement du territoire (DTA - procédures d'Etat sur des territoires à enjeux nationaux), constituent également des cadres de concertation et de résolution des conflits en matière d'utilisation du territoire.

Programmes et projets : Les pouvoirs publics ont choisi d'inscrire leur action autour de trois orientations essentielles : assurer un meilleur équilibre territorial, favoriser le développement des territoires et mieux gérer les espaces sensibles.

Urbain : La gestion des territoires urbains peut être réglementaire ou contractuelle.

Les Schémas de cohérence territoriale (SCOT) sont des documents prévisionnels d'orientation qui fixent les orientations fondamentales de l'organisation des territoires intéressés, dans un espace intercommunal, en tenant compte à la fois des besoins de renouvellement ou d'extension urbaine, de l'exercice d'activités agricoles et de la préservation des sites et des paysages. Le Plan local d'urbanisme (PLU) est un document communal d'urbanisme unique qui détermine l'affectation des sols et la nature des activités qui peuvent y être exercées, prescrit le droit d'implantation des constructions, leur destination et leur nature. Les SCOT s'appliquent à travers les PLU (les deux outils émanant de la loi SRU).

Les « chartes pour l'environnement » sont des documents contractuels pour élaborer des projets conclus entre la collectivité locale et le MATE. Les chartes s'appuient sur trois principes forts : principe de solidarité dans le temps et dans l'espace, principe de transparence et de participation des citoyens, principe de précaution, que recouvre la notion de développement durable.

Paysage : L'ensemble des mesures et programmes visant à favoriser un développement rural durable au moyen de la valorisation d'opérations de protection des espaces naturels et ruraux, et par le biais d'une incitation à la constitution de projets pour ces territoires, a été renforcé par les nouvelles actions assorties de fonds spécifiques, instituées par la LOADDT et la LOA par le biais notamment des CTE. De nombreuses mesures ont été arrêtées en vue de préserver les paysages : loi du 2 mai 1930 proposant un système juridique de protection des monuments naturels et des sites, loi du 31 décembre 1913 proposant des mesures de protection des abords des monuments historiques, zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), loi « Paysage » du 8 janvier 1993. Depuis cette dernière, les planifications urbaines et rurales comportent la préoccupation des paysages, sous la responsabilité et la garantie des collectivités publiques. Il existe également des mesures contractuelles, incitées par l'Etat : plans ou contrats de paysage, chartes paysagères, opérations de labellisation, chartes d'environnement urbain, etc. Une initiative concerne également les infrastructures routières, le « 1 % paysager » (financement par l'Etat s'élevant à 1% du coût total de la réalisation du chantier).

Actuellement, on assiste à l'émergence d'une planification environnementale (loi sur l'eau, Natura 2000, etc..) qui a comme particularité d'être transversale aux planifications urbaines et rurales. Elle devrait permettre, à court terme, de mieux insérer le paysage dans la planification.

Espaces naturels : Il existe tout un arsenal d'instruments réglementaires, contractuels et fonciers, nationaux, européens et internationaux, visant une gestion durable des espaces naturels. *Voir chapitre 15 :Préservation de la diversité biologique*

Etat de la situation: Les territoires urbains s'étendent, mais sans poussée démographique importante. Les villes englobent dans un périurbain large les villages qui les entourent. Actuellement, 98 % de la population se trouve dans des zones couvertes par les SCOT et les PLU.

Sur les 55 millions d'hectares du territoire métropolitain l'agriculture en occupe 60 % et la forêt 27 %, le reste étant occupé par des sols bâtis et des espaces naturels (fleuves, lacs, glaciers...). Chaque année, 100 000 hectares de sols agricoles disparaissent, notamment en zone périurbaine, et 65 000 hectares sont artificialisés.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: La DATAR a choisi de contribuer à dynamiser la réflexion de l'ensemble des associés à l'élaboration des contrats de plan entre l'Etat et les régions en lançant une opération dénommée : « 100 bonnes pratiques et idées nouvelles pour les contrats de plan Etat-régions ». Les observatoires de l'environnement et du développement durable créés par de nombreuses villes françaises ont pour objectif de sensibiliser les citoyens et à inciter leur participation aux mesures visant à instaurer un développement durable.

Information: L'Institut Géographique National (IGN) a mis au point plusieurs bases de données géographiques couvrant tout ou partie du territoire national (base de données topographiques BD TOPO ; base de données cartographiques BD CARTO, gamme de produits SPOTView/BD CARTO commercialisée par Spot Image et IGN ; bases de données routières; base de données altimétriques). Ces bases de données, au même titre que les bases de données CORINE LAND COVER de l'IFEN, voire de données spatiales (produits SPOT, données LANDSAT) peuvent être utilisées par les systèmes d'information géographiques (SIG). Dans l'objectif de fournir les éléments d'information statistiques nécessaires au débat et à la prise de décision, l'IFEN, avec les Directions régionales de l'environnement (DIREN) produit, depuis 1994, une base de données régionales et départementales commune dans le cadre du programme « ensemble intégré des descripteurs de l'environnement régional » (EIDER). Ces données sont mises à la disposition des utilisateurs sous la forme de brochures ou de CD-Rom. La circulaire sur le développement durable adressée le 11 mai 1999 aux préfets de région par la ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire, invite à mettre œuvre des indicateurs de suivi de la politique. Cette circulaire affirme que « Le suivi et l'évaluation, au regard du développement durable, des principales politiques publiques s'appuient sur des indicateurs de performance des schémas de services collectifs mesurant tant les impacts que les résultats atteints ». La circulaire souligne que « Cet effort de clarification des moyens et des objectifs est indispensable pour la transparence, la concertation et une utilisation des fonds publics efficace et pertinente ». Les sites Internet des ministères de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire (MATE-www.environnement.fr), de l'Agriculture et de la Pêche (MAP-www.agriculture.gouv.fr), de la DATAR (www.datar.fr) diffusent des informations relatives aux moyens mis en œuvre pour favoriser une gestion intégrée et durable du territoire.

Recherche et technologies: L'inventaire biophysique de l'occupation des sols français, CORINE LAND COVER France, conduit par l'IFEN, est la principale base de données géographiques de l'occupation des terres. Il est réalisé dans le cadre du programme européen CORINE. L'enquête annuelle Teruti est réalisée depuis 1969 par le SCEES du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Elle permet de connaître et de suivre la répartition des surfaces du territoire suivant une nomenclature physique en 81 postes. L'Observatoire photographique du paysage a pour objectif de rassembler des séries photographiques ; qui ont pour objet d'apprécier les transformations du paysage, de suivre ses grandes évolutions et l'incidence des mutations agricoles. Les inventaires ZNIEFF et ZICO, servent de support aux mesures visant à assurer la gestion et la conservation des milieux naturels. Une cartographie de l'aléa « érosion des sols » a été réalisée grâce à une collaboration entre le MATE, l'INRA et l'IFEN. La base de données « Corine érosion côtière » renseigne sur le linéaire côtier affecté.

Financement: Le budget de l'aménagement du territoire s'élevait en 2000 à plus de 2 milliards de francs. Les autres moyens financiers consacrés à l'aménagement du territoire sont : le fonds d'investissement des transports terrestres et voies navigables (4,34 milliards de francs en 2000), le fonds de péréquation des transports aériens (48,5 millions de francs en 2000), les fonds européens (21 807 millions de francs en 2000) et les contrats de plan Etat-régions (120 milliards pour la période 2000-2006).

Le Fonds national de développement économique qui concerne les petites entreprises et intéresse particulièrement le milieu rural a été doté budgétairement pour la première fois en 1998. Le Fonds de gestion de l'espace rural (FGER) constitue un outil mis à la disposition des préfets de département pour financer les projets d'intérêts collectifs à même de concourir à l'entretien ou à la réhabilitation de l'espace rural.

Coopération: La France participe au programme « Man and Biosphere » (MAB) lancé par l'UNESCO au début des années 70, pour constituer un réseau mondial de la biosphère combinant la conservation de l'espace et l'utilisation durable des ressources par l'espèce humaine. Nombre des programmes de coopération concernent le développement régional, la planification et la gestion des villes (*voir chapitre 2 et chapitre 7*).

* * *

La lutte contre le déboisement ne correspond pas à un enjeu majeur dans la gestion durable des forêts françaises, sauf en ce qui concerne certains départements et territoires d'Outre-mer. En France métropolitaine, les enjeux sont plus tournés vers une gestion durable d'un patrimoine forestier multifonctionnel (ressource naturelle, milieu naturel, cadre de loisir et de tourisme).

Prise de décisions : Organismes: Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche (MAP) est principalement en charge des questions forestières. Le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement (MATE), de par ses compétences (prévention des risques naturelles, préservation de la ressource en eau, protection de la nature et des paysages) est également en forte interaction avec la politique forestière. Le MATE et le ministère des Affaires étrangères interviennent pour ce qui concerne la coopération française dans le secteur forestier, la représentation et la participation françaises dans les enceintes et les débats forestiers internationaux (Commission du développement durable -CDD-, Organisation internationale des bois tropicaux - OIBT -, Comité des forêts de l'OAA – COFO -, Comité d'aide au développement - CAD - de l'OCDE, ...).

Législation et réglementations : La France dispose d'une politique de gestion et de protection de ses forêts régulièrement actualisée. La loi d'orientation pour la forêt, adoptée en 2001, contribue à renforcer le développement durable du secteur forestier. Elle porte sur les domaines suivants : développer une politique de gestion durable et multifonctionnelle ; favoriser le développement et la compétitivité de la filière forêt-bois ; inscrire la politique forestière dans la gestion des territoires ; renforcer la protection des écosystèmes forestiers ou naturels ; mieux organiser les institutions et les professions relatives à la forêt.

La loi réaffirme la responsabilité de l'Etat en tant que garant du long terme et de l'intérêt général, et sa vocation d'arbitre lorsque des divergences d'intérêt pénalisent la réalisation des objectifs globaux. Les chartes forestières de territoire doivent devenir des outils de formalisation de projets, unis ou multifonctionnels, dans un cadre territorial. Il s'agit d'une évolution de fond pour le secteur forestier. La loi renforce les liaisons entre le Code forestier et les autres législations avec lesquels il entretient des relations de plus en plus étroites : loi d'orientation agricole (LOA), loi d'orientation pour l'aménagement et de développement durable du territoire (LOADDT) ou encore ordonnance Natura 2000.

Par ailleurs, la loi d'orientation sur la forêt est une réponse au constat du fait que la politique forestière s'oriente progressivement vers une gestion interministérielle et communautaire ;

Les nouvelles dispositions du livre préliminaire du code forestier conditionne à compter de juillet 2004, le versement des aides de l'Etat à une gestion durable. Par ailleurs, il est prévu que, « pour aider à la mise en œuvre de mesures imposant des surcoûts d'investissement ou de gestion dans des forêts privées ou relevant des dispositions de l'article L.111-1-4e du présent code, l'Etat peut proposer de tels contrats aux propriétaires forestiers concernés, à leurs mandataires ou à leur organisation représentatives ».

Stratégies, politiques et plans: Dans le cadre des décisions du sommet de Lisbonne de l'Union européenne, la France a élaboré et notifié à la Commission européenne, en 1994, un plan national de mise en œuvre de la déclaration de principes forestiers adoptée par la CNUED. En 1997 et 1998, le Gouvernement a souhaité engager une nouvelle phase de réforme de la politique forestière, visant simultanément à mieux intégrer les préoccupations de gestion durable des forêts, et à contribuer à l'amélioration de la compétitivité de la filière de production, de récolte et de valorisation des produits forestiers. A cet effet, le rapport au Premier ministre, rédigé par le député Jean-Louis BIANCO, a identifié des pistes et des réformes pratiques. Sur cette base, le Gouvernement a décidé : d'inviter l'ensemble des partenaires concernés à élaborer une stratégie forestière nationale ; de réformer en profondeur les financements publics aux investissements forestiers ; de déposer au Parlement un projet de loi d'orientation sur la forêt.

La stratégie forestière nationale a été adoptée par le Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers en juillet 1999. Elle a été préparée grâce à un travail intense mené par les nombreux acteurs du secteur de la forêt et du bois. Elle privilégie quatre orientations majeures : une approche nationale tenant compte des territoires ; un objectif économique majeur ; une alliance renouvelée entre les acteurs ; un respect des engagements internationaux.

La mise en œuvre d'une gestion durable passe par une sage gestion économique des forêts et par la création d'un

contexte favorable à la motivation des propriétaires forestiers pour une évolution écologiquement et économiquement raisonnée de la sylviculture.

La réforme, en 2000, des financements publics aux investissements forestiers a porté sur plusieurs domaines : suppression d'une taxe fiscale pesant sur les industries du bois ; prise en charge par le budget de l'Etat des dépenses assumées jusqu'en 2000 par un compte spécial du Trésor alimenté par la taxe précédemment mentionnée ; intégration d'un important volet forestier dans le plan de développement rural national, élaboré en application du règlement communautaire sur le développement rural ; réforme des conditions d'attribution des aides nationales et communautaires aux investissements forestiers à caractère économique, environnemental, de protection ou social. La loi d'orientation sur la forêt a été adoptée en 2001 (*voir section « Législation et réglementations »*).

Participation des groupes principaux : Le Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois réunit environ 60 personnes représentant les différents groupes d'intérêt concernés par la politique forestière ; il concourt à la définition et à l'évaluation de la politique forestière, donne également un avis sur la contribution de la politique forestière aux autres politiques et il peut être consulté par tout ministre concerné. Le comité de politique forestière, limité à vingt membres (dont seulement trois représentants de ministres, aux côtés d'élus, de socio-professionnels, et de personnalités qualifiées), participe à l'orientation de la politique et des financements, en apportant au ministre chargé des forêts une enceinte de débat et des conseils élaborés dans un cadre interprofessionnel et interministériel.

Programmes et projets : Le système français de certification de la gestion forestière durable a été adopté le 8 mars 2000. Il est doté de 3 collèges distincts (producteurs, transformateurs et consommateurs) et a été reconnu par le Conseil PEFC (Pan European forest certification council) le 20 juillet 2001. Le système de certification repose sur les principes définis par les Etats lors des conférences d'Helsinki et de Lisbonne. Une validation par les organismes certificateurs indépendants et accrédités par le COFRAC, conformément aux directives existantes au niveau international ISO 9000 et ISO 14000. Enfin, la certification est établie au niveau régional car elle est liée au morcellement foncier. Le Conseil de PEFC a établi un protocole de reconnaissance mutuelle des systèmes nationaux afin d'établir un système de certification européen.

Le projet de Stratégie Forestière française fait de la conquête des marchés et du développement du bois comme écomatériau adapté aux exigences du XXI^{ème} siècle l'un de ses objectifs prioritaires. De nombreuses initiatives sont mises en œuvre pour promouvoir l'utilisation du bois en France. Ces actions sont menées dans deux domaines principaux : la promotion de l'utilisation du bois dans le domaine de l'énergie (programme Bois-énergie 1999-2006 lancé par l'ADEME), qui devrait permettre de réduire les émissions de CO₂, et la promotion de l'utilisation du bois matériau.

La loi sur l'air du 30 décembre 1996 prévoit des dispositions favorisant la mise en œuvre de bois dans certaines constructions nouvelles. Un accord-cadre bois-construction-environnement a été signé à cet effet en 2001 entre les pouvoirs publics et l'ensemble des professionnels concernés.

La forêt de Guyane française, forêt tropicale humide sous administration française, fait l'objet d'une attention particulière, tant du point de vue de sa gestion que du point de vue des recherches scientifiques sur sa description et son fonctionnement : publication par l'ONF en juillet 2000 d'un document intitulé «Prise en compte de la biodiversité dans l'aménagement et la gestion forestière en Guyane, Approche méthodologique», diverses initiatives en cours qui visent à mettre en place des systèmes d'écocertification des bois français, création d'un réseau de réserves naturelles, parc régional en cours de création, création d'un GIS pour développer des recherches.

Etat de la situation: La surface de la forêt métropolitaine française s'élève actuellement à 15,2 millions d'hectares. Par ailleurs, la forêt recouvre 8,2 millions d'hectares dans les départements d'Outre-mer (DOM). La surface boisée continue de croître chaque année (plus 3,5% entre 1992 et 1997) sur le territoire métropolitain, elle est stable dans les DOM. La surface de la forêt française a doublé en deux siècles. Au cours des dix dernières années, elle s'est accrue de 550 000 hectares.

Dans les départements et territoires d'Outre-mer, la situation est moins favorable. A la Guadeloupe, sous l'effet de la pression humaine, la surface boisée a reculé de 400 ha par an entre 1985 et 1992. En Guyane mais aussi à la Guadeloupe, les mangroves subissent les pressions de l'expansion urbaine. Par ailleurs, les grands projets d'équipement ou d'infrastructure ont des impacts indéniables : en Guyane, la construction de la route

panaméricaine atlantique dans la région de l'Oyapock fait peser des risques de mitages sur certains espaces forestiers ; la mise en eau du barrage de petit Saut a fait disparaître une superficie de 40 000 hectares. A Wallis, la forêt sempervirente qui couvrait 30 % de l'île en 1963 a quasiment disparu sous l'effet de l'urbanisation. En Nouvelle-Calédonie, la forêt sclérophylle a été fragilisée par l'introduction d'animaux d'élevage. Enfin, dans un contexte économique difficile, la demande est forte pour valoriser toutes les ressources locales. Jusqu'alors épargnés, certains secteurs forestiers peuvent soit faire l'objet d'une sylviculture plus intensive, soit être ouverts à l'exploitation sylvicole.

Enjeux principaux : L'Europe a adopté un Règlement de Développement Rural (RDR) dans lequel le secteur forestier est en bonne place, suite à l'initiative du Parlement européen, en janvier 1997, de promouvoir une proposition législative portant sur une stratégie forestière de l'Union européenne. S'inscrivant dans la politique de développement rural, la France a choisi de définir ses orientations de mise en œuvre des actions sylvicoles dans le cadre d'un volet forestier du Plan de développement rural national (PDRN), élaboré par l'Etat. Il s'agit d'une « boîte à outils », très diversifiée, qui peut être mobilisée selon les priorités des orientations régionales forestières (ORF).

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation : La France a développé, depuis plusieurs décennies, des actions en faveur d'une meilleure connaissance pour tous des multiples aspects de la gestion forestière. Selon les publics concernés, ces actions revêtent des formes différentes. On peut citer, par exemple, l'opération « A l'école de la forêt » à l'usage des scolaires, qui vise à multiplier la réalisation de projets de découverte et d'action auprès des milieux forestiers ; à l'usage des propriétaires forestiers sylviculteurs privés, divers groupements de vulgarisation (FOGEFOR, IDF) diffusent articles spécialisés et organisent des tournées de démonstration pour mieux diffuser un savoir-faire pratique ; à l'usage des élus communaux, propriétaires de forêts, l'IFFC organise des séances de formation et des visites sur le terrain. Enfin, le centre d'information « Allo-forêt » répond par téléphone et par messagerie électronique à toutes les interrogations qui lui parviennent concernant les milieux forestiers et leur gestion. D'autres associations ou organismes participent également activement au développement des connaissances forestières.

Information : Dans le cadre du processus pan-européen pour la protection des forêts en Europe, initié conjointement par la Finlande et la France, une liste européenne de critères et d'indicateurs de gestion durable a été adoptée en 1994. Sur cette base, la France a publié en 1995 un document présentant dans le détail les indicateurs de gestion durable des forêts françaises. La France vient de publier une édition 2000 actualisée et complétée de ces indicateurs de gestion durable. La France participe activement aux groupes de travail communautaires et pan-européens qui évaluent la pertinence des indicateurs adoptés en 1994 et 1998, et qui cherchent à améliorer encore la pertinence de ce type d'approche.

Recherche et technologies : L'activité « Recherche et Développement » relative à la forêt représente en France environ 550 équivalents temps-plein de chercheurs, qui se consacrent pour les deux tiers à la connaissance des forêts et de leur fonctionnement et pour un tiers à la gestion et l'aménagement des forêts (enquête Lacaze, 1992). Pour faire face aux nouveaux enjeux, ce dispositif de recherche s'est adapté en créant des structures inter-organismes qui lui permettent de mobiliser au mieux son potentiel sur des thématiques de recherche stratégiques. Ont ainsi été mis en place le groupement d'intérêt public "Ecosystèmes Forestiers" en 1993 et les groupements d'intérêt scientifique "Incendies de forêts" en 1998 et "Economie Forestière" en 1999.

Le MATE est à l'origine d'une étude qui a pour objectif d'améliorer la cohérence du réseau des réserves naturelles et celui des réserves biologiques dirigées et intégrales. La mise en œuvre de ce travail est co-piloté par l'ONF (gestionnaire des réserves biologiques) et Réserves naturelle de France (- RNF - gestionnaire du réseau des réserves naturelles).

Financement : *Se référer aux sites Internet du MAP (www.agriculture.gouv.fr), de l'ONF (www.onf.fr).*

Coopération : La France mène une politique de coopération très active dans le secteur forestier. Celle-ci s'insère dans le contexte de trois conventions internationales (la convention sur la désertification, la convention cadre sur le

changement climatique et la convention sur la biodiversité) et des débats internationaux relatifs aux forêts. L'orientation générale de la Coopération française en matière de forêt est principalement fondée sur l'appui à la définition et à la mise en œuvre de la gestion durable et la valorisation rationnelle optimale des écosystèmes forestiers, incluant l'aménagement et l'exploitation des forêts.

Dans le domaine du développement forestier durable, le groupe AFD (Agence française de développement) appuie les initiatives productives des exploitants forestiers tant en matière d'exploitation que de transformation, pour peu que ces dernières s'insèrent dans une perspective de durabilité. La réalisation de plans d'aménagement est posée comme une conditionnalité à la mise en œuvre d'autres formes de financements pour les exploitants. Le financement des surcoûts environnementaux et sociaux résultant des mesures visant à assurer la conservation de la biodiversité dans le cadre des aménagements forestiers, relève de dons provenant soit de l'AFD (dans le cas des pays les moins avancés), soit du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

Le FFEM participe également au financement de divers projets qui concernent directement la gestion durable de la forêt, cette dernière renvoyant à deux de ses thèmes principaux d'intervention, la protection de la biodiversité et la lutte contre le réchauffement climatique :

- l'élaboration des plans d'actions forestiers tropicaux (PAFT) et environnementaux nationaux (PNAE) de plusieurs pays (Guinée, Cameroun, Congo, Gabon, Mali),
- l'amélioration des institutions, politiques et législations forestières nationales,
- des actions de formation des personnes chargées de la protection et de la gestion des forêts,
- des actions de recherche, création et transfert de connaissances scientifiques et techniques (projet FORAFRI de capitalisation des acquis de la recherche forestière en Afrique),
- renforcement de la coopération et des échanges techniques entre pays du Sud (appui à l'Organisation Africaine des Bois et au Réseau International des Arbres Tropicaux),
- études diagnostics sur la filière bois,
- soutien à la démarche de certification forestière au sein des pays de l'Organisation africaine du bois (OAB).

La France a participé activement aux quatre réunions du groupe interGouvernemental sur les forêts et au processus du Forum interGouvernemental sur les forêts (FIF). Elle participe aujourd'hui au Forum des Nations unies sur les forêts (FNUF). Le Gouvernement français est présent dans toutes les enceintes internationales et très impliqué dans le débat forestier au niveau international (Commission du développement durable, Organisation internationale des bois tropicaux, Comité des forêts de l'OAA/FAO, Comité d'aide au développement de l'OCDE, etc.). Ces interventions au sein de ces différentes instances de négociation sont guidées par le double souci de dégager chaque fois que possible une position communautaire (Union européenne) sur les sujets évoqués et de demeurer attentif aux préoccupations des pays en développement et tout particulièrement des pays africains. Enfin la coopération française a apporté son appui aux institutions forestières régionales et nationales afin d'aider les pays africains à contribuer aux grands débats nationaux sur la forêt et l'environnement.

La désertification n'est pas une problématique en France.

* * *

CHAPITRE 12: GESTION DES ECOSYSTEMES FRAGILES: LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION ET LA SECHERESSE

CP2002-FRANCE

Prise de décisions: La convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, a été signée en 1994. La France l'a ratifiée en 1997.

Programmes et projets: Bien qu'il n'existe dans le pays aucun désert ni aucune région menacée par la désertification, la France a mis en place de nombreuses actions qui sont des contributions directes à la mise en oeuvre de la convention Désertification. *Voir paragraphe « coopération ».*

Etat de la situation: Aucune information disponible.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Aucune information disponible.

Information: Aucune information disponible.

Recherche et technologies: Aucune information disponible.

Financement: *Pour toutes ces sections, voir la section « coopération ».*

Coopération: Ce sont près de 200 millions de francs par an qui ont été versés au titre de la politique française de lutte contre la désertification depuis 1996.

Le dispositif français d'appui à la lutte contre la désertification, mis en oeuvre tant par le MAE que par les autres départements ministériels ou institutions françaises compétents, au premier rang desquels le MATE, dans le cadre de la politique française de coopération au développement se présente sur cinq axes :

- Un appui à des organismes internationaux en charge de la thématique, qu'ils soient interGouvernementaux (Observatoire du Sahara et du Sahel, Comité inter-Etats pour la lutte contre la sécheresse en zone Sahélienne, Organisation météorologique mondiale) ou ancrés sur la société civile (Bureau régional de l'UICN en Afrique de l'ouest, ONG) par le financement de leurs activités ou par la mise à disposition de cadre de haut niveau (assistance technique) ;
- Un appui aux programmes portés par ces organismes, notamment le programme ROSELT (Réseau d'observatoires de surveillance de l'environnement à long terme, plus de 11 millions de francs sur financement MAE et FFEM), Initiative CILSS d'appui à la lutte contre la désertification dans les pays membres du CILSS par le financement de micro-projets (23 millions de francs sur 3 ans sur financement MAE et FFEM) ;
- Un appui direct aux Etats par le biais de la coopération bilatérale. D'une part un appui institutionnel mis en oeuvre par le MAE : actuellement deux projets sont en cours d'instruction, qui concernent le Tchad (appui à l'élaboration, à la programmation et au suivi des politiques rurales - près de 7 millions de francs prévus sur 3 ans - volet important sur la thématique désertification) et le Niger (appui à la création d'un réseau national ROSELT, près de 6 millions de francs sur 4 ans). D'autres projets, comme l'appui à la mise en oeuvre de politiques environnementales au Sénégal (8 millions de francs sur trois ans), la protection des zones humides au sud Bénin (4,5 millions de francs sur trois ans) ou l'appui au Burkina Faso dans la mise en oeuvre de son CSLP (PRSP) avec une composante sécurité environnementale (15 millions de francs sur 3 ans) profite du fait de leur transversalité à la lutte contre la désertification. D'autre part, des projets mis en oeuvre par l'Agence française développement (AFD) : « Opérateur pivot » de la coopération française, l'AFD finance un certain nombre de projets dans les pays « touchés » par la désertification de sa ZSP (zone de solidarité prioritaire), notamment dans les pays du Maghreb et du Sahel (pour l'année 2000, le montant total affecté par l'AFD à cette problématique peut être estimé, pour la ZSP, à environ 500 millions de francs, dont 288 millions en subventions et 212 millions en prêts). Ces projets, de développement rural et/ou de développement local, couvrent des actions aussi diverses que la gestion durable des ressources naturelles, notamment la préservation des ressources en eau, mais aussi la lutte contre la déforestation et contre l'érosion ou le maintien de la fertilité des sols (en particulier à travers la promotion de méthodes agro-écologiques). Dans une perspective de développement durable, l'AFD met l'accent sur des projets qui visent

à lutter contre la désertification tout en contribuant au développement social et économique des populations, qui tirent profit de ces ressources naturelles. Dans cette optique, les synergies avec le FFEM sont renforcées (depuis 1998, une majorité de projets sont présentés par l'AFD au Comité de Pilotage du FFEM, contre 30 % en moyenne entre 1994 et 1997).

- Un appui direct aux travaux de recherche (près de 5 millions de francs depuis 1998 financés par le MAE et le MATE), nationaux comme internationaux, visant à mieux connaître et comprendre les phénomènes de désertification et d'appauvrissement des sols, par le biais d'un soutien actif au Comité scientifique français sur la désertification (CSFD - appui direct de 1,2 millions entre 1999) et 2001, et 2 millions prévus entre 2002 et 2004); le CSFD intervient également en appui aux autorités politiques françaises par sa capacité à définir une réflexion propre à la prise de décision ;
- Un appui aux activités du Secrétariat exécutif de la convention sous forme de contributions volontaires annuelles en sus de la contribution obligatoire.

* * *

CHAPITRE 13: GESTION DES ECOSYSTEMES FRAGILES: MISE EN VALEUR DURABLE DES MONTAGNES

CP2002-FRANCE

Prise de décisions: Les institutions suivantes ont été instituées par la loi « montagne » du 9 janvier 1985 : Conseil national de la montagne ; comités de massif ; Administration de mission "Montagne" par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ; Commissariats à l'aménagement et au développement économique ; services et bureaux "Montagne" dans les différents ministères concernés ; bureau « Risques naturels ».

La France s'est dotée d'une politique de la montagne dès 1973, qui a porté ses fruits en évitant la désertification des massifs, en stimulant la mise en place d'espaces protégés, etc. Depuis la loi d'aménagement et de protection de la montagne de 1985, la politique de développement intégré est différenciée suivant les massifs et adaptée aux spécificités de chacun des sept massifs de montagne existant en France. Un instrument nouveau de cohérence et de prise en compte du long terme a été créé par la loi sur l'aménagement et le développement du territoire de 1995 : les directives territoriales d'aménagement ou DTA, qui exprimeront l'intérêt général et s'imposeront aux documents locaux de planification territoriale. La maîtrise des risques en haute montagne est assurée par le service de restauration des terrains en montagne. La loi de 1995 a ouvert aux collectivités territoriales la possibilité de mener des politiques interrégionales sur des massifs de montagne qui couvrent plusieurs régions.

Programmes et projets: La montagne française comporte une forte densité de parcs nationaux (5), de parcs naturels régionaux (12), de réserves naturelles (30) et de forêts publiques qui ont pour l'essentiel enrayer les phénomènes de banalisation de la montagne.

La politique de la montagne a contribué au renouveau économique de la montagne, mais a montré ses limites à répondre aux problèmes multiples de tous les massifs. Ainsi, en 1991, un comité interministériel a mis en place un « plan montagne » (formalisé par une circulaire du 22 avril 1991), dont le premier objectif était de faire redémarrer l'économie des stations de ski (après trois hivers sans neige). Mais certaines mesures à caractère économique ont eu des répercussions directes et positives sur l'environnement.

Concernant l'agriculture de montagne, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche met en oeuvre une politique de soutien à l'agriculture, une politique de prévention des risques naturels par la restauration des terrains en montagne ; une politique de développement rural des zones rurales fragiles montagnardes par la réalisation des programmes cofinancés au titre des objectifs 1 et 2 de la réforme des fonds structurels.

La loi montagne permet également de maîtriser l'urbanisme et les équipements en montagne par la procédure des unités touristiques nouvelles : l'autorisation de construire des bâtiments ou des remontées mécaniques n'est délivrée qu'après une étude obligatoire de l'évaluation des impacts des aménagements importants sur l'environnement, la justification économique et financière du projet et la consultation du comité de massif.

Par ailleurs, des mesures ont été prises pour encourager les agriculteurs et les communautés des montagnes à prendre des mesures de conservation : indemnité spéciale montagne, associations foncières pastorales, groupements pastoraux, défense des races rustiques, contrats de gestion de l'espace, chartes de l'environnement, chartes forestières de territoire, politique des parcs naturels, labellisation et certification de produits de montagne. Diverses mesures fiscales et sociales sont prises en faveur des zones de montagne les plus fragiles, pour assurer le maintien ou l'implantation des entreprises et des personnes. Un grand nombre des ONG participent aux activités de mise en valeur des régions montagneuses en faveur des agriculteurs et des groupes autochtones, y compris l'Association nationale des élus de la montagne, l'Association européenne des élus de la montagne, la Fédération française d'économie montagnarde, Euromontana/CEA, le Club Alpin Français, Mountain Wilderness et la Société des Alpagistes.

Enfin, un important travail interministériel sur la pluri-activité et sur le travail saisonnier devraient faciliter l'activité professionnelle qualifiée en montagne, en particulier pour les métiers relevant de la conservation des écosystèmes.

Etat de la situation : Une évaluation de la politique de la montagne a été menée dans le cadre de la procédure interministérielle d'évaluation des politiques publiques, gérée par le Commissariat Général du Plan. Le document

de synthèse intitulé « Les principaux résultats des travaux de l'instance d'évaluation de la politique de la montagne » met en avant les constats et orientations suivantes :

- l'évolution socio-économique récente de la montagne est plutôt positive du point de vue de l'emploi, de la démographie et des activités économiques, bien qu'un canton sur deux demeure économiquement et démographiquement fragile ;
- les politiques spécifiques de la montagne dans le secteur agricole, la protection de l'environnement, la lutte contre les risques naturels et l'aménagement du territoire ont fait la preuve de leur efficacité, même si les résultats sont inégaux entre les massifs ;
- les dispositifs institutionnels consultatifs mis en place par la loi montagne fonctionnent mal et sont d'une efficacité limitée ;
- la politique de la montagne ne peut plus se justifier, aujourd'hui, uniquement par la compensation des handicaps naturels ou la valorisation de certaines de ses ressources.

C'est la richesse patrimoniale exceptionnelle de la montagne et de son environnement, fragile et parfois menacé, qui fonde aujourd'hui sa spécificité par rapport aux autres territoires ruraux. Il n'en demeure par moins que le maintien, voire le développement de pratiques agricoles douces, extensives, à faibles intrants, caractéristiques de l'agriculture de montagne, s'inscrit parfaitement dans les objectifs d'incitation à une réorientation qualitative des productions agricoles que s'assigne la LOA. Celle-ci réaffirme d'ailleurs comme l'une de ses priorités « le maintien de conditions favorables à l'exercice de l'activité agricole dans les zones de montagne conformément aux dispositions de l'article L. 113-1 du code rural ».

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Des chartes qualité sont proposées depuis 1991 aux stations de montagne par le ministère en charge du tourisme : elles permettent de passer du « tout ski » et par conséquent d'un équipement forcené à des stations tournées vers la mise en valeur de tout leur patrimoine, y compris naturel. Dans les produits « Voyage au naturel », il est toujours proposé aux clients au moins une demi-journée de rencontre avec des techniciens des parcs naturels, qui assurent une éducation, voire une sensibilisation du grand public à l'environnement en montagne.

Les personnels des parcs nationaux, parcs régionaux, les agents de l'ONF font un énorme travail d'éducation à l'environnement, au travers notamment de thématiques spécifiques à l'environnement en montagne.

La formation des accompagnateurs de haute montagne inclut un volet « environnement ».

Enfin, dans le cadre de « l'année internationale de la montagne » prévue en 2002, la France a retenu trois thèmes : l'identité montagnarde, la solidarité plaine-montagne et la préservation de l'environnement.

Information: Des ONG et des chercheurs font paraître régulièrement des publications. Les systèmes d'observation de l'état de l'environnement et de surveillance des milieux sont considérés comme offrant une couverture satisfaisante. Ces réseaux font l'objet d'améliorations permanentes. La division Etudes rurales montagnardes (INERM), au sein de l'Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement (CEMAGREF), gère un observatoire de données socio-économiques et écologiques relatives aux montagnes, qui se trouve conforté dans le cadre de la mise en oeuvre de la convention alpine. Des schémas interrégionaux d'aménagement des massifs sont également prévus. L'IFEN tente de rassembler tous ces systèmes dispersés (MATE, METL, DATAR).

Recherche et technologies: Voir section « information » ci-dessus et chapitres spécifiques pertinents pour la montagne (agriculture, forêt, tourisme, etc...)

Financement : Il existe un Fonds interministériel de développement de la montagne (FIAM), dont les crédits sont affectés par la CIADT. Les contrats de plan Etat-régions peuvent également apporter un financement, au travers de leur volet « montagne ».

Cinq conventions interrégionales de massif concernant les massifs des Alpes, des Pyrénées, des Vosges, du Jura et du Massif Central sont intégrés dans les programmes interrégionaux, et ont été signés au cours de l'année 2000 par l'Etat et les conseils régionaux. Elles bénéficient de crédits issus : pour l'Etat, du FNADT et des lignes ministérielles, pour l'Europe, des Fonds structurels FEDER et FSE, ainsi que de crédits des collectivités régionales et départementales.

Coopération: Dans toute la mesure où les massifs montagneux sont frontaliers, la France développe une politique de coopération transfrontalière. Elle a ainsi ratifié la convention alpine et participe activement à sa mise en oeuvre. Elle anime avec l'Allemagne les actions en faveur de la nature dans les Alpes. Ainsi elle soutient le développement d'un réseau d'espaces protégés alpins. Elle soutient le développement d'une charte pour les montagnes d'Europe et a participé activement à l'élaboration d'une politique de développement durable pour les montagnes d'Europe.

Les principaux programmes de coopération régionale et internationale sont la convention Alpine, le Programme inter-régional de l'UE et le Programme « espace Mont Blanc ». On compte également deux projets initiés par la France portant sur la mise en valeur durable des montagnes : Au Maroc, le projet pilote évalué "Promotion des économies montagnardes et protection de l'environnement dans le Haut Atlas" ; Au Yémen, le projet « Petite hydraulique en montagne ». Il s'agit ici de promouvoir des techniques adaptées de collecte des eaux pluviales dont l'utilisation est différée dans le temps au bénéfice des cultures. Par ailleurs, dans le cadre de l'année internationale des montagnes, les collectivités locales démarrent des échanges sur les pratiques agricoles, comme le pastoralisme ou le travail des femmes en montagne, avec d'autres régions de montagne du monde, notamment au Népal, et dans les Andes.

* * *

CHAPITRE 14: PROMOTION D'UN DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL DURABLE

Prise de décisions : Organismes: Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche est responsable du développement agricole et rural et des lois et politiques connexes. Cependant, les actions menées par le Gouvernement en matière d'agriculture et d'environnement sont menées soit sous la responsabilité du ministère chargé de l'agriculture, soit sous celle du ministère chargé de l'environnement avec la participation, dans tous les cas, de l'autre ministère. Certains dossiers font intervenir des responsabilités croisées.

Législation et réglementation: La politique agricole française s'inscrit dans le cadre de la Politique agricole commune. Ses orientations sont données par la LOA (juillet 1999). Celle-ci fait du développement durable de l'agriculture la priorité de la politique agricole : « La politique agricole prend en compte les fonctions économique, environnementale et sociale de l'agriculture et participe à l'aménagement du territoire, en vue d'un développement durable ».

Participation des groupes principaux: La politique agricole est l'un des domaines où l'intervention publique s'est toujours opérée, en France, dans la plus grande concertation; les organisations professionnelles de ce secteur ayant toujours été associées aux prises de décision et aux grandes orientations impulsées par la puissance publique. La loi d'orientation agricole (LOA) réaffirme cette volonté et introduit un certain nombre de dispositions visant à renforcer la démocratisation des procédures ainsi qu'à élargir la participation de l'ensemble des acteurs concernés aux décisions.

Programmes et projets: La LOA instaure le contrat territorial d'exploitation (CTE) : ce nouvel instrument contractuel entre des agriculteurs volontaires et les pouvoirs publics est destiné à accompagner et à favoriser une évolution des systèmes d'exploitation vers une agriculture durable et multifonctionnelle, en s'appuyant sur une logique de projet global d'exploitation. C'est dorénavant et pour l'essentiel dans le cadre des CTE que les mesures agro-environnementales seront redéployées et renforcées financièrement.

Ces mesures, instaurées par le règlement européen agro-environnemental, se sont traduites en France par des actions qui visaient l'entretien des espaces naturels (accroissement des effets positifs de l'agriculture), et par des actions permettant de réduire les effets négatifs de ce secteur.

Depuis l'année 2000, les mesures agro-environnementales sont incorporées au règlement européen 1257/99 concernant le développement rural durable, qui prévoit un accroissement important des moyens destinés à financer ces dites mesures. Dans le cadre de la réforme de la PAC, le règlement communautaire prévoit un dispositif subordonnant le versement des aides au respect de bonnes pratiques agricoles préservant l'environnement (éco-conditionnalité).

La France a décidé de mettre en œuvre dès 2000 une conditionnalité environnementale des aides directes majorées pour les cultures irriguées. La loi sur les nouvelles régulations économiques (mai 2001) dispose qu'un texte d'application définit les modes de production raisonnés en agriculture et précise les modalités de qualification des exploitations et de contrôle applicables. Enfin, la TGAP prévoit dans son assiette la taxation des produits phytosanitaires.

Par ailleurs, divers plans et programmes ont été mis en place : Le MAP a lancé, en 1998, un plan pluriannuel de développement de l'agriculture biologique (Objectif de 25 000 exploitations biologiques en 2005). L'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence BIO) a été créée pour assurer le suivi de ce plan.

L'expérience des plans de développement durable a permis de tester, sur quelques zones pilotes, la possibilité de faire évoluer les systèmes de production agricole dans une perspective de durabilité, à partir d'une approche globale de l'exploitation en liaison avec les enjeux de son territoire d'inscription. Ces plans de développement durable trouveront un prolongement dans les contrats territoriaux d'exploitation (CTE).

Le Programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA) dont les premiers objectifs étaient de réaliser les travaux de mise aux normes des bâtiments d'élevage dans les exploitations et d'inciter à la mise en œuvre de

bonnes pratiques agronomiques d'épandage va être légèrement modifié afin d'en renforcer l'efficacité et l'équité. Le «plan produire propre» lancé en 1997 poursuivait une ambition similaire.

Outre les actions contractuelles et réglementaires de la puissance publique, les actions volontaires mises en œuvre par la profession (Fertimieux, Phytomieux, Irrimieux, FARRE) contribuent également à une modification des comportements en faveur de l'adoption de pratiques plus respectueuses de l'environnement.

Des programmes d'action concertés avec la profession agricole permettent de diminuer l'utilisation des engrais et pesticides. Le CORPEN (Comité d'orientation pour la réduction de la pollution de l'eau par les nitrates, les phosphates et les produits phytosanitaires provenant des activités agricoles) est un lieu de concertation entre tous les acteurs concernés par la pollution des eaux par les nitrates, les phosphates et les produits phytosanitaires provenant des activités agricoles. Il est consulté sur les programmes engagés dans ce domaine, et fait des suggestions aux ministres pour les orienter, compléter ou renforcer.

Un réseau national « Races en péril » a été créé en 1994, il soutient des programmes de conservation mis en place dans le cadre de certains parcs naturels régionaux avec l'appui d'instituts techniques et d'instituts de recherche. Par ailleurs, des programmes visant à promouvoir la réutilisation des animaux domestiques pour une gestion douce des espaces naturels protégés se sont développés. Depuis 1977 le MAP participe au financement de programmes de conservation des espèces bovines, caprines, ovines et porcines par la mise à disposition de techniciens spécialisés des Instituts Techniques correspondants et de fonds permettant un investissement de départ. Ainsi des inventaires des races menacées ont pu être réalisés, des registres d'éleveurs et d'animaux ont pu être établis et la semence d'un nombre important de mâles a pu être collectée pour l'insémination animale afin d'assurer une reproduction normale et de qualité des populations sur le long terme.

Etat de la situation: Le nombre d'exploitations agricoles diminue en France (mais leur superficie a pratiquement doublé en 20 ans). Le poids en valeur ajoutée de l'agriculture dans l'économie nationale est aujourd'hui de 2,9% contre 3,9 % en 1980. Cette activité est pourtant essentielle pour la vie et l'animation des zones rurales. La diminution du nombre d'exploitation notamment pourrait entraîner des conséquences écologiques (disparition de milieux ouverts, etc...) en plus des conséquences économiques.

La France est le premier producteur agricole européen et le deuxième exportateur mondial. L'industrie alimentaire française est le premier secteur industriel français et se situe au premier rang européen. Elle est le premier exportateur mondial.

Depuis la crise de la « vache folle », les consommateurs sont très attentifs à la sécurité sanitaire des aliments. Leur attitude, lors de l'apparition de problèmes sanitaires, rapidement relayés par les médias, en témoigne. Les filières agroalimentaires doivent répondre à ces préoccupations. Les besoins nutritionnels des consommateurs étant satisfaits les produits alimentaires deviennent chaque jour davantage des biens culturels. L'agriculture se doit de répondre aux attentes de la société en matière de protection de l'environnement en réduisant ses impacts négatifs (pollutions des eaux, réduction de la diversité biologique...) et en maintenant et développant ses aménités positives : paysages, maintien de milieux ouverts, limitation des catastrophes naturelles...

Si elle n'est pas la seule activité concernée, l'agriculture joue, en France, un rôle majeur dans la pollution azotée par le nitrate et un rôle important dans la pollution par le phosphore. L'agriculture est également le secteur principalement responsable de la contamination des eaux par les produits phytosanitaires. Outre cette responsabilité dans la dégradation de la qualité de l'eau, la consommation d'eau par l'agriculture est en progression constante.

L'agriculture joue un rôle essentiel dans la gestion et la protection des milieux naturels par le biais des CTE et des mesures agro-environnementales (à noter qu'environ 40% des zones Natura 2000 – voir *chapitre 15* – sont des espaces agricoles).

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: L'opération «Formation agro-environnement» s'est articulée autour de trois volets complémentaires. Dans les régions, des formations ont été proposées aux agriculteurs pour les sensibiliser à une agriculture respectueuse de l'environnement. Au niveau national, un programme expérimental engagé par la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (du MAP) et conduit par la Bergerie nationale de Rambouillet poursuit deux objectifs. Le premier est de faire évoluer les pratiques de formation de l'enseignement agricole pour mieux intégrer la problématique environnementale et le concept de durabilité dans l'ensemble des formations initiales et continues. Le second objectif est de favoriser l'évolution vers une agriculture durable en tenant compte de sa multifonctionnalité. Les nouvelles orientations de la LOA visant à promouvoir une agriculture durable devraient se traduire par un renforcement des actions de

formation et de partenariat développées sur les thèmes de la protection intégrée de l'environnement en agriculture et du développement local durable. Les différentes actions mises en œuvre dans le domaine de la formation agricole sont présentées sur le site Internet «educagri» à l'adresse suivante: www.educagri.fr. La diffusion d'informations, de résultats d'expérimentations, de conseils techniques qui contribuent à une orientation durable des pratiques agricoles, est, au même titre que la formation, la mission de nombreuses organisations professionnelles, instituts techniques ou de recherche.

Des bulletins d'avertissements agricoles sont édités et diffusés sous forme de courriers, de télécopies ou de messages télématiques, par le service de la protection des végétaux du MAP.

Information: Les ministères de l'Agriculture et de la Pêche (MAP) et de l'aménagement du territoire et de l'environnement (MATE) publient et diffusent des informations sur l'agriculture durable, notamment par le biais de leurs sites Internet dont les adresses sont les suivantes: www.agriculture.gouv.fr, www.environnement.gouv.fr

Des informations et publications sont également disponibles sur les site Internet de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, de l'INRA, du CEMAGREF, du CIRAD, de l'IRD, de l'IFEN, du CNASEA et de l'Association pour la protection des plantes. La création de l'ITAB devrait permettre de coordonner les divers programmes de recherche et expérimentations en partenariat avec les instituts techniques traditionnels qui devraient s'impliquer plus fortement dans le domaine de l'agriculture biologique. Le Centre national de ressource en agriculture biologique diffuse également des informations sur son site Internet.

Un Observatoire national de l'agriculture biologique (ONAB) est chargé de collecter des données et d'assurer des synthèses nationales et régionales des chiffres clés du secteur de l'agriculture biologique afin d'en suivre le développement sur le territoire.

Le CORPEN remplit une mission de sensibilisation et d'information primordiale en matière d'aide au diagnostic et à travers ses publications techniques. Les groupes de travail mis en place dans le cadre du «plan pour produire propre», dans chaque région, contribuent également à la diffusion d'informations sur ces produits ainsi qu'à la promotion de pratiques et de techniques de lutte contre les ravageurs plus respectueuses de l'environnement.

Recherche et technologies: En matière de recherche et de formation sur la sécurité alimentaire, les actions entreprises par la France au niveau national ont trait à la qualité des produits, à la nutrition, à la gestion et la protection de la biodiversité et des écosystèmes. Les actions internationales de la France en matière de recherche relative au domaine de la sécurité alimentaire sont principalement menées dans le cadre du CIRAD et de l'IRD. Elles ont trait, aux réformes institutionnelles dans l'agriculture, à l'organisation des filières agricoles, aux politiques agricoles, à l'accès et la gestion des ressources naturelles renouvelables; à la sécurité alimentaire mondiale et aux sécurités alimentaires nationales et locales, à l'analyse des conséquences des accords de Marrakech. Une réflexion associe Solagral, le CIRAD et différentes ONG sur l'aide alimentaire européenne et la promotion de stratégies de sécurité alimentaire afin de réduire progressivement les aides alimentaires permanentes. Des réflexions sont également menées sur les processus d'intégration régionale, à la révolution doublement verte ou l'éco-régionalité, à la lutte intégrée, à la gestion de l'eau. L'ensemble CIRAD-IRD-INRA participe à la réflexion concernant l'émergence d'un système mondial de recherche agronomique comprenant des systèmes nationaux, le système CGIAR et les grandes organisations de recherche en coopération. Ces trois institutions concourent également à la consolidation des organisations régionales de recherche telles que le CORAF et l'ASARECA en Afrique.

Par ailleurs, les instituts techniques et les instituts de recherche partenaires du ministère de l'Agriculture et de la Pêche développent des programmes de recherche et réalisent des expériences pilotes de gestion intégrée des ravageurs. Des méthodes de lutte contre les ravageurs alternatives à la lutte chimique sont mises en œuvre sur les exploitations pratiquant l'agriculture biologique. Des expériences pilotes de lutte intégrée contre les ravageurs sont réalisées dans le cadre des actions de recherche et développement mises en œuvre par les différents instituts techniques (ACTA et ITCF) et de recherche (notamment l'INRA) du secteur agricole. Certaines actions de démonstration sur le thème de la lutte intégrée contre les ravageurs sont également conduites sur les exploitations des établissements d'enseignement agricole, en particulier de ceux qui participent à l'opération «formation agro-environnementale».

Concernant l'agriculture biologique, un institut technique chargé de coordonner les différents programmes de recherche et expérimentations en partenariat avec les instituts techniques conventionnels et les instituts de recherche (ACTA, ITCF, ITB, Institut de l'Elevage, ITP, INRA etc.) a été mis en place: l'Institut Technique de l'Agriculture Biologique (ITAB).

Financement: Le montant des aides européennes versées à la France au titre des mesures agro-environnementales s'est élevé à 944 millions de francs pour l'année 1997. Pour cette même année, les aides européennes en faveur du développement rural et autres actions structurelles se sont élevées à 1,6 milliards de francs. En 1997, les opérations agro-environnementales régionales ont bénéficié, toutes origines des investissements confondues, de 425 millions de francs d'aides (558 millions de francs en 1998), la prime pour le maintien des systèmes d'herbage intensif, principale mesure nationale, de 1,3 milliards de francs.

Le plan national de développement rural agréé par la Commission européenne le 7 septembre 2000 en application du règlement communautaire 1257/1999 développement rural durable prévoit l'affectation de près d'un tiers du budget total de ce plan aux mesures environnementales, ce qui devrait se traduire par une multiplication par 2,5 des moyens financiers consacrés aux mesures environnementales par rapport à la situation actuelle.

La LOA prévoit la création d'un fonds de financement des contrats territoriaux d'exploitation : son montant s'élevait à 1 milliard de francs en 2000 (sur budget du MAP). Les crédits européens finançant les CTE résultent de la modulation des aides directes pour un montant de 1 milliard de francs en l'an 2000.

L'enveloppe budgétaire consacrée aux aides à la conversion à l'agriculture biologique s'élevait à 60 millions de francs en 1998 (en 1999, 40 millions de francs supplémentaires ont été affectés par le MAP). Dans le cadre du Programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA), le financement des opérations est assuré par l'Etat (un tiers), par les collectivités locales (un tiers) et les agriculteurs (un tiers). Début 1999, 570 millions de francs avaient été investis par l'Etat dans ce programme dont le coût (montant initial des travaux) a été estimé par l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) à 16 milliards de francs.

Coopération: Au plan international, la France est favorable au renforcement du rôle de la convention de Londres et elle promeut l'adoption d'un code de bonne conduite de l'aide alimentaire. La LOA adoptée en juillet 1999, fixe ainsi pour objectif, conformément aux engagements internationaux pris par la France, «le développement de l'aide alimentaire et la lutte contre la faim dans le monde, dans le respect des agricultures et des économies des pays en développement». La France participe et finance de nombreuses actions dans le domaine de l'aide en faveur du développement durable, des efforts particuliers étant accomplis à la fois en matière de promotion de l'agriculture durable et en matière de sécurité alimentaire, notamment dans le cadre de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (OAA). Ces actions de la France consistent, notamment, dans la mise en œuvre de programmes de recherche développés par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et par l'Institut de recherche et développement (IRD). A ces deux titres, promotion d'une agriculture durable et contribution à la sécurité alimentaire, l'Agence française de développement (AFD) a apporté son soutien à seize différents pays au cours des trois dernières années. Les sommes consacrées à ces programmes en faveur d'une agriculture durable et de la sécurité alimentaire, se sont élevées à 74,26 millions de francs en 1998 (six projets).

Entre autres, l'AFD, en collaboration avec le MAE, le FFEM et le CIRAD, met en œuvre depuis plusieurs années un plan d'action pour le développement des techniques d'agro-écologie – utilisation durable des terres agricoles par l'absence de labour et les cultures sous couverture végétale – dans les pays tropicaux, qui mobilise environ 9 millions de francs.

La France a contribué à la mise en œuvre du Système mondial d'information et d'alerte Rapide (SMIAR) de l'OAA. Enfin, la France a depuis longtemps pris conscience de la nécessité d'une conservation et d'une utilisation durable de la diversité biologique agricole afin d'être à même de répondre aux exigences de la sécurité alimentaire et du développement économique, tout en prenant en compte les dimensions socioculturelles de ces ressources. A ce titre, elle a adopté l'engagement international sur les ressources phytogénétiques proposé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) sous réserve de la reconnaissance des droits des obtenteurs. La France participe à sa révision pour mettre cet engagement en conformité avec la convention sur la biodiversité qu'elle a ratifié le 1^{er} juillet 1994 (loi n°94-477 du 10 juin 1994). La France a également adopté le Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques de l'OAA en 1996.

Prise de décisions : Organismes: Les organismes décisionnaires sont le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche et le ministère de la Recherche. Les organismes de coordination sont : l'Institut français de la biodiversité (IFB), le Bureau des ressources génétiques (BRG, groupement scientifique constitué par 6 ministères et 6 organismes publics), le Comité consultatif pour les ressources biologiques (organe de consultation constitué sous l'égide du ministère de la Recherche). Ils fédèrent, dans leurs domaines respectifs, les actions de nombreux organismes, parmi lesquels : Institut national de la recherche agronomique, Institut de recherche pour le développement, Centre national de la recherche scientifique, Centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement, Institut français de la biodiversité, Bureau des ressources génétiques, Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences, Muséum national d'histoire naturelle, Office national de la chasse et de la faune sauvage, Office national des forêts, conservatoires botaniques nationaux, Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Législation et réglementations : La conservation in situ des espèces animales et végétales est prioritaire en France, pays ayant une responsabilité patrimoniale considérable pour un certain nombre d'espèces (avifaune la plus riche d'Europe). La loi de 1976 relative à la protection de la nature a été modifiée par la loi « Barnier » de 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement. Deux régimes juridiques sont appliqués :

- un régime d'interdiction des activités, sauf dérogations, lorsque les espèces bénéficient d'une protection intégrale ;
- un régime d'autorisation des activités, soumis à autorisation administrative, servant notamment de fondement à l'application de la convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ;

Un régime d'autorisation préfectorale permet de déconcentrer la délivrance des décisions administratives individuelles qui concernent des spécimens de la faune ou de la flore sauvages.

Pour constituer un réseau d'espaces protégés représentatifs de la diversité biologique, une grande variété d'outils a été mise en place en France :

- des protections nationales : parcs nationaux, réserves naturelles, réserves naturelles volontaires, réserves naturelles de chasse et de faune sauvage, arrêtés de protection de biotope et réserves biologiques domaniales ou forestières ;
- des protections contractuelles, mise en œuvre dans les zones aux enjeux mixtes de développement et de conservation : parcs naturels régionaux ;
- une politique de maîtrise foncière menée par le CELRL et les conservatoires régionaux des espaces naturels.

Par ailleurs, la France applique les protections de niveau communautaire : désignation des zones de protection spéciale au titre de la directive « Oiseaux » et des zones spéciales de conservation au titre de la directive « Habitat ». Ces zones seront intégrées au réseau écologique européen « Natura 2000 ».

Enfin, le Schéma de services collectifs des espaces naturels et ruraux, introduit par la LOADDT, permettra de fixer les objectifs de l'Etat en matière de renforcement du réseau écologique national.

La France met également en œuvre les instruments internationaux pour la conservation et l'utilisation durable des autres niveaux de la biodiversité, comme la convention sur la Diversité Biologique, particulièrement au niveau des ressources génétiques sous l'égide du Bureau des Ressources Génétiques (BRG), structure créée dès 1983 et chargée depuis 1994 de la coordination des acteurs français dans ce domaine.

Participation des groupes principaux : Les collectivités territoriales sont pleinement associées à la gestion des politiques de préservation de la biodiversité, notamment au travers de la planification et de la gestion des terres dont elles ont la charge. *Voir également paragraphe correspondant du chapitre 10 : conception intégrée de la planification et de la gestion des terres.* La communauté scientifique, les collectivités territoriales et le secteur associatif sont également associés aux dispositifs nationaux de gestion des ressources génétiques, particulièrement végétales et animales.

Programmes et projets : Conformément à ses engagements de Rio, la France a rendu public en 1996, son programme d'action pour la faune et la flore sauvages, dont les trois piliers sont la connaissance, la conservation et l'information : il établit pour les principales espèces les objectifs souhaités en terme de niveau de population et de répartition géographique et définit les mesures de gestion à mettre en œuvre pour y parvenir.

Le dispositif réglementaire concernant la protection des espèces s'accompagne de plans d'action pour la conservation et la biodiversité, définis par espèce ou groupe d'espèces, depuis 1988. Plus récemment, des plans de restauration ont été rédigés pour les espèces de faune et de flore les plus menacées. Parallèlement, divers programmes sont menés en faveur de la faune vertébrée terrestre dans le cadre de financements communautaires ACE et LIFE. Pour les espèces dont la présence peut gêner certaines activités agricoles (exemple : les grands carnivores, loup, ours, lynx), des dispositifs nationaux permettent de concilier la conservation de ces espèces avec le maintien du pastoralisme.

Un programme d'action en faveur des zones humides a été développé. Ses quatre objectifs sont : inventorier les zones humides et renforcer les outils de suivi et d'évaluation, assurer la cohérence des politiques publiques, engager la reconquête de zones humides, lancer un programme d'information et de sensibilisation.

La France a mis en place une Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) dont l'objectif est de promouvoir la protection et la gestion durable des récifs coralliens dans les 7 collectivités de l'Outre-mer français particulièrement concernées.

Il existe un plan d'action interministériel concernant l'algue *Caulerpa taxifolia* en Méditerranée, mis en oeuvre en liaison avec les autres pays riverains, comprenant 3 volets complémentaires : recherche, observatoire, prévention et moyens de lutte.

Une Charte nationale pour la gestion des ressources génétiques a été élaborée et adoptée sous l'égide du BRG. Elle s'applique à toutes les ressources génétiques dont la responsabilité de conservation incombe à la France (territoire français), pour les espèces animales, végétales et microbiennes d'intérêt agricole, industriel, économique, scientifique et social, gérées et exploitées par l'homme. En matière de gestion, elle met en place des mécanismes fédérant les opérateurs publics, privés et associatifs : Cryobanque nationale et groupes pilotes dans le domaine animal, collections nationales constituées et gérées par des réseaux dans le domaine végétal, réseaux dans le domaine microbien. Ces actions de gestion sont complétées dans le cadre du BRG par des actions d'appui à la recherche, à la formation et à la sensibilisation du public, ainsi que par des actions européennes et internationales.

Dans le cadre du Comité consultatif pour les ressources biologiques, le ministère chargé de la recherche a lancé en 2001, conjointement avec l'INSERM dans le domaine humain, et avec le BRG dans les domaines microbien, animal et végétal, un appel à proposition pour l'identification et le soutien de Centres de ressources biologiques, répondant à un niveau élevé de qualité en matière de gestion et de diffusion de ressources biologiques.

Etat de la situation : Le territoire de la France métropolitaine jouit d'une situation géographique et climatique privilégiée, propice à la diversité biologique. De plus, la France joue un rôle primordial tant du point de vue des voies migratoires que de la continuité des aires de répartition d'espèces.

Un peu plus de 1 % du territoire métropolitain fait l'objet de protection réglementaire, 11 % du linéaire côtier a été acquis par le CELRL (4 % dans les départements d'Outre-mer) et 11 % du territoire national fait l'objet de protections contractuelles. A ces mesures s'ajoutent les réponses aux obligations communautaires (5 % du territoire) et aux obligations internationales (dix-huit zones humides désignées au titre de la convention RAMSAR). Avec 4 900 espèces de plantes supérieures, la flore de la France métropolitaine se place au quatrième rang en Europe pour sa richesse spécifique. L'extinction complète a affecté neuf espèces endémiques. L'inventaire de la faune menacée en France métropolitaine identifie 890 espèces de vertébrés dont 120 sont considérées comme strictement menacées.

Enjeux principaux : La France possède des départements en Outre-mer et à ce titre se doit de mener une politique particulière de conservation de la biodiversité, adaptée à ces territoires (on peut citer la mise en œuvre d'une brigade de contrôle spécialisée pour la préservation de la faune et de la flore à La Réunion, un dispositif d'encadrement de la chasse en Guyane, etc.).

La nature dite « ordinaire », indispensable, souvent riche, est insuffisamment prise en compte dans la politique de gestion de la diversité biologique.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: L'atelier technique des espaces naturels, groupement d'intérêt public (GIP), a pour missions la formation des gestionnaires des espaces protégés, la production de documents méthodologiques et les formations dans le cadre de « Natura 2000 ».

Le Muséum national d'histoire naturelle abrite l'Institut d'écologie et de gestion de la biodiversité : il a une mission générale d'expertise écologique et d'appui technique dans le domaine de la diversité biologique, de la gestion et de la conservation du patrimoine naturel.

Les conservatoires botaniques régionaux ont trois vocations : la connaissance de la flore sauvage, leur conservation et l'information et l'éducation du public.

Le Bureau des ressources génétiques favorise le transfert des connaissances, en particulier en organisant des colloques, en participant à des enseignements supérieurs et en développant l'activité nationale de publications sur le thème des ressources génétiques. Il a également pour mission d'informer et de communiquer (voir site ww.brg.prd.fr et La lettre du BRG), pour un public de spécialistes et de décideurs mais aussi auprès du plus large public, aux plans national et international. A ce titre, il a été désigné correspondant national pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages dans le cadre de la convention sur la Diversité Biologique.

Information: La connaissance du patrimoine naturel s'appuie sur des inventaires scientifiques tels que l'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), engagé en 1982 par le Muséum national d'histoire naturelle. L'Institut d'écologie et de gestion de la biodiversité a la responsabilité scientifique des inventaires faune, flore et habitats en milieux terrestres et marins.

La France prévoit une amélioration de la connaissance, au travers d'un inventaire national du patrimoine naturel, légitimé et reconnu par l'ensemble des acteurs, accompagné d'une harmonisation entre les systèmes des différents acteurs de la protection de la biodiversité. Par ailleurs, le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement s'est doté en 1995 d'un schéma directeur des systèmes d'information.

Le Muséum national d'histoire naturelle est le centre national de référence sur la nature et à ce titre est le chef de file du Centre thématique européen pour la conservation de la nature et de la biodiversité. L'IFEN réalise un important travail de valorisation statistique des données sur le patrimoine naturel. Par ailleurs, des observatoires collectent des données : Observatoire national des zones humides, etc.

Concernant les ressources génétiques, des bases de données nationales sur les races et populations d'animaux de ferme et sur les collections nationales végétales et les collections de micro-organismes françaises sont gérées par le Bureau des ressources génétiques (BRG), accessibles sur son site Internet, et utilisées dans le cadre des initiatives européennes et internationales (FAO en particulier) d'inventaire sur l'état des ressources génétiques dans le monde. Conformément à ses engagements relatifs à la convention sur la biodiversité, la France a mis en place un centre d'échange français, plate-forme d'information sur la biodiversité en France.

Recherche et technologies: L'Institut français de la biodiversité est un groupement d'intérêt scientifique sur la recherche en biodiversité. Il fédère les compétences, initie des programmes de recherche, organise des réseaux de réflexion sur des thématiques particulières.

Le Bureau des ressources génétiques promeut la recherche dans les domaines scientifique, socio-économique et juridique en matière de ressources génétiques. Il lance tous les deux ans un appel à proposition visant à fédérer tous les organismes de recherche intervenant dans la gestion des ressources génétiques.

Le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement a lancé deux programmes de recherche qui sont maintenant achevés : le programme national de recherche sur les zones humides et le programme « Recréer la nature ». Par ailleurs, plusieurs programmes de recherche sont en cours : « Action publique biodiversité et agriculture », « Espaces protégés », « Ecosystèmes tropicaux », « Invasions biologiques », « Biodiversité et gestion forestière », etc.

Financement: Le Fonds de gestion des milieux naturels, qui assure le financement de la politique de préservation des milieux naturels et de la diversité biologique, a été doté en 1999 de 164 millions de francs. Le développement du réseau d'espaces naturels protégés a bénéficié d'un budget de 436,5 millions de francs en 1999. Concernant le patrimoine domestique, le budget du Bureau des ressources génétiques est de 3 millions de francs.

Coopération: La convention sur la diversité biologique a été ratifiée en 1994. La convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction a été ratifiée en 1978. De plus, la

France soutient activement la convention relative aux zones humides d'importance internationale (convention de Ramsar). La France est également partie aux conventions suivantes : convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, convention de Bonn relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, convention baleinière internationale ; conventions des mers régionales du PNUE ; convention de l'Union pour la protection des obtentions végétales (UPOV) ; Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt de micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets ; l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

La France soutient activement la convention de Ramsar et a développé des coopérations particulières en Afrique, les pays méditerranéens et l'Europe de l'Est. La France s'efforce de développer les échanges avec les autres pays dans le cadre d'accords bilatéraux avec le Québec, des pays d'Afrique francophone, des pays d'Europe centrale et de l'est et des pays de l'ex-URSS. Ces échanges peuvent comprendre l'échange d'experts ou de savoir-faire, la coopération transfrontalière entre espaces protégés.

La France participe au Fonds pour l'environnement mondial. Créé en 1994, grâce à une dotation de 440 millions de francs renouvelée en 1998, le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) a consacré, fin 2000, 31 % de son budget pour intervenir sur 40 projets liés à la biodiversité et 15 % pour financer 13 projets «mixtes» (biodiversité/effet de serre).

Outre le financement d'actions de conservation, les axes prioritaires de la coopération française en matière de protection de la biodiversité sont essentiellement la valorisation de la biodiversité (écotourisme, organisation de filières de produits non ligneux) et le partage des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques, en accord avec la convention sur la diversité biologique. On peut citer deux exemples à ce sujet: le projet « Biodivalor » de valorisation de la biodiversité végétale au Gabon et l'appui aux pays africains pour mettre en place une législation sur les droits de propriété intellectuelle sur les ressources biologiques et les savoirs qui leurs sont associés, permettant de protéger les communautés locales contre la "biopiraterie".

Au niveau européen, le Bureau des ressources génétiques est le centre de référence pour le Centre régional de coopération pour la gestion des ressources génétiques animales.

* * *

CHAPITRES 16 ET 34: TRANSFERT DE TECHNIQUES ECOLOGIQUEMENT RATIONNELLES, DES BIOTECHNIQUES, COOPERATION ET CREATION DE CAPACITES

CP2002-FRANCE

Voir également le **chapitre 35** « La science au service d'un développement durable ».

Prise de décisions: Organismes:

Transfert de techniques: Dans le domaine du transfert des techniques écologiquement rationnelles, les politiques nationales sont mises en oeuvre par le biais d'agences techniques, telles que l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) et l'Office international de l'eau (OIE). Il existe par ailleurs un Comité interministériel de la recherche scientifique et technologique (CIRST).

Biotechniques: Les ministères principalement en charge des biotechniques sont les ministères chargés de la recherche, de la santé, de l'environnement, de l'industrie et de l'agriculture. Deux commissions nationales évaluent les dossiers en liaison avec l'Union européenne : Commission du génie génétique (CGG) pour l'utilisation confinée, et Commission du génie biomoléculaire (CGB) pour les essais de dissémination et la mise sur le marché.

Législation et réglementations :

Transfert de techniques: La législation applicable dans le domaine de la protection des droits de propriété intellectuelle est la réglementation de droit commun applicable en ce qui concerne le droit de la propriété industrielle.

Biotechniques: La loi n° 92-654 du 13 juillet 1992, en application des directives européennes 90/219/CEE et 90/220/CEE du 23 avril 1990, fixe les conditions légales d'utilisation et de dissémination dans l'environnement des organismes génétiquement modifiés. Des textes réglementaires (décrets et arrêtés) fixent selon les secteurs et les ministères compétents (recherche, environnement, agriculture, santé, etc.) ses modalités d'application. Une nouvelle directive 2001/18/CE (qui abrogera la directive 90/220/CEE) vise à prendre en compte le principe de précaution et à renforcer l'information du public. Enfin les règlements européens 2581/97 (« Nouveaux aliments ») et 11139/98 fixent les règles d'étiquetage pour les produits issus d'OGM mis sur le marché.

Afin d'assurer la protection des personnes et de l'environnement, la loi instaure un contrôle de l'utilisation de ces organismes, de leur dissémination et de leur mise sur le marché. Elle prévoit aussi un contrôle des activités de recherche impliquant leur manipulation. La loi d'orientation agricole adoptée en juillet 1999, complète le dispositif réglementaire en instituant le principe d'une surveillance biologique du territoire, dite de biovigilance, et renforce les procédures de contrôle de toute culture d'OGM sur le territoire national. En outre, elle porte obligation aux opérateurs d'assurer la traçabilité des OGM cultivés et leur impose l'obligation de déclarer la localisation des parcelles cultivées, que ce soit au titre expérimental que commercial.

Participation des groupes principaux:

Transfert de techniques : Les pouvoirs publics définissent un certain nombre d'objectifs de partenariat entre les différents acteurs (entreprises, centres de recherche) devant permettre une meilleure dynamisation de la recherche et une meilleure valorisation de ses résultats et impliquent les grands acteurs énergétiques comme EDF.

Biotechniques : Les représentants des principaux groupes intéressés participent aux travaux d'évaluation de la commission consultative nationale (Commission du génie biomoléculaire) où siègent une majorité d'experts scientifiques : administrations, industriels, scientifiques, associations de défense de l'environnement et de consommateurs, organisations de salariés, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Le 25 juillet 2001, le Gouvernement a annoncé son souhait d'ouvrir une concertation avec l'ensemble des partenaires intéressés par les essais d'organismes génétiquement modifiés en leur proposant l'élaboration d'une « charte de la transparence ».

Programmes et projets:

Transfert de techniques: Les technologies clés liées au domaine des transports terrestres sont développées dans le cadre d'un programme interministériel PREDIT. Dans le domaine de l'environnement, il existe un certain nombre d'instruments de type macro-économiques, liés à la fiscalité (taxes parafiscales appliquées suivant le principe du pollueur-payeur, crédits d'impôts recherche) qui permettent une promotion des technologies propres et un

accroissement de l'effort de recherche des entreprises. Dans le domaine de l'énergie, le contexte législatif impose maintenant à EDF d'adopter des tarifs incitatifs pour l'achat de l'électricité produite à partir de sources renouvelables. Les redevances pollutions collectées par les agences de l'eau servent essentiellement à aider ces mêmes industriels à mettre en oeuvre des techniques de dépollution à la source ou à utiliser des technologies moins polluantes.

Des stratégies sectorielles sont mises en place pour définir les objectifs relatifs aux technologies liées à l'environnement. Parmi les principaux dispositifs sectoriels, on peut citer:

- les actions continues de développement technologique et de soutien auprès des industries et collectivités locales de l'ADEME : économies d'énergie, énergies nouvelles, technologies sobres et propres, valorisation et traitement des déchets,
- le dispositif « technologies clés » qui canalise les priorités sectorielles de développement et dont une part est consacrée aux technologies de l'environnement,
- la contribution importante des équipes françaises dans l'animation d'une « Task Force Eau » au sein de la conduite et des discussions du Programme commun de recherche et de développement de l'Union européenne.

Que ce soit dans le cadre des technologies clés ou dans celui des énergies renouvelables, l'objectif fixé est d'amener à un stade pré-compétitif les technologies environnementales et/ou relevant du développement durable.

Cet objectif se décline à trois niveaux :

- soutien en amont à la recherche développement afin de permettre l'émergence de champs d'action nouveaux ;
- soutien aux programmes industriels visant à développer des produits et procédés prototypes ;
- soutien en aval à la diffusion au sein du tissu industriel national des technologies ayant atteint une certaine maturité.

Pour sa partie amont, ce soutien prend la forme de la participation de l'ADEME à de grands programmes de recherche (PREDIT, ...), de son implication dans des programmes de recherche menés par les acteurs institutionnels de ce secteur (CNRS, universités, grandes écoles...) ou bien encore par une intervention directe pour soutenir l'effort des industriels de l'environnement et des énergies renouvelables. Pour le soutien à la mise en oeuvre de prototypes industriels, c'est le ministère de l'Industrie et l'ANVAR qui interviennent, sous forme d'avances remboursables à taux différencié suivant la taille des entreprises. Pour sa partie aval, ce soutien prend la forme d'action de diffusion de certaines technologies. Le programme Éco-emballage soutient la mise en oeuvre de technologies liées au tri des déchets d'emballages et à leur collecte sélective, avec pour objectif de valoriser 7 5% des déchets récupérés à l'horizon 2002. L'ADEME participe au financement des actions jugées pertinentes.

Les réseaux de recherche et d'innovation technologiques ont pour but de favoriser le couplage entre la recherche publique et les entreprises, sur des domaines jugés prioritaires par le Gouvernement dans les secteurs où l'effort conduit par les structures habituelles est jugé insuffisant. Les réseaux rassemblent des industriels et des équipes de recherche publique autour de projets, dans les domaines technologiques bien identifiés. Il existe un réseau « Eau et technologies de l'environnement », un réseau « Pollutions marines accidentelles et conséquences écologiques sur le littoral », un réseau « Pile à combustible ».

Biotechniques: Les sciences du vivant sont le premier objectif du BCRD 2002 et plus particulièrement la génomique et la post-génomique. Après l'achèvement du séquençage du génome humain, le programme national entame une nouvelle étape, celle de l'après-séquençage ou de la post-génomique, pour déterminer la fonction des gènes et des protéines (protéomique) qu'ils permettent de produire. Les centres de ressources nationaux (Centre national de séquençage et Centre national de génotypage) et le réseau des génopoles seront renforcés. Des actions en ce sens ont déjà été entreprises dans le cadre du Comité Consultatif des Ressources Biologiques. Par ailleurs, le soutien aux deux réseaux de recherche et d'innovation technologique, GenHomme (génomique humaine) et Génoplande (génomique végétale) sera poursuivi.

Etat de la situation:

Transfert de techniques: Les domaines dans lesquels les technologies respectueuses de l'environnement sont les plus urgentes ont été déterminés par la réflexion menée par le ministère de l'Industrie, relative aux « 100 technologies clés pour l'industrie française à l'horizon 2005 ». Ils concernent en particulier le secteur de l'approvisionnement en eau, du traitement des déchets, de la connaissance des mécanismes liés à la protection de

l'environnement, à l'optimisation du fonctionnement des installations de combustion, à l'ensemble des problématiques liées au domaine des transports et à l'amélioration du fonctionnement des véhicules automobiles.

Biotechniques: La France dispose, pour fonder ses politiques, ses plans et stratégies, des compétences endogènes nécessaires, à tous les niveaux (recherche, industrie, exploitation et contrôle). Elle inscrit sa démarche dans les programmes internationaux appropriés, notamment au niveau européen.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation:

Transfert de techniques: Le Réseau interrégional de diffusion technologique (RIDT) regroupe les différents acteurs publics ou parapublics impliqués dans le transfert de technologie ou le développement industriel. Le Réseau permet aux PME peu familiarisées avec le processus d'innovation d'identifier leurs besoins technologiques, de construire un projet, et de trouver les spécialistes nécessaires. Les plates-formes technologiques mettent les moyens et les compétences des établissements publics d'enseignement au service des PME-PMI. Ces outils ne concernent cependant pas spécifiquement les technologies écologiquement rationnelles.

Biotechniques: D'une manière générale, des efforts sont déployés pour mettre l'information à disposition du public: par exemple, les avis des Commissions du génie génétique (CGG) et du génie biomoléculaire (CGB) sont diffusées sur Internet.

En 1998, une conférence des citoyens sur l'utilisation des OGM dans l'agriculture et l'alimentation a été organisée à l'initiative des pouvoirs publics, durant laquelle un jury de profanes a donné son avis sur l'utilisation des OGM après avoir auditionné des personnalités du monde scientifique, agricole, économique, politique. Un nouveau débat public devrait être lancé en 2002.

Information:

Transfert de techniques: Voir sites Internet du ministère chargé de l'industrie (www.industrie.gouv.fr), sites de l'ADEME (www.ademe.fr) et de l'ADIT (www.adit.fr).

Biotechniques: La base nationale «biotechnologies France» créée en 1999 a pour objectifs de : présenter un panorama des biotechnologies en France ; informer les entreprises, les laboratoires de recherche, les bio-incubateurs et les partenaires du secteur ; favoriser les échanges professionnels.

Recherche et technologies: Voir les autres paragraphes.

Financement :

Transfert de techniques: Les technologies propres bénéficient du soutien à l'innovation émanant du ministère de la Recherche par l'intermédiaire des fonds de recherche technologique ou encore par celui de l'ANVAR, Agence nationale de valorisation de la recherche et de l'innovation, notamment auprès des PME / PMI. et des inventeurs indépendants. Le Fonds de la recherche et de la technologie (FRT) est doté de 1 milliard de francs pour 2002 (mais il ne finance pas que des technologies propres). En 2000, l'ANVAR a soutenu 4 110 initiatives innovantes pour un montant total de 1 651,6 millions de francs.

Biotechniques: L'effort global de la recherche publique en biotechnologie représente 2 000 chercheurs et une dépense de 2 milliards de francs. On notera également l'appel d'offre d'un montant de 1,8 million de francs lancé en 1994 par la commission du génie biomoléculaire concernant les risques d'utilisation de certains transgènes. Le ministère de la Recherche a lancé en 1999 un appel à propositions sur l'impact des OGM. D'un montant total de 10 millions de francs, cet appel permet de renforcer les études engagées en matière d'identification, d'évaluation et de gestion des risques notamment dans le domaine de l'environnement.

Coopération: *Transfert de techniques :* Dans le domaine de l'aide au développement, le Fonds français pour l'environnement mondial est une incitation financière à la diffusion de technologies écologiquement rationnelles. Concrètement, le FFEM intervient prioritairement dans le financement de projets jugés particulièrement novateurs et susceptibles d'améliorer et de faciliter l'utilisation de ces technologies dès lors qu'elles contribuent à lutter efficacement contre l'effet de serre, à protéger la biodiversité ou les eaux internationales. Au plan bilatéral, la France a réformé sa coopération technique de façon à la rendre plus efficace, à développer le partenariat, et à privilégier la formation d'institutions compétentes localement. Au plan multilatéral, elle a soutenu le financement par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) d'activités de « développement des capacités ». Elle a

notamment permis à de nombreux pays de créer leur propre programme de travail dans le cadre des grandes conférences sur l'environnement global.

Politiques de l'eau : Les opérateurs français (MATE, Agences de l'eau, OIE et leurs partenaires opérateurs du marché mondial de l'eau) ont contribué à l'élaboration des nouvelles directives européennes sur l'eau.

Industrie : La France participe à un réseau international de recherches industrielles à travers le dispositif EURÊKA, qui intègre parfois une composante relative à l'environnement et qui a développé ces dernières années un programme de recherche sur le secteur des traitements de déchets. Le salon professionnel POLLUTEC, rencontre internationale dans le domaine de l'environnement, constitue un instrument privilégié d'échanges et de contacts sur les technologies nouvelles dans le domaine de l'environnement.

Autre : La France est partenaire du programme GREENTIE entrepris dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE/AIE) et participe au développement du système d'information sur les technologies et services destinés à réduire la pollution de l'atmosphère, les gaz à effet de serre et à développer l'efficacité énergétique. L'approche de GREENTIE consiste à mettre en contact le demandeur d'informations et le détenteur d'informations sans préjuger des obstacles qui pourraient survenir lors de la transmission de l'information.

Voir également le **chapitre 4** « Modification des modèles de consommation - Energie ».

Biotechniques: Les recherches conduites par le Centre de coopération internationale en Recherche Agronomique pour le Développement dans ce domaine ont pour objectif d'être mises en application pour le développement, en étroite coopération avec les utilisateurs. Des réalisations sont déjà effectives, d'autres sont potentielles dans les domaines de la micro propagation, de l'analyse et de l'utilisation de la biodiversité génétique, de la connaissance du génome, ou de la création d'une nouvelle variabilité génétique. Des activités dans ces différents domaines ont été entamées avec l'Ouganda, la Malaisie et la Thaïlande entre autres.

* * *

CHAPITRE 17: PROTECTION DES OCEANS ET DES TOUTES LES MERS - Y COMPRIS LES MERS FERMEES ET SEMI-FERMEES - ET DES ZONES COTIERES ET PROTECTION, UTILISATION RATIONNELLES ET MISE EN VALEUR DE LEURS RESSOURCES BIOLOGIQUES

CP2002-FRANCE

Prise de décisions : *Organismes:* Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche, le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement et le ministère chargé de l'équipement sont les institutions responsables de ce secteur. Le Comité interministériel de la mer, présidé par le Premier ministre, est chargé de délibérer sur la politique du Gouvernement dans le domaine de la mer sous ses divers aspects nationaux et internationaux et de fixer les orientations de l'action Gouvernementale dans tous les domaines de l'activité maritime. Le secrétariat général de la mer, organisme interministériel qui relève du Premier Ministre, est chargé de coordonner la politique et les actions de l'Etat en mer.

Au niveau départemental, de nombreux services déconcentrés interviennent (DDE, DDAF, services de la navigation, services des affaires maritimes, cellules de qualité des eaux littorales, DDASS, DRIRE, DDSSI, DIREN). Dans le domaine de l'eau, les actions sont coordonnées depuis 1993 par les missions interservices de l'eau (MISE).

Législation et réglementations : D'une façon générale, toutes les activités susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement font l'objet de dispositions à caractère réglementaire qui prévoient que celles-ci ne peuvent être exercées qu'après autorisation donnée par l'Administration au vu notamment d'études d'impact. Il en est ainsi en particulier des dispositions qui ressortissent de la législation « Eau » et de la législation « Installations classées ». Il peut en être de même pour certaines activités liées à l'exploitation des ressources marines vivantes en cas de risque de surexploitation ou pour l'équilibre des pêcheries, et ce notamment dans le cadre de la PCP.

La France s'est dotée d'une législation propre modifiée en 2001 pour sanctionner les déversements illicites d'hydrocarbures. Les Autorités françaises, dans le cadre communautaire et dans celui de l'OMI, reçoivent l'information obligatoire pour les navires ayant une cargaison de matières dangereuses ou ayant subi un événement, susceptibles de créer une pollution. Au terme de sa législation interne, la France peut mettre en demeure un armateur pour mettre fin au danger que constitue son navire ou prendre, le cas échéant, en cas de carence de l'armateur et à ses frais, toutes mesures d'exécution nécessaires.

Suite aux échouages de l'Erika et du Ievoli Sun, la France a arrêté de nouvelles mesures pour la sécurité en mer : les plans d'intervention d'urgence vont être actualisés, notamment pour mieux coordonner les plans POLMAR mer et POLMAR terre et aboutir à des documents uniques. Ces plans sont des plans d'intervention permettant la mobilisation et la coordination des moyens de lutte préalablement identifiés.

Stratégies, politiques et plans : En France, une politique spécifique de gestion des zones côtières s'est développée dans les années 70 suivant deux axes :

- une politique foncière avec la création en 1975 du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, chargé d'acquérir les terrains les plus remarquables et les plus menacés pour les protéger définitivement et les ouvrir au public ;
- une politique de maîtrise de l'urbanisation dont les principes ont tout d'abord été définis dans une directive nationale de protection et d'aménagement du littoral en 1976, ensuite transformée en loi « littoral » de 1986. En affichant un objectif d'équilibre entre la protection, le développement et la mise en valeur du littoral, et en introduisant des règles en vue de maîtriser le développement urbain et de protéger les espaces remarquables sur les communes littorales, cette loi constitue un cadre réglementaire en matière d'aménagement intégré des zones côtières et de promotion du développement durable sur ces territoires.

Ce dispositif de base pour la gestion intégrée des zones côtières a été complété par l'adoption d'instruments spécifiques, visant à appréhender les enjeux de manière globale et concertée, notamment : les directives territoriales d'aménagement (DTA) et les schémas de mise en valeur de la mer.

Le Gouvernement a décidé, lors du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) de juillet 2001, de mettre l'accent sur une meilleure gestion des espaces sensibles, en particulier littoraux. Dans cette perspective, il a arrêté un nouvel ensemble de mesures qui visent à :

- *Réformer les outils et les modes d'intervention de l'Etat.* L'élaboration des schémas de mise en valeur de la mer (SMVM), institués par la loi du 7 janvier 1983 et qui fixent « les orientations fondamentales de protection,

d'exploitation et d'aménagement du littoral» est relancée : renforcement du rôle des communes et groupements de communes ; mesures favorisant les équipements légers d'accueil du public et l'activité des établissements aquacoles et conchylicoles ; renforcement du rôle du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL) et adaptation de ses missions au nouveau contexte de la décentralisation et du droit communautaire.

- *Favoriser l'aménagement intégré du littoral et les approches partenariales* : développement d'opérations grands sites (OGS) ; création de pays maritimes et côtiers ; premier programme de modernisation des stations littorales ; création de missions interministérielles d'aménagement du littoral.

- *Renforcer les capacités d'études, d'observation et de prospective.*

Par ailleurs, l'Union européenne a engagé une politique coordonnée pour les régions côtières de l'Union, qui vise à mettre en place des politiques nationales de gestion intégrée des zones côtières.

Concernant les zones humides, notamment littorales, les enjeux de la conservation des zones humides passent par la mise en place du réseau Natura 2000 dans le cadre de l'application des directives européennes « Habitats » et « Oiseaux ». L'Etat français s'est engagé à mettre en place des plans de gestion (documents d'objectifs Natura 2000) et des mesures de protection les plus adaptés aux sites désignés.

La politique nationale de lutte contre la pollution du milieu marin s'est concentrée sur la réduction des rejets d'eaux résiduaires et des rejets industriels dans les zones côtières. En matière de lutte contre les pollutions accidentelles, la France s'est dotée de moyens importants (scientifiques, techniques et juridiques), visant la prévention des pollutions (voir supra).

Afin de limiter la surpêche, la politique nationale s'appuie sur la régulation de l'accès à la ressource. Cette régulation passe notamment, en application de la réglementation communautaire, par la limitation des prises de certaines espèces dans le cadre de quotas répartis ou non entre les producteurs. Elle peut également passer par un régime d'autorisations de pêche réparties entre producteurs. La loi d'orientation sur la pêche maritime et les cultures marines (loi n° 97-1051 du 8 novembre 1997), énonce les grands objectifs de la politique nationale. Elle vise notamment à l'amélioration de la gestion des ressources marines et la réorganisation de la filière. Pour ce qui est de l'exploitation des ressources de haute mer, la France est partie contractante des commissions régionales de pêche compétentes et met en oeuvre leurs recommandations.

Participation des groupes principaux : La communauté scientifique (l'IFREMER, le MNHN, ...) élabore des avis sur l'état des ressources halieutiques en amont des prises de décisions. De plus, la réglementation en vigueur attribue explicitement à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à celle de la conchyliculture des compétences en matière de gestion de l'accès aux ressources. Enfin, en matière de qualité des eaux conchylicoles, le classement de salubrité des zones de production de coquillages donne lieu au préalable à une consultation des professionnels concernés.

Programmes et projets : La France a décidé de mettre en place une Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR), parallèlement à son engagement de prise en charge du secrétariat de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI). L'objectif de l'IFRECOR est de promouvoir la protection et la gestion durable des récifs coralliens dans les sept collectivités de l'Outre-mer français particulièrement concernées. En 2000, le comité national de l'IFRECOR a défini et adopté une stratégie et un plan d'action national à 5 ans, très largement basés sur les stratégies et plans d'action locaux élaborés par les comités locaux.

Etat de la situation : Avec 11 066 830 km² de zone économique exclusive (ZEE), la France représente la deuxième ZEE au monde et sa superficie océane est vingt fois supérieure à sa superficie nationale terrestre. En valeur, la pêche contribue pour deux tiers, et la conchyliculture pour un tiers, à la production marine métropolitaine.

En valeur, la pêche contribue pour deux tiers, et la conchyliculture pour un tiers, à la production marine métropolitaine. L'aquaculture marine est une activité importante dans certaines régions. Le tourisme littoral constitue une activité majeure de l'économie nationale.

La gestion des zones côtières est confrontée à des difficultés issues de multiples pressions qui souvent se concentrent sur le littoral : croissance de l'urbanisation, développement touristique (habitat et infrastructures), développement d'infrastructures de transports et équipements portuaires, de zones d'activités, qui rendent difficile la maîtrise du développement littoral. La protection des écosystèmes et de l'environnement côtier requiert une intégration des politiques publiques difficile.

La pollution urbaine demeure une des causes principales de la mauvaise qualité des eaux littorales, avec dans certaines régions les activités agricoles dont les rejets ont notamment pour conséquence les phénomènes de « marées vertes ».

La mer et les zones littorales sont également exposées aux risques liés aux trafics de navires transportant du pétrole brut et autres hydrocarbures ainsi que des substances dangereuses (naufrages, opérations de chargement et de déchargement, rejets illicites). La surveillance et les réglementations mises en œuvre ont permis une forte diminution du nombre d'accidents en mer. La France dispose de moyens importants de lutte contre les pollutions. Ses autorités sont conseillées par le Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE), qui peut également apporter son ingénierie à d'autres pays.

Un parc marin est en cours de constitution à l'extrémité de la Bretagne en mer d'Iroise. Un parc international franco-italien est en cours de constitution dans les Bouches de Bonifacio au sud de la Corse.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: De nombreuses associations travaillant dans le domaine de l'éducation à l'environnement sont impliquées sur le thème de la protection des mers et océans:

- l'office français de la FEEE pilote l'opération « Pavillon bleu d'Europe », destinée à labelliser les communes pour leurs plages et les ports de plaisance qui privilégient les critères de qualité de leur environnement,
- la Fondation Nicolas Hulot (campagne SOS mer),
- l'Opération "Mille défis pour ma planète",
- le réseau Ecole et Nature, Eco-école, etc.

Information: L'évolution de la qualité des eaux littorales est évaluée à travers quatre types de réseaux d'observation complémentaires : le réseau national d'observation (RNO), le réseau de surveillance microbiologique (REMI), le réseau de suivi du phytoplancton (REPHY) ; le réseau «Eaux de baignade" »; le réseau «Eaux littorales » ; enfin, divers réseaux spécialisés étudient l'évolution floristique et faunistique de zones présentant un intérêt écologique particulier. Toutes les données des réseaux nationaux sont aujourd'hui disponibles sur le site WEB de l'IFREMER (www.ifremer.fr).

En soutien à ces actions de surveillance, le développement de différents réseaux a été engagé: réseau MAREL (mesure Automatisée en Réseau de l'Environnement Littoral), réseau de surveillance des ports (REPOM), futur réseau REBENT de surveillance des populations animales et végétales et de leur évolution, réseaux de surveillance de la qualité du milieu (Réseau littoral méditerranéen (RLM) en Méditerranée, Suivi régional des nutriments (SRN) sur le littoral Nord-Pas-de-Calais et Picardie), réseau SOMLIT de surveillance hydrologique, et dans le futur de plus en plus une surveillance biologique, réseau de l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire (IRSN) pour la surveillance des rayonnements ionisants, notamment dans le milieu marin.

Le ministère de l'Agriculture établit les statistiques relatives à l'activité de pêche maritime des navires français (production, flotte, emploi, ...). Les données sont fournies notamment par le Centre administratif des affaires maritimes. Les données de trafic portuaire sont collectées auprès des services maritimes, des ports autonomes et des Chambres de commerce et d'industrie, et publiés par le ministère de l'Équipement.

La surveillance des pollutions marines (accidentelles et illicites) est assurée par les CROSS (centres régionaux opérationnels de surveillance et de secours) qui sont aussi compétents en matière de contrôle des pêches maritimes. La Commission d'études pratiques de lutte antipollution (CEPPOL) de la Marine nationale recense les données relatives au trafic maritime des hydrocarbures et des substances dangereuses au large des côtes françaises de la Manche.

L'IFREMER a développé la base de données MARMIN qui recense les indices et gisements minéraux, principalement ceux des zones économiques exclusives. L'évolution des modes d'occupation du sol sur la bande littorale des 10 km entre 1975 et 1990 est fournie par la base de données européenne Lacoast, issue de l'inventaire CORINE LAND COVER .

Enfin, un système d'informations géographiques interministériel (SIGI) est en cours de réalisation et couvrira d'ici fin 2001 la plupart des façades maritimes. Un programme national d'amélioration des connaissances sur la protection des lieux habités contre l'érosion marine est lancé sous l'autorité du ministre de l'équipement.

Recherche et technologies: En France, en tenant compte du tourisme littoral, le chiffre d'affaire des activités en domaine maritime se monte à près de 35 milliards d'Euros et concerne 400 000 emplois. Renforcer les sciences de la mer est une nécessité pour le développement durable de cette activité économique, et pour la gestion de l'environnement. L'IFREMER, l'IRD et le CNRS mènent en partenariat des recherches, des actions d'expertise et des technologies, en vue de :

- connaître, évaluer, prévoir l'évolution des ressources des océans, et permettre leur exploitation durable compatible avec les limites de ces ressources et les enjeux environnementaux ;
- améliorer les méthodes de surveillance, de prévision d'évolution, de protection et de mise en valeur du milieu marin et côtier ;
- décrire et prévoir le fonctionnement du système climatique, ses variations dans le temps et ses modifications induites par l'activité humaine au cours du prochain siècle ;
- favoriser le développement socio-économique du monde maritime.

Le CEDRE expérimente des techniques et des matériels de lutte contre la pollution: Les résultats de ces évaluations sont transmis aux utilisateurs et à l'administration sous la forme de conseils et de méthodologies d'intervention. Le CEDRE est également chargé d'expérimenter et d'agréer les produits dispersants pour le milieu marin et pour les eaux douces.

Le MATE mène un programme de recherche « Gestion durable du littoral » (programme LITEAU). Il s'insère dans le dispositif national de recherche sur le milieu marin, en complétant en particulier le programme national d'environnement côtier (PNEC) qui rassemble l'INSU, l'IFREMER et l'IRD. La caractéristique essentielle de LITEAU est d'être un programme de recherche finalisée dont les objectifs et la problématique, définis dans les appels à proposition, sont basés sur les besoins des gestionnaires du littoral.

Financement: Les moyens financiers pour la politique en matière des océans et des zones côtières proviennent des sources suivantes : budget national, taxes locales, fonds européens, Fonds pour l'environnement mondial et Fonds français pour l'environnement mondial.

Coopération: La politique nationale de la France trouve aussi son fondement dans les divers Accords et conventions internationaux, de portée mondiale ou régionale, traitant de la protection du milieu marin et auxquelles la France est partie contractante.

La convention des Nations unies sur le droit de la mer a été signée en 1982 et ratifiée en 1996. La France a signé en novembre 1996 le protocole modifiant la convention de Londres 1972, ainsi que la convention sur les stocks chevauchants (4 déc. 1996) dont la procédure de ratification est pratiquement achevée. La France a ratifié et mis en oeuvre l'ensemble des conventions de l'Organisation maritime internationale (OMI), en particulier les conventions MARPOL 73/78 et OPRC.

La France est partie aux conventions relatives aux situations d'urgence pour sa partie métropolitaine (Bonn, Lisbonne, Barcelone, Ramoge) et pour ses départements et territoires d'Outre-mer (Caraïbes, Pacifique Sud). Les autres conventions dont la France est partie sont notamment la convention OSPAR, la convention cadre de Barcelone relative à la Méditerranée, la convention de Paris du 22 septembre 1992 pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est ainsi que les conventions dites régionales de Carthage (protection des eaux de la région des Caraïbes), de Nairobi (Océan indien) et d'Abidjan.

S'agissant de la réparation des dommages dus à la pollution, la France a décidé de ratifier la convention OPRC/HNS de 1996 relative à l'indemnisation des dommages par les substances dangereuses autres que les hydrocarbures et à signé la convention de 2001 sur la réparation des dommages dus aux combustibles de soutes. La France est également partie aux conventions CLC et FIPOL 1992.

Dans le cadre de son action, le FEM, auquel la France participe, mène des projets de protection des eaux internationales, ils représentent 9 % de ses financements. Le Fonds français pour l'environnement mondial finance également, à hauteur de 11 % de ses financements, des projets dans le domaine de la protection des eaux internationales.

S'agissant des activités plus ciblées autour de la thématique des pêches maritimes et de l'environnement marin, les actions de la politique française de coopération au développement visent à concilier une approche dite globale du fait des interactions existant entre secteur des pêches, environnement maritime et milieu marin. Ainsi, les appuis

visent non seulement à aider les partenaires du sud à mettre en oeuvre le Code de conduite pour une pêche responsable adopté par la FAO en novembre 1995 mais également plusieurs conventions adoptées par l'OMI, notamment celles ayant trait à la lutte contre les pollutions (MARPOL, OPRC).

Dans ce contexte, la priorité va au développement de la pêche artisanale, pourvoyeuse d'emplois et source de revenus pour les populations côtières, notamment les communautés traditionnelles de pêcheurs. Les conventions de l'OMI participent également de cette démarche, en ce qu'elles constituent notamment un dispositif préventif en matière de pollution du milieu marin, préjudiciable aux pêcheurs. La France est également partie à la plupart des organisations régionales de pêche, soit dans le cadre communautaire, soit au titre de ses Territoires d'Outre Mer non couverts par le Traité de Rome.

L'appui à la recherche halieutique afin de disposer des données scientifiques fiables pour bâtir des plans d'aménagement des pêcheries, la surveillance et le contrôle des activités de pêche visant à lutter contre la pêche illégale, et le soutien à la valorisation des captures et à la transformation des produits de la mer, constituent les principaux axes des appuis de la France.

Enfin, les actions s'orientent également vers la nouvelle politique mise en oeuvre par l'Union européenne dans le cadre des accords de pêche conclus entre l'UE et des pays tiers. Ces accords prévoyant que la moitié des compensations financières versées peut être utilisée pour financer des volets spécifiques, visant à favoriser le développement des filières pêche de ces Etats, les actions de la France consistent à aider ces Etats à identifier des projets porteurs permettant de renforcer les capacités économiques et commerciales des filières.

* * *

CHAPITRE 18: PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU DOUCE ET DE LEUR QUALITE: APPLICATION D'APPROCHES INTEGREES DE LA MISE EN VALEUR, DE LA GESTION ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES EN EAU

CP2002-FRANCE

Prise de décisions : Organismes: Le rôle de coordination de la politique de l'eau, en France incombe au ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement (MATE). La mission interministérielle de l'eau, qui regroupe tous les ministères intéressés (environnement, agriculture, équipement, santé, industrie, économie, etc.) a une mission de concertation et de consultation dans le domaine de l'eau.

Législation et réglementations: Une nouvelle directive cadre européenne a été adoptée en septembre 2000 : elle donne la priorité à la protection de l'environnement et de la santé. Les Etats membres doivent rendre opérationnels des programmes de mesures destinés à atteindre dans un délai de 15 ans un objectif de bon état général de toutes les eaux. Cette directive fixe donc le nouveau cadre de la politique de l'eau en France.

La politique de l'eau en France, reposant sur la loi de 1964, s'articulait autour de quatre principes : une gestion intégrée du bassin versant, une concertation avec les usagers, une solidarité financière entre pollueurs et utilisateurs d'eau (redevances sur les prélèvements et les rejets en application du principe « pollueur-payeur ») et une gestion partenariale visant à rattraper les retards de dépollution de certains secteurs, mais également à répondre aux besoins liés à la préservation du milieu aquatique. Le droit de l'eau a été rénové en 1992 et sert de cadre légal à toute question relative aux ressources en eau. L'eau n'est plus une simple ressource mais une partie du patrimoine commun de la Nation : la loi trace les orientations d'une politique de l'eau novatrice pour les quinze ans à venir, en instituant le SDAGE (Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux), qui fixe collectivement pour chaque bassin les orientations d'une gestion équilibrée de la ressource entre la préservation des écosystèmes, la protection contre toute pollution, la valorisation économique de la ressource et la conciliation entre les différents usages et activités. Les collectivités locales interviennent ensuite dans le cadre du SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux) qui est au niveau local ce que le SDAGE est au niveau du bassin hydrographique.

Ces deux lois sont en cours de révision, dans le cadre du projet de loi sur l'eau déposé le 27 Juin 2001, qui vise à intégrer la directive cadre dans le droit français, à mieux définir les missions des services publics de l'eau et de l'assainissement, à satisfaire le droit d'accès à l'eau potable de chaque personne humaine, à renforcer la transparence et la démocratie locale dans le secteur de l'eau, à réaffirmer le principe de facturation proportionnel de l'eau et à mieux équilibrer les situations respectives de la gestion directe et de la gestion déléguée.

Sur la période 1992-1996, le prix de l'eau a augmenté de 57 %. Cette hausse était induite, d'une part, par le respect des engagements nationaux et internationaux. D'autre part, depuis 1992, suite aux aménagements apportés à l'instruction budgétaire et comptable, les communes étaient obligées de présenter un budget « eau et assainissement » équilibré, ayant pour effet d'augmenter le prix de l'eau et d'assurer une transparence des prix. Actuellement, les prix se stabilisent.

Participation des groupes principaux : La concertation avec les usagers étant l'un des quatre grands principes qui sous-tendent la politique de l'eau française, il existe une structure consultative au niveau national, le Comité National de l'Eau qui donne son avis sur la politique des ressources en eau. Dans les six Agences de l'eau, un Comité de bassin - véritable Parlement de l'eau - est une enceinte de concertation qui fixe les grandes lignes de la politique de gestion des ressources en eau au niveau du bassin. En outre, on peut citer également les commissions locales de l'eau qui participent à l'élaboration des SAGE. Le projet de loi sur l'eau vise notamment à renforcer la transparence et la démocratie locale dans le secteur de l'eau.

Programmes et projets: En juin 1996, le Gouvernement a arrêté le septième programme des Agences de l'eau pour la période 1997/2001. Ces programmes sont prolongés pour un an. Leurs objectifs s'articulent autour de six priorités : l'assainissement et l'épuration des collectivités locales, la lutte contre la pollution des industries, la maîtrise des pollutions d'origine agricole, l'amélioration et la protection de la ressource en eau, l'alimentation en eau potable, la préservation des milieux naturels.

La gestion de l'eau en France est guidée par le principe selon lequel « l'eau paye l'eau » et les mesures adoptées ces dernières années montrent la volonté de faire en sorte que ce principe soit appliqué à 100 %. En ce qui concerne l'approvisionnement en eau, il n'y a pas d'objectifs spécifiques puisque le taux de raccordement est estimé à 100

%. Les objectifs s'expriment davantage par rapport au raccordement des agglomérations, suivant en cela la directive européenne « Eaux résiduaires urbaines » (91/271/CEE). Le respect de ces objectifs devrait conduire à un taux de couverture voisin de 100 % pour la population relevant de l'assainissement collectif.

Etat de la situation: La France est richement dotée en ce qui concerne les ressources en eau mais cette situation doit cependant être relativisée au regard de la distribution géographique et des saisons.

Les principaux problèmes de qualité des eaux sont l'eutrophisation des cours d'eau et des lacs, la présence de nitrates et de micropolluants, comme les pesticides. Les polluants rejetés par l'industrie ont considérablement diminué grâce à l'utilisation de technologies propres et aux investissements permettant le traitement des eaux sur le site. La pollution des eaux en France est aux deux tiers d'origine agricole concernant l'azote.

Les prélèvements pour les besoins industriels sont en nette diminution depuis une quinzaine d'années. Les prélèvements à des fins domestiques sont à l'heure actuelle relativement stables après avoir augmenté de 12 % entre 1980 et 1990. Seuls les prélèvements pour les usages agricoles sont en augmentation constante, principalement pour satisfaire la demande d'irrigation.

En 1999, près de 80 % de la population française est desservie par un réseau public d'assainissement (18,9 % bénéficient de l'assainissement autonome) et 77 % raccordée à une station d'épuration. Pratiquement toute la population est raccordée au réseau de distribution. En 1999, 8 % de la population était desservie par une eau non conforme pour la microbiologie (au moins une fois dans l'année).

Enjeux principaux: Le risque d'inondation est un problème majeur dans un certain nombre de vallées traversées par une rivière. La politique de prévention des risques liés aux inondations a été renforcée en France. Les mesures essentielles sont les suivantes : maîtrise de l'urbanisation des zones inondables, travaux de protection contre les inondations (endiguement, travaux de stockage des crues) en poursuivant l'effort d'entretien et de gestion des cours d'eau, information préventive des populations.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: De nombreux postes de conseiller en économie d'eau ont été créés dans les collectivités ou associations de quartier (Plan emploi-jeune et soutien des agences de bassin). Ils ont permis de réduire significativement les factures d'eau de certaines collectivités et de certains ménages.

Le Gouvernement a décidé la création d'un Haut conseil du service public de l'eau et de l'assainissement. Cette instance de régulation indépendante a pour objectif la transparence du fonctionnement des services publics de l'eau et de l'assainissement et de leur facturation au citoyen, en respectant la responsabilité des communes. Il existe des modules de formation appelés « classes d'eau » à destination des scolaires.

Information: Le réseau national des données sur l'eau (RNDE) vise à améliorer la production, la collecte, la gestion et la valorisation des données sur l'eau. La banque nationale des données sur l'eau (BNDE), à la constitution de laquelle participent les ministères concernés et plusieurs établissements publics de l'Etat, répond aux demandes des utilisateurs nationaux. Le MATE dispose en outre d'une banque de données HYDRO qui mémorise les données relatives aux précipitations efficaces. L'IFEN et l'OIE collaborent pour établir la base de données des retenues de grands barrages européens, en exécution du programme du centre thématique des eaux continentales de l'Agence européenne de l'environnement. La surveillance sanitaire des eaux de baignade est réalisée par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS). Les données sont ensuite centralisées, traitées puis diffusées par le ministère de la santé. Les données concernant les rejets industriels sont collectées par les services compétents du MATE. Les informations sont diffusées par les Agences de l'eau, l'IFEN, et les ministères sous forme de diverses publications. Le RNDE est l'organisme centralisateur qui permet d'obtenir les informations (contenu et modalités d'accès) sur les données collectées par l'ensemble des partenaires qui ont intégré cette structure. Un certain nombre d'informations sont d'ores et déjà accessibles sur les sites WEB du MATE (www.environnement.gouv.fr) et de l'IFEN (www.ifen.fr). Le site de l'OIE (www.oieau.fr) permet un accès direct à la base bibliographique EAUDOC, ainsi qu'à la base de données en réseau des Agences de l'eau (FONTAINE). Courant 1999, sera mise en place la seconde étape du dispositif RNDE, avec la création d'un site WEB spécifique qui permettra de circuler à travers les différents banques de données. Les résultats du contrôle de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine réalisés par les services du ministère chargé de la santé sont synthétisés dans une banque de données SISE-EAUX. Un site Internet relatif à la communication de ces données est en cours de constitution. Les données sur la qualité des eaux de consommation sont affichées en mairie.

Recherche et technologies: Les évolutions des techniques et des processus permettent de réduire considérablement les besoins en eau de l'industrie. Le système de tarification de l'eau en France crée les conditions pour un financement privé de la recherche pour le développement de nouvelles technologies économes en eau.

Financement: Dans le cadre du projet de réforme de la politique de l'eau, le principe d'une réforme des redevances des Agences de l'eau visant à encourager davantage les pollueurs à supprimer ou à réduire leurs rejets, a été posé. Dans cette perspective, quatre orientations ont été retenues. réformer la redevance de pollution domestique payée par chaque consommateur dans le sens d'une plus grande équité et d'une plus grande efficacité; élargir l'assiette de la redevance de pollution industrielle à l'ensemble des formes de pollution émises; dans le domaine agricole, asséoir une redevance sur les excédents d'azote minérale et organique fondée sur un bilan matières par exploitation; aboutir, à terme, à une neutralité de la redevance de prélèvement d'eau quels que soient les différents types d'usage de l'eau.

La création d'un « Fonds national de solidarité pour l'eau » (FNSE) pour mieux financer les politiques nationales d'intérêt commun aux bassins, a été créé par la loi de finances pour l'an 2000, alimenté par un prélèvement sur les recettes des agences de l'eau, à hauteur de 500 millions de francs.

Coopération: La politique française de coopération au développement dans le secteur de l'eau repose sur deux principes:

- le développement et la gestion des ressources en eau doivent être fondés sur une approche participative impliquant les utilisateurs, les planificateurs et les décideurs politiques. Il s'agit de promouvoir une gestion intégrée des ressources en eau,
- l'eau a une valeur dans toutes ses utilisations compétitives et doit être reconnue comme un bien économique.

D'une façon générale l'aide publique au développement française dans le domaine de l'eau représente pratiquement 1 milliard de francs par an (3 % de l'APD) dont près de 80% gérés par l'AFD. Là encore, l'articulation avec l'AFD sera prépondérante pour optimiser la qualité des actions.

Sur le plan multilatéral, il convient de renforcer notre participation au Global water partnership (GWP), susceptible de permettre une concertation efficace entre donateurs, et au réseau international des organismes de bassin (RIOB), outil de promotion de la gestion par bassin versant.

Par ailleurs, la France a signé et met en oeuvre des accords internationaux pour la protection de tous ses fleuves ou lacs transfrontaliers. Enfin, en 1994, sur proposition du ministre de l'environnement, a été décidée la création d'un réseau international des organismes de bassin. Ce réseau comprend les administrations Gouvernementales chargées de la gestion des ressources en eau et les organismes de bassin de nombreux pays.

* * *

CHAPITRE 19: GESTION ECOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DES SUBSTANCES CHIMIQUES TOXIQUES, Y COMPRIS LA PREVENTION DU TRAFIC INTERNATIONAL ILLECITE DES PRODUITS TOXIQUES ET DANGEREUX

La politique générale concernant les produits chimiques (législation, programmes, etc.) se doit d'être communautaire voire internationale puisqu'elle concerne des produits en libre circulation. Ce chapitre évoque donc plus la participation de la France aux actions communautaires et internationales, que ses actions propres, peu nombreuses.

Prise de décisions: Organismes: Ce sont les ministères responsables des législations pertinentes qui prennent les décisions, au vu des avis formulés par des commissions compétentes. Concernant les produits phytopharmaceutiques, la Commission dite des toxiques en agriculture est placée auprès du ministre de l'agriculture. La Commission d'évaluation de l'écotoxicité des substances chimiques, placée auprès du ministre de l'environnement, est concernée par les produits chimiques industriels.

Législation et réglementations : La France dispose de cadres législatifs et réglementaires multiples pour mettre en oeuvre les actions qui font l'objet des priorités du chapitre 19 de l'Agenda 21, et plus généralement pour assurer la gestion des produits chimiques. Les multiples cadres de réglementations diffèrent en fonction de la catégorie d'usage ou des types d'utilisateurs (produits phytopharmaceutiques, médicaments, produits à usage alimentaire ou aux contacts des aliments, produits chimiques industriels, etc.). Par ailleurs, ces textes prennent en compte, selon les cas, la protection des travailleurs, des consommateurs, de l'environnement et de l'homme via l'environnement. La France participe activement aux négociations relatives à la future politique réglementaire sur les produits chimiques (Livre blanc de la Commission adopté en février 2001).

Stratégies, politiques et plans : Dans les diverses actions de la gestion des risques, la France considère que l'ensemble des acteurs doit pouvoir être impliqué par des actions volontaires, en particulier les industriels avec des programmes, parfois collectifs, relatifs à l'évaluation et à la gestion des risques liés aux produits chimiques. La France suit et participe activement aux travaux entrepris dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE-Groupe sur les produits chimiques) et de l'Union européenne. Il s'agit notamment, dans le cadre de l'OCDE, de l'évaluation des substances existantes, produites ou importées en grande quantité. Dans le cadre européen, la France participe aux travaux relatifs au règlement 793/93/CEE concernant l'évaluation et le contrôle des risques présents dans les substances existantes. Il s'agit également de l'harmonisation de la classification des dangers des produits chimiques, des échanges d'information sur les substances chimiques interdites ou strictement réglementées, de l'adoption de la convention de Rotterdam sur la procédure PIC (Prior informed consent) et des programmes de réduction des risques (notamment convention de Stockholm dite « POP » – polluants organiques persistants). Les procédures de ratification pour ces deux conventions sont en cours.

Participation des groupes principaux : L'implication et la participation des groupes principaux se font par le biais des commissions, notamment la Commission dite des toxiques en agriculture et la Commission d'évaluation de l'écotoxicité des substances chimiques, sus-citées.

Programmes et projets: Dans le cadre du programme OCDE d'évaluation des substances existantes, la France participe à la phase pilote du programme ICCA (Conseil international des industries chimiques) consistant à laisser aux industriels l'initiative d'évaluer les dangers de leurs substances chimiques, jusqu'en 2002, date à laquelle un premier bilan sera établi.

Parmi les mesures de gestion des risques qui n'étaient pas liées à des décisions européennes et que la France a adoptées, on peut citer, par exemple: pour la préservation de la couche d'ozone, le décret 92/1721 du 7 décembre 1992, modifié en 1998, imposant la récupération des fluides frigorigènes, y compris les HFC et le contrôle de l'étanchéité des équipements ; en 1996, dans une optique de préservation de la santé et de prévention des risques, un ensemble de dispositions restrictives concernant l'amiante.

Etat de la situation: La France manque de moyens, financiers et humains, pour évaluer les propriétés dangereuses des produits chimiques. En conséquence, la France, comme tous les pays, d'ailleurs, manque de données sur ces substances (seules les propriétés de 14 % des substances produites ou importées en grande quantité ont été évaluées).

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Pour les produits phytopharmaceutiques, la diffusion des bonnes pratiques agricoles est assurée de façon décentralisée dans le cadre des vingt-trois circonscriptions phytosanitaires, avec l'animation des services de la protection des végétaux et d'organismes professionnels comme l'association de coordination technique agricole. D'autres missions telles que la surveillance de la situation phytosanitaire et les lutttes obligatoires prophylactiques sont menées dans le même cadre, avec l'appui de groupes thématiques et dans un esprit de collaboration entre tous les acteurs concernés, en incluant les applicateurs et les producteurs. Concernant la pollution de l'eau, les groupes régionaux placés sous l'autorité des préfets de région et réunissant les administrations ainsi que tous les autres acteurs concernés, doivent mettre en place les actions de conseil sur des bassins versants jugés prioritaires. Ces groupes sont animés par les directions régionales de l'agriculture et/ou les directions régionales de l'environnement.

Information: Le MATE réalise un inventaire des principaux rejets industriels en France, qui reprend notamment les rejets de produits chimiques. L'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) a débuté la réalisation de fiches de données toxicologiques et environnementales sur des produits chimiques. Par ailleurs, l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) produit depuis plusieurs années des fiches de toxicologie de produits chimiques.

Enfin, la France a réalisé un « profil pays », suite à une demande du Forum interGouvernemental sur la sécurité chimique, afin d'évaluer les capacités nationales de gestion des produits chimiques. La principale source de données concernant les propriétés des substances chimiques est, pour la France, la base de données européenne IUCLID (International uniform chemical database).

Recherche et technologies: Il existe des moyens de recherche nationaux publics - INERIS, INRS, INRA - ou privés ainsi que diverses associations d'industriels. Dans le domaine des produits phytopharmaceutiques, qui font l'objet au niveau européen de la directive du Conseil 91/414/CEE, la France a été nommée rapporteur pour un certain nombre de substances sur les 89 de la première liste adoptée en 1993 en vue d'un réexamen. L'ensemble des monographies à charge de la France en liste I a été rédigé. Les autres substances sont en cours d'examen. En ce qui concerne l'évaluation des risques des substances chimiques qui font l'objet au niveau européen du règlement du Conseil 793/93/CEE, la France a été désignée rapporteur de 14 substances sur un total d'environ 150 adoptées en quatre listes en 1994, 1995, 1996 et 2000.

Financement: Les industriels financent les essais relatifs à la toxicité et à la dangerosité des produits chimiques. L'administration, quant à elle, prend en charge l'évaluation de ces mêmes produits. Les coûts sont donc partagés.

Coopération: La France collabore aux travaux de l'Union européenne, de l'OCDE, des conventions internationales relatives à la protection des milieux marins qui la concernent (Atlantique Nord-Est avec la convention internationale réglementant la Mer du Nord et l'Atlantique Nord-Est (OSPAR), Méditerranée, etc.) ainsi qu'à la gestion du protocole de Montréal (protection de la couche d'ozone). Sa collaboration au sein de l'Union européenne pour l'évaluation des risques des substances est détaillée ci-dessus. La France participe au Forum interGouvernemental sur la sécurité chimique. Elle a par ailleurs adopté la déclaration de Bahia sur la sécurité chimique (octobre 2000).

* * *

CHAPITRES 20 A 22: GESTION ECOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DES DECHETS DANGEREUX, DES DECHETS SOLIDES, DES DECHETS RADIOACTIFS

Prise de décisions: *Organismes:* Le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement définit la politique de gestion des déchets. L'ADEME assure le rôle d'agence d'objectifs pour la thématique de la gestion des déchets. Son action s'inscrit dans le cadre de la loi sur les déchets de 1992. Le suivi de la gestion et le devenir des déchets radioactifs sont du ressort de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA).

Législation et réglementations: La loi du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets (loi « déchets ») a été adoptée afin de faire face aux difficultés croissantes liées à l'élimination des déchets, du fait de l'augmentation de leur volume et de leur nocivité et des exigences plus fortes de nos concitoyens en la matière. Elle vise à :

- prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits ;
- organiser et limiter, en distance et en volume, le transport des déchets ;
- valoriser le plus possible les déchets par réemploi, recyclage des matériaux ou récupération de l'énergie ;
- assurer l'information du public dans ce domaine.

Pour y parvenir, la loi institue diverses mesures et instruments portant essentiellement sur :

- la limitation, à compter du 1er juillet 2002, du stockage aux seuls déchets ultimes² ;
- la mise en place de plans d'élimination des déchets ;
- l'information des citoyens sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets ;
- la transparence des conditions d'exploitation des sites de stockage ;
- la constitution de garanties financières de la part des exploitants permettant, le cas échéant, de financer la surveillance du site, les interventions en cas d'accident ou de pollution, la remise en état du site après exploitation ;
- le renforcement des dispositions pénales.

L'accompagnement de ces mesures est assuré par un financement à la politique de modernisation, assuré par l'ADEME pour l'aide aux innovations. La TGAP inclut la taxation du stockage des déchets ménagers et assimilés et de l'élimination des déchets dangereux.

Déchets dangereux: Des plans régionaux d'élimination des déchets industriels spéciaux ont été institués (loi « déchets ») et proposent des modes de gestion pour ces déchets. Des centres de stockage spéciaux (centre de stockage de classe I) sont prévus pour recevoir les déchets spéciaux une fois stabilisés.

Déchets solides (ménagers et assimilés): Une deuxième génération de plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés voit le jour (prévus par la loi déchets). En effet, la première génération des plans publiés préconisait un recours trop important à l'incinération, au détriment des objectifs de recyclage en amont. Ces nouveaux plans doivent :

- agir de façon plus volontaire sur la réduction de la production de déchets,
- intégrer davantage de recyclage matière et organique,
- limiter le dimensionnement des incinérateurs à la fraction résiduelle après recyclage, lorsqu'une valorisation énergétique est possible,
- renforcer la concertation locale.

Il est proposé dans ce cadre un objectif national de collecte en vue de la valorisation matière d'au moins la moitié des déchets collectés au titre du service public d'élimination des déchets ménagers.

² Déchet ultime : au sens de la loi du 13/07/92 «qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux».

Déchets radioactifs: Selon le niveau de radioactivité des déchets, leur gestion relève soit de la réglementation au titre des installations nucléaires de base, soit, pour le déchets de plus faible radioactivité, de la réglementation sur les installations classées. La gestion des déchets radioactifs de très faible activité s'inscrit dans le cadre défini par la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux. Cette loi pose comme principes de base la responsabilité des producteurs de déchets, la traçabilité de ces déchets et la nécessité d'informer le public. La gestion des déchets radioactifs provenant des installations nucléaires de base repose sur un cadre réglementaire strict, précisé par un arrêté du 31 décembre 1999 fixant la réglementation technique générale destinée à prévenir et limiter les nuisances et les risques externes résultant de l'exploitation des installations nucléaires de base.

Programmes et projets:

Déchets dangereux : L'élimination des déchets dangereux est assurée par plusieurs filières : élimination interne (par les producteurs de ces déchets) et élimination en centres collectifs (traitement physico-chimique, incinération et centre de stockage pour déchets ultimes stabilisés).

Déchets solides (ménagers et assimilés): Depuis 1998, les pouvoirs publics, et notamment l'ADEME, ont intensifié leurs actions en faveur de la réduction de la production des déchets suivant plusieurs axes : éco-conception des produits ; éco-conception des procédés ; évolution des comportements ; labellisation des produits ; management environnemental. Les moyens mis en œuvre ont porté sur : le soutien à la recherche et au développement ; le soutien à des opérations exemplaires ; l'information des acteurs et du public. Parallèlement, l'ADEME conduit des actions pour favoriser la prévention des déchets et des pollutions en entreprise, et notamment les actions suivantes : soutien à plusieurs dizaines de projets de développement et de mise en œuvre de technologies plus propres et plus sobres réduisant la production de déchets ; publication d'un recueil de procédés faisant appel à des technologies propres et sobres ; développement du plan « environnement entreprise » (PEE), destiné au management environnemental des sites industriels ; soutien individuel ou dans le cadre d'opérations collectives de près de 500 entreprises pour la mise en œuvre d'une démarche de management environnemental pouvant aller vers la certification.

Concernant plus particulièrement les emballages, la réduction à la source apparaît essentielle : les efforts des professionnels en matière d'éco-conception, les travaux du Conseil national de l'emballage, les catalogues de la prévention des déchets d'emballages ont d'ores et déjà permis de progresser. En outre, le décret n°98-638 du 20 juillet 1998 relatif à la prise en compte des exigences liées à l'environnement dans la conception et la fabrication des emballages, impose aux fabricants d'emballages des exigences portant d'une part sur les teneurs en métaux lourds, d'autre part sur la fabrication, la composition et le caractère valorisable des emballages, intégrant notamment la minimisation du poids et du volume de l'emballage et de l'utilisation de substances dangereuses. Par ailleurs, en vertu du décret du 1^{er} avril 1992, les producteurs ou importateurs ou les responsables de la mise sur le marché des produits emballés destinés aux ménages sont responsables de la valorisation de ces emballages devenus déchets. Ils peuvent se décharger de cette responsabilité en adhérant à un organisme agréé (Eco-emballages, Adelphi) et en versant une contribution. Ces organismes reversent ensuite les contributions aux collectivités sous la forme d'un soutien à la tonne triée, d'une aide à la valorisation énergétique et d'une aide à la communication sur la collecte sélective. Les objectifs français en accord avec les directives européennes en matière d'emballages sont des taux de valorisation globale de 50 à 65 % dont 25 à 45 % de recyclage avec un minimum de 15 % d'emballages recyclés dans chaque filière atteint en 2001.

L'élimination des déchets industriels banals (DIB) relève de la responsabilité des entreprises qui les produisent. Afin d'aider les entreprises à mieux les gérer, L'ADEME a mis en place un dispositif complet de soutien technique et financier aux entreprises.

L'année 2000 a vu la signature d'un accord-cadre, associé à un programme d'actions, entre l'ADEME, les CCI et les Chambres de métiers visant la mise en place de chargés de missions « déchets » dans les organismes consulaires et le pilotage de leurs activités. L'ADEME a également lancé en 2000 une étude-bilan des opérations de gestion collective destinée à informer les porteurs de projets sur les facteurs de succès et d'échec de ce type de démarche. Parallèlement, elle conduit aussi une analyse qui vise à éclairer les entreprises sur leur coût complet de gestion des

déchets. Enfin, deux nouveaux outils d'aide sont développés : un outil d'auto-diagnostic déchet et un outil d'aide à la communication interne en vue du tri.

Des actions sont menées pour la suppression des décharges non réglementaires. Parmi les actions de l'Etat, on peut citer la promotion menée en faveur des déchetteries, qui permettent en permanence un dépôt sélectif des déchets par les particuliers, en vue du traitement. Elles limitent de ce fait les dépôts sauvages. Par ailleurs, le ministère chargé de l'environnement a demandé d'introduire dans les plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés un volet spécifique "recensement et résorption des décharges brutes.

Depuis 1990, l'élimination des déchets d'activités de soins, produits tant par les établissements de santé que par les professionnels de santé en exercice libéral, s'organise dans le cadre de plans régionaux. La réglementation de l'élimination des déchets d'activités de soins à risque infectieux a été précisée et renforcée par un décret de novembre 1997. Les professionnels de l'industrie pharmaceutique ont constitué l'association CYCLAMED, par l'intermédiaire de laquelle ils organisent la récupération des médicaments non utilisés et de leurs emballages.

Déchets radioactifs: Des déchets de très faible activité ont été produits dans le passé en très grande quantité lors de l'exploitation des mines d'uranium françaises. Il est prévu de réaménager les sites miniers où ils sont entreposés, en utilisant au mieux les caractéristiques des résidus (faible solubilité et faible perméabilité) et en visant une stabilité à long terme qui ne dépendra pas d'un entretien fréquent ni d'une surveillance constante. Les déchets de très faible activité proviennent aujourd'hui essentiellement du démantèlement des installations nucléaires ou des sites industriels classiques. L'investissement le plus important en cours en la matière est la création d'un centre de stockage de déchets très faiblement actifs par un GIE (groupement d'intérêt économique) entre l'ANDRA et France Déchets, Omégatech.

Un concept spécifique de stockage pour les déchets de faible activité à vie longue est actuellement étudié par l'ANDRA. Un investissement est prévu pour créer un tel stockage, qui relèvera de la réglementation relative aux Installations nucléaires de base, mais pas avant 2005.

La solution technique généralement adoptée pour les déchets de faible et moyenne activité à vie courte est l'évacuation, directe ou après traitement par incinération ou fusion, vers un centre de stockage en surface, où les colis de déchets sont déposés dans des ouvrages bétonnés.

Des recherches importantes pour l'élimination des déchets de haute activité et des déchets de moyenne activité à vie longue, actuellement entreposés sur les sites de production, sont menées suivant les axes définis par la loi 91-1381 du 30 décembre 1991 sur les déchets radioactifs (article L542 du code de l'environnement). Des efforts importants de recherche et développement sont en effet consentis sur les trois axes définis par cette loi : séparation des radionucléides et transmutation dans le but d'en réduire la toxicité ; stockage géologique profond ; entreposage de longue durée. Concernant le stockage géologique profond, un premier laboratoire d'étude a été décidé. Les pouvoirs publics ont indiqué que cette étude devait travailler sur l'hypothèse de réversibilité de ce stockage.

Etat de la situation: La production totale de déchets en France est d'environ 630 millions de tonnes.

Déchets dangereux: La production des déchets industriels spéciaux est estimée à environ 7 millions de tonnes (ADEME).

Déchets solides (ménagers et assimilés) : La production de déchets ménagers et assimilés avoisine les 150 millions de tonnes. 60 % sont mis en décharge, 35 % sont valorisés (incinération avec récupération de l'énergie produite, valorisation matière). La production des déchets inertes (mines, BTP, carrières) atteint les 100 millions de tonnes. Globalement, la production française de DIB s'élève à environ 100 millions de tonnes par an. 63 % des DIB sont valorisés, soit par recyclage (49 %), soit par incinération avec récupération de l'énergie produite (14 %). Entre 1994 et 1999, le tonnage total d'emballages ménagers mis sur le marché a progressé de 12 %.

Déchets radioactifs : Les activités nucléaires engendrent chaque année 65 000 tonnes de déchets radioactifs, ce qui représente une part relativement faible par rapport aux 580 millions de déchets de tous ordres qu'elle produit annuellement. Sur les 65 000 tonnes de déchets radioactifs produits, 5 000 tonnes ont une longue durée de vie et 1 000 tonnes sont de haute activité.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Le décret du 29 décembre 1993, fixant certaines modalités d'exercice du droit à l'information sur les déchets, prescrit la création, sur tout site de traitement ou de stockage de déchets, d'une commission locale d'information et de surveillance en vue d'assurer la participation et la pleine information des riverains et d'associations.

Le public a accès à un rapport annuel sur le fonctionnement des installations d'élimination des déchets. Des observatoires des actions de valorisation et de gestion constitués pour certaines filières de déchets (exemple : déchets d'emballage, pile...) produisent des rapports annuels.

Déchets solides (ménagers et assimilés): Le MATE a mené en 1998 une campagne nationale sur les déchets « Moins de déchets, plus de recyclage ».

Déchets radioactifs: L'ANDRA publie chaque année un inventaire national de tous les dépôts de déchets radioactifs.

Information:

Déchets dangereux: Aucune information disponible.

Déchets solides: Aucune information disponible.

Déchets radioactifs: Aucune information disponible.

Recherche et technologies: Pour ces deux sections, voir sites Internet de l'ADEME (www.ademe.fr), de l'ANDRA (www.andra.fr), et des ministères chargés de l'environnement (www.environnement.gouv.fr) et de l'industrie (www.industrie.gouv.fr).

Financement:

Déchets dangereux: Les principaux investissements pour les années 2000-2001 dans le domaine de l'incinération de déchets industriels spéciaux s'élèvent à 750 millions de francs. Il n'y a pas de projet important pour 2002 sur la filière incinération. Les centres de stockage de déchets ultimes stabilisés ont fait l'objet d'investissements d'un montant de 105 millions de francs pour 2000-2001. En 2002, il est prévu pour 55 millions de francs d'investissement. Une taxe sur les déchets industriels spéciaux, créée en 1995, a financé la résorption des sites pollués « orphelins », c'est à dire ceux pour lesquels les procédures réglementaires ne permettent plus de faire payer un responsable solvable. Aujourd'hui, 70 sites sont concernés sur 3000 identifiés comme appelant une action. En 2000, les crédits de l'ADEME pour cette résorption des sites orphelins ont mobilisés 100 millions de francs. La taxe sur l'élimination des DIS constitue l'une des assiettes de la TGAP.

Déchets solides (ménagers et assimilés): En 2000, le montant des investissements des collectivités ou de leurs délégataires aidés par l'ADEME s'est élevé à 5 200 millions de francs. Depuis le 1er janvier 1999, un taux réduit de TVA à 5,5 %, est applicable aux opérations de collecte, de tri et de traitement des déchets, ce qui a incité les collectivités locales à s'orienter davantage vers le recyclage. Cette disposition ne s'applique en effet que lorsque les collectivités locales ont contracté avec un organisme agréé par les pouvoirs publics (Adelphe ou Eco-Emballages), pour la mise en place d'une collecte multimatériaux. Les régimes d'aide de l'ADEME pour la modernisation de la gestion des déchets permettent de soutenir: la recherche sur le traitement des déchets, le développement des techniques innovantes, la réalisation d'équipements de traitement, l'aide aux communes accueillant sur leur territoire une installation intercommunale de traitement.

Déchets radioactifs: Aucune information disponible.

Financement:

Déchets dangereux: Aucune information disponible.

Déchets solides: Aucune information disponible.

Déchets radioactifs: Aucune information disponible.

Coopération:

Déchets dangereux: La convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination a été signée en 1989 et ratifiée en 1992. À la suite de la convention de Bâle, un règlement communautaire pour renforcer le contrôle des transferts frontaliers de déchets (259/93 du 1^{er} février 1993) a été mis en application le 6 mai 1994. Ce règlement est périodiquement adapté aux décisions de la convention de Bâle.

Déchets radioactifs: La gestion des déchets radioactifs constitue un domaine privilégié de coopération

internationale. Informations et expériences s'échangent au sein des organismes internationaux tels que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ou l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE). La convention AIEA sur la sûreté et la gestion des déchets radioactifs a été ratifiée par la France en 2001. La France participe activement à la coopération technique instituée dans le cadre des Communautés européennes (EURATOM).

* * *

Les divers chapitres de ce rapport rendent compte du rôle de plusieurs des principaux groupes. Voir notamment les chapitres concernant les groupes suivants :

- *les enfants et les jeunes : chapitre 36,*
- *les collectivités locales : chapitres 7 et 10,*
- *le commerce et l'industrie : chapitres " industrie " et " tourisme ",*
- *la communauté scientifique et technique : chapitre 35,*
- *les agriculteurs : chapitre 14.*

Deux autres principaux groupes, pour lesquels les divers chapitres du rapport n'apportent pas d'éclairage suffisants sont traités dans les sections suivantes :

- *les femmes,*
- *les Organisations non gouvernementales.*

En ce qui concerne les populations autochtones, elles participent pleinement aux processus nationaux et aux stratégies de gestions des ressources, aux échelons national et local au même titre que les autres populations.

Femmes

Prise de décisions : *Organismes:* La France a mis en place un observatoire de la parité entre les hommes et les femmes, investi d'une triple mission : identification de l'existant, conseil auprès des pouvoirs publics ainsi que des acteurs politiques économiques et sociaux, recommandations et propositions de réformes législatives et réglementaires.

Législation et réglementation: La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été signée le 17/7/1980 et ratifiée le 14/12/1983.

Pour répondre à une exigence fondamentale de la démocratie, il est apparu nécessaire d'introduire une révision constitutionnelle afin de favoriser la participation des femmes à la vie politique du pays. L'article 3 de la constitution de 1958 a été complété par un dernier alinéa : " la loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives ". A l'article 4 relatifs aux partis et groupements politiques a été ajouté l'alinéa suivant : " Ils contribuent à la mise en œuvre du principe énoncé au dernier alinéa dans les conditions déterminées par la loi ".

Programmes et projets: Les mesures mises en place par les pouvoirs publics français afin d'accélérer la réalisation de l'égalité de fait entre les femmes et les hommes concernent le secteur de l'emploi et de l'égalité professionnelle. Ainsi, pour 1999, la plan national d'action pour l'emploi français a dégagé plusieurs axes prioritaires:

- La lutte contre la discrimination entre femmes et les hommes. Les mesures s'articulent autour de 4 axes : formation initiale, accès des femmes à l'emploi, femmes dans l'emploi e femmes dans la fonction publique.
- La conciliation vie familiale/vie professionnelle avec deux axes d'intervention : diversification des modes d'accueil d'enfants et articulation des temps professionnels et familiaux.
- La réintégration dans la vie active (FIFF).

Dans le secteur de l'éducation, une " convention pour la promotion de l'égalité des chances entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif " a été signée.

Etat de la situation : Des progrès restent à faire en termes d'égalité des chances: la part des femmes dans la population active est en augmentation constante mais leur taux de chômage est supérieur à celui des hommes. La proportion des femmes chefs d'entreprises de 10 salariés et plus est de 20,4 % mais elle est de 30,9% parmi les artisans, commerçants et chefs d'entreprises. La proportion de filles dans l'enseignement du second degré est de 54,7 % et de 22,4 % dans la délivrance de diplômes d'ingénieur. Les femmes constituent 53 % du corps électoral, mais 10,9 % des députés, 21,7 % des conseillers municipaux et 7,6 % des maires.

Le pourcentage de femmes dans la conduite des affaires publiques est passé de 9 à 11 % entre 1992 et 1996. Sur la même période, le pourcentage de femmes au parlement es passé de 6,2 à 5.9% et au niveau des collectivités locales, de 10,15 à 10,8%.

Coopération: Pour ces sections, voir sites des ministères chargés de la solidarité, de l'éducation nationale, de la recherche, ainsi que des affaires étrangères.

Organisations non gouvernementales:

Prise de décisions : La plupart des ministères techniques conduisent la politique publique vis-à-vis des ONG actives dans leurs domaines de compétences. Le ministère chargé de l'environnement est particulièrement chargé de la politique à l'égard des ONG actives dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable.

Programmes et projets: L'assistance aux associations de protection de l'environnement comprend des appuis de natures diverses, comme l'attribution de postes FONJEP et de subventions, mais aussi des conseils dans l'élaboration de dossiers techniques pour le Fonds national de Développement à la vie associative ainsi que des démarches de parrainage. Pour promouvoir l'emploi associatif, le budget 2000 du MATE a autorisé la création de nouveaux postes FONJEP et le maintien de l'accompagnement du plan emplois-jeunes auprès des organismes signataires d'accords-cadres. La circulaire du 1^{er} décembre 2000 instaure la contractualisation pluriannuelle entre l'Etat et ses partenaires associatifs. Dans l'esprit de la conférence de Stockholm en 1972, et de Rio en 1992, des associations et organisations syndicales se sont rassemblées afin de préparer le Sommet Mondial du Développement Durable qui aura lieu en Afrique du Sud en septembre 2002. Les organismes membres du Collectif français "Jo'burg 2002", près d'une cinquantaine à ce jour, s'inscrivent dans une double démarche : la réalisation de projets dans le cadre de la campagne "La Terre, l'affaire du siècle !" d'une part, et d'autre part la participation aux groupes de travail du Collectif (groupe "animation et communication"; groupe "relations internationales et déclaration"; groupe "relations institutionnelles et lobbying"; groupe "éducation au développement durable"; et groupe "action décentralisée"). Les organisations ont proposé des projets de communication et de sensibilisation du public s'inscrivant dans cette campagne.

Etat de la situation: Le MATE a instauré des rencontres thématiques avec les associations pendant plusieurs années : les entretiens de Ségur. De par la loi, l'ensemble des ONG sont associées aux études d'impact aux niveaux national et local. De très nombreux mécanismes sectoriels ou thématiques nationaux ou locaux comprennent la participation institutionnelle des ONG, tels que le Comité Eco-Labels, le Conseil national pour la protection de la nature, le Conseil National du Bruit, les Comités de Massif (aménagement de la montagne), les Commissions départementales des sites, etc... Par ailleurs, de très nombreuses initiatives sont menées par les collectivités locales en matière de "coopération décentralisée".

Coopération : Pour ces sections, voir principalement le site du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement (MATE) et celui du ministère des affaires étrangères (MAE).

* * *

Ce sujet a été traité sous la rubrique « financement » dans les différents chapitres. On présente sommairement ici les politiques financières nationales.

Prise de décisions : Les entités Gouvernementales chargées du dossier sont le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, ainsi que le ministère des Affaires étrangères.

Programmes et projets: Il existe en France de nombreux instruments économiques à objectifs environnementaux. Voir les autres chapitres (*agriculture, déchets, etc.*). La réallocation des ressources dans un sens plus favorable au développement durable a été entamée par la réforme fiscale. L'entrée en vigueur de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) en 1999 va dans ce sens. Elle a pour but de renforcer et de mieux appliquer le principe «pollueur-payeur». L'introduction de la TGAP constitue une première étape vers la mise en œuvre d'une fiscalité environnementale véritablement incitative. Le mécanisme de la TGAP conduit en effet à séparer le niveau de la taxe du montant des ressources nécessaires pour financer la réparation des dommages causés à l'environnement par les activités polluantes visées. L'instauration de la TGAP est aussi un premier pas vers la création d'une éco-taxe. En 1999, la TGAP reprenait cinq taxes existantes : taxe sur le traitement et le stockage des déchets industriels spéciaux, taxe parafiscale sur la pollution atmosphérique, taxe parafiscale sur les huiles de base, taxe d'atténuation des nuisances sonores et taxe sur le stockage des déchets ménagers et assimilés. Le sujet a beaucoup progressé en 1999 avec l'institution de la TGAP sur des produits affectant la ressource en eau, tels les lessives, les granulats, les agents phytosanitaires.

Par ailleurs, il existe d'autres mesures fiscales favorables à la protection de l'environnement, concernant notamment l'utilisation des véhicules propres et les biocarburants.

S'agissant des entreprises grandes consommatrices d'énergie, une concertation avec les industriels français a été engagée sur d'autres instruments économiques qui font l'objet de propositions dans les enceintes internationales. On peut rappeler que la Commission européenne a adopté une proposition de directive fixant un cadre harmonisé pour l'échange de droits d'émissions de gaz à effet de serre, qui serait obligatoire à partir de 2005.

Etat de la situation: Avec 156 milliards de francs en 1999, contre 151,3 en 1998, la dépense de protection de l'environnement croît de plus de 3,4 %. Ce montant représente l'agrégation des dépenses estimées pour les différents domaines de l'environnement : la gestion des eaux usées et des déchets, la protection de l'air, la lutte contre le bruit, la protection de la biodiversité et des paysages. Les deux premiers domaines (eaux usées et déchets) représentent, à eux seuls, les trois quarts de cette dépense. L'emploi environnemental reste quasiment stable par rapport à 1998 et représente environ 309 000 personnes.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: La Commission des comptes et de l'économie de l'environnement assure le rassemblement, l'analyse et la publication de données et des comptes économiques qui décrivent : les activités, donc les dépenses, de protection et de mise en valeur de l'environnement ; les impacts sur l'environnement des activités des différents secteurs économiques ; les ressources et le patrimoine naturels.

Information: La volonté de transparence et de concertation qui anime et guide le Gouvernement français dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des mesures visant à infléchir dans une perspective durable l'ensemble des politiques sectorielles, se concrétise par la diffusion et une mise à disposition élargie d'informations et de renseignements relatifs au développement durable dans l'ensemble de ses dimensions et, en particulier aux modalités de son financement. Ces informations sont disponibles, notamment, sur les différents sites Internet des principaux ministères concernés, ainsi que sur les sites des opérateurs associés aux ministères dans le domaine de la coopération au développement: - ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement : www.environnement.gouv.fr - ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie : www.finances.gouv.fr - ministère des Affaires étrangères www.diplomatie.gouv.fr - - Fonds français pour l'environnement mondial: www.ffem.net - Agence française de développement: www.afd.fr

Recherche et technologies: *Pour une information détaillée sur les recherches et technologies, se référer aux sites Internet des ministères chargés de l'économie (www.finances.gouv.fr) et de l'environnement (www.environnement.gouv.fr).*

Coopération: La France est le 4^{ème} contributeur (environ 7 %) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur la période 1998-2001. Sa contribution s'élève à 862 millions de francs.

Le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) a été créé en 1994 par la France pour permettre une meilleure prise en compte de l'environnement mondial et créer une dynamique dans le dispositif de coopération bilatérale française. Il intervient dans les domaines de l'effet de serre, de la biodiversité et des eaux internationales. Les dons du FFEM financent exclusivement le coût additionnel imputable à la prise en compte de la protection de l'environnement global par le projet considéré. Les ressources du FFEM étaient de 440 millions de francs pour la période 1999-2002. A la fin 2000, 99 projets étaient instruits ou en cours, représentant un montant potentiel de 757 millions de francs. La France met également en œuvre via le FFEM, une part de ses contributions au fonds multilatéral du protocole de Montréal. Sur la période 2000-2002, la France contribue annuellement au fonds multilatéral du protocole à hauteur de 203 millions de francs.

* * *

Prise de décisions: La recherche publique sur le développement durable est pour l'essentiel réalisée au sein d'un ensemble très ramifié et diversifié d'établissements scientifiques :

- les établissements de recherche sectorielle dont certains thèmes relèvent du développement durable (CEMAGREF, BRGM, INRA, MNHN, IRD, CIRAD, IFREMER, IFP, INRETS, Institut du développement durable...) pour lesquels la contractualisation avec l'Etat constitue un outil de concertation et d'orientation privilégié.
- les instituts à caractère pluridisciplinaires qui prennent en charge des thématiques du développement durable à l'occasion de programmes de recherche intégrés (CNRS, Universités,...).
- des agences d'objectifs dont les missions déléguées permettent l'intégration sur le plus long terme de la dimension propre du développement durable (ADEME, ANVAR).

S'il n'y a pas, à ce jour, en France d'instance unique de concertation entre les pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs de la recherche concernés, il existe en revanche un dispositif permettant de faire transiter les enseignements et résultats de la recherche auprès des décideurs. Ce dispositif résulte, d'une part, de la concertation étroite qui existe entre l'État et les établissements publics que sont les organismes de recherche et les universités, par le biais de la contractualisation et, d'autre part, du processus en gestation de l'expertise collective, qui consiste à faire appel aux ressources et connaissances pertinentes déjà recueillies et publiées que détiennent les chercheurs à propos d'une situation ou d'une question donnée à résoudre.

Le Comité interministériel de la recherche scientifique et technologique définit les grandes priorités en matière de recherche scientifique.

Programmes et projets: Le projet de budget civil de recherche et développement (BCRD) pour 2002 s'élève à 57,2 milliards de francs. Il permet de donner un nouvel essor à la recherche publique et de traduire concrètement les orientations du ministère. Celles-ci s'articulent autour de cinq axes majeurs : conduire une politique de l'emploi scientifique ; attirer les jeunes vers la recherche ; renforcer les moyens de fonctionnement et d'investissement de la recherche publique ; développer les champs disciplinaires prioritaires ; soutenir la recherche industrielle et l'innovation.

L'environnement, l'énergie et le développement durable figurent parmi les priorités de la politique nationale de recherche, telles qu'elles ont été définies par le comité interministériel de la recherche, de la science et de la technologie. Les recherches dans ce domaine disposent de près de 10 milliards de francs et représentent désormais le deuxième poste de dépenses du BCRD : 16 % du BCRD. En particulier, un effort sera fait sur les recherches sur l'effet de serre et le changement climatique, sur l'observation de la Terre et la surveillance de l'environnement, sur la préservation des ressources naturelles comme l'eau, sur les énergies alternatives, sur les modes de transports, etc. On signalera en particulier:

- La mise en place auprès du ministère de la Recherche d'un Conseil de la recherche sur le changement climatique et le développement durable (CRCCDD), créé en 2001.
- Le renforcement des actions concertées incitatives (ACI) : « Système Terre », « Catastrophe naturelles », « Eau », « Ecologie quantitative » et « Observation de la Terre » (ACI lancée en 2001) dont le budget global dépassera 35 millions de francs en 2002.
- Une meilleure structuration interdisciplinaire des activités de recherche sur l'environnement, avec deux dispositifs. D'une part, les Instituts fédératifs de recherche en environnement (IFRE), qui fédèrent les compétences des organismes de recherche et des universités sur des projets scientifiques interdisciplinaires. D'autre part, les Observatoires de recherche en environnement (ORE), qui doivent permettre d'accumuler des données scientifiques permettant de modéliser sur le long terme la dynamique d'évolution de notre environnement, tout en procédant à des expérimentations.
- L'existence depuis l'automne 2000 de trois réseaux de recherche et d'innovation technologique consacrés à l'environnement : le réseau « Eau et technologies de l'environnement », le réseau « Terre et Espace » et le réseau « Pollutions marines accidentelles et conséquences écologiques sur le littoral ».
- Le renforcement des moyens du ministère de l'Environnement. La dotation du BCRD à ce ministère augmente de 17 % en 2002. Le BCRD subventionne notamment l'IPSN (l'Institut de protection et de sûreté nucléaire), qui deviendra bientôt l'IRSN (Institut national de radioprotection et de sûreté nucléaire) qui

mène des recherches sur les risques du nucléaire (sûreté des installations, des transports et radioprotection) : sa dotation augmente de 18,8 % en 2002. Le BCRD finance également des recherches consacrées à la prévention de la pollution atmosphérique, à la gestion des ressources en eau et à la préservation du milieu naturel.

De nombreux organismes interviennent dans la recherche sur l'environnement, l'énergie et le développement durable : le CNRS, en particulier avec l'INSU (Institut national des sciences de l'univers), l'IFREMER, l'INRA (qui mobilise 23 % de ses effectifs sur l'axe prioritaire « améliorer le cadre de vie, préserver l'environnement et produire durablement », avec un budget de 120 millions de francs), le CNES (qui consacre un budget annuel de 310 millions de francs à faire de sa compétence sur l'espace un outil au service de la compréhension et de la préservation des ressources naturelles), le CEA (le contrat pluriannuel 2001-2004 Etat-CEA inscrit comme prioritaire les recherches sur les énergies alternatives), l'ADEME, l'INRETS (recherches sur la pollution, la réduction des gaz à effet de serre et les véhicules de transport propres), le LCPC. De même, le troisième PREDIT (2002-2006) sera consacré à la thématique énergie-environnement.

Etat de la situation: En 1998, on dénombrait 155 000 chercheurs et ingénieurs. Moins de 4 000 chercheurs travaillaient spécifiquement sur l'environnement (en 1994).

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Le dialogue entre la communauté scientifique, les pouvoirs publics et le public en général s'exerce au niveau de la diffusion et de la valorisation des acquis de la recherche au plan opérationnel et au travers du tissu social. La stratégie nationale à cet égard consiste dans:

- l'amélioration du dialogue régional, par la création de centres de compétences thématiques, la délocalisation de certains organismes spécialisés, la contractualisation Etat-régions ;
- le transfert de savoir grâce à l'exceptionnel lien entre l'enseignement et la recherche dont l'extension des modalités d'échanges est à promouvoir ;
- la stimulation de la fonction d'expertise chez les chercheurs publics ;
- l'incitation à une recherche prénormative de qualité ;
- la promotion d'une recherche technologique pertinente et performante.

Le ministère de la Recherche possède une Mission de la culture et de l'information scientifiques et techniques et des musées, qui a pour vocation de sensibiliser le public aux sciences et aux techniques, notamment par l'organisation de la Fête de la Science, de développer et mettre en valeur le patrimoine scientifique et technique, de veiller à la mesure et à la structuration des résultats de la recherche, à leur exploitation et à leur diffusion auprès des différents publics, ainsi que d'assurer la tutelle des musées dépendant du ministère.

La « fête de la science » est une manifestation décentralisée pendant laquelle les jeunes et le grand public découvrent le monde de la science et rencontrent les hommes et les femmes de la recherche scientifique.

Information: Aucune information disponible.

Recherche et technologies: *Pour plus de détail sur ces deux sections, se référer au site Internet du ministère chargé de la recherche (www.recherche.gouv.fr).*

Financement: Le budget civil de recherche et développement (BCRD) est l'instrument interministériel qui permet de centraliser la répartition des financements publics de recherche. Le BCRD 2002 représente 57,2 milliards de francs. En 2000, il représentait 55,5 milliards de francs. 40,1 milliards étaient destinés au ministère de la Recherche (dont 7,3% sont consacrés à l'environnement – climat, milieux naturels, Terre – et 7,9% à l'énergie, y compris nucléaire) et 15,4 milliards aux autres ministères (dont 0,5% sont gérés par le ministère de l'Environnement). Le ministère de la recherche a consacré en particulier 700 millions de francs au Fonds national de la science (FNS), qui permet de lancer des initiatives essentiellement sous la forme d'actions concertées incitatives (ACI). 33 millions de francs ont été attribués aux « sciences de la planète et de l'environnement ».

Le développement durable est par ailleurs une composante majeure de la définition des actions du CIRAD (budget de 1,1 milliard de francs dont 75% sont consacrés au développement durable), de l'IRD (1,2 milliards de francs dont 50% consacrés au développement durable) et de l'INRA (3,8 milliards de francs dont 20% sont consacrés au développement durable).

Coopération : Pour plus de détail sur cette, se référer au site Internet du ministère chargé de la recherche (www.recherche.gouv.fr).

* * *

CHAPITRE 36: PROMOTION DE L'EDUCATION, DE LA SENSIBILISATION DU PUBLIC ET DE LA FORMATION

Ce sujet a également été traité sous la rubrique « Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation » des différents chapitres

Prise de décisions: *Organismes:* Il s'agit des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'environnement, de l'agriculture et de la pêche, de la jeunesse et des sports, de la culture et de la ville.

Législation et réglementations : Au travers du volet formation du Projet de loi de Modernisation Sociale (PLMS), la France affiche sa volonté de développer plus avant aujourd'hui le « droit à une formation tout au long de la vie » et instaure un « droit de faire reconnaître son expérience en vue de l'acquisition d'un diplôme » (validation des acquis de l'expérience ...). Cette évolution législative pourrait être confortée par la mise en œuvre des recommandations d'un rapport du Commissariat Général au Plan (« Jeunesse, le devoir d'avenir », février 2001), qui pose le principe d'une « obligation éducative partagée », garantie par l'Etat, et propose la création d'un droit-crédence, basé sur le droit individuel à l'éducation et à la formation tout au long de la vie. La France pourrait également soutenir l'autonomie des jeunes : le Commissariat au plan propose d'accompagner ce capital-formation d'une allocation-formation, afin que le jeune dispose de ressources liées à sa situation propre, dès sa majorité. L'examen de l'aide à l'autonomie des jeunes est prévu par le Gouvernement lors d'une conférence de la famille (Juin 2001).

Le droit à la formation continue est partie intégrante du droit du travail en France et est encadré par l'accord national interprofessionnel (1991) plusieurs fois modifié. La France s'est engagée à faire porter l'effort de sa politique de formation vers l'accompagnement de la mobilité et l'aide aux publics les plus en difficultés, par la réduction des inégalités d'accès à la formation et une discrimination positive en faveur des catégories les moins favorisées (femmes, salariés des PME, non cadres, salariés à statut précaire,...). Ainsi, dès 1998, la France engageait en ce sens une réforme de la formation professionnelle, qui suit trois axes majeurs : création d'un droit effectif à la formation pour chacun ; validation des compétences et des qualifications acquises au cours de la vie professionnelle ; octroi de véritables chances d'accès à la qualification aux demandeurs d'emploi, notamment les plus vulnérables sur le marché du travail..

Participation des groupes principaux : Les collectivités territoriales, les associations, les entreprises interviennent aussi dans l'éducation à l'environnement. Cette multiplicité des intervenants constitue une richesse ; elle rend néanmoins plus difficile toute tentative de mise en cohérence et entraîne, selon les régions, une certaine disparité dans l'accès à l'éducation à l'environnement.

Programmes et projets: Le MATE a signé des protocoles d'accord avec les autres ministères partenaires, définissant des axes de travail commun (protocole de 1993 avec le ministère de l'Education nationale, de 1990 avec ministère de la Jeunesse et des Sports). L'introduction de l'environnement dans les programmes scolaires de l'Education nationale, déjà réalisée pour l'enseignement primaire et maternel, ainsi que pour la classe de 6^{ème}, a été achevée pour les classes du premier cycle du collège à la rentrée 1999. Un programme de formation de formateurs et de sensibilisation des enseignants à la dimension prévention des risques majeurs est également mis en œuvre dans ce cadre.

L'enseignement agricole est le premier à avoir modifié ses programmes pour y intégrer l'environnement. Les fermes pédagogiques se développent de plus en plus (1 000 structures recensées). Elles constituent des outils au service de l'éducation, et plus particulièrement des jeunes dans le cadre scolaire et hors scolaire. Un partenariat entre la Bergerie nationale de Rambouillet, les ministères chargés de la justice, de l'éducation nationale, de l'agriculture, de la jeunesse et des sports et de l'environnement a permis la mise en place d'une commission interministérielle dans laquelle chaque ministère s'implique dans une démarche éducative.

Les principaux brevets et diplômes d'Etat délivrés par le ministère de la Jeunesse et des Sports, dans le domaine sportif ou dans celui de l'animation, intègrent la dimension environnement. Un effort tout particulier a été fait en ce qui concerne les BEATEP, brevets d'Etat qui intègrent désormais une spécialisation environnement.

Dans les chantiers de jeunes bénévoles, l'environnement tient une large place. Ces chantiers permettent de redonner vie au patrimoine local et peuvent jouer un rôle pour la sensibilisation des jeunes à la nécessité d'un développement durable. Par ailleurs le MATE est engagé dans une démarche interministérielle de soutien aux chantiers de jeunes pilotée par le ministère de la Jeunesse et des Sports.

Des opérations nationales interministérielles ont été lancées en direction des jeunes : « 1 000 défis pour ma planète », « Adoptez un jardin ».

Des actions de sensibilisation ont été lancées en direction des adultes. Les opérations « Printemps de l'environnement » et « En ville sans ma voiture », la campagne « Merci, dit la planète » (*voir chapitre 4*) ont cet objectif de sensibilisation d'un public plus large que celui qui est habituellement visé par l'action éducative.

Enfin, le MATE soutient la structuration des réseaux associatifs d'éducation à l'environnement dans le cadre du Collectif français pour l'éducation à l'environnement. Il a contribué à la préparation des Assises nationales de l'éducation à l'environnement, puis de Planète II, second forum francophone de l'éducation à l'environnement. Il apporte également un soutien et une contribution à l'orientation de programmes éducatifs pilotés par des associations et, parfois, des entreprises : Comprendre et agir pour l'environnement (programme de production d'outils pédagogiques), Jeunes reporters pour l'environnement, Pavillon bleu d'Europe, les Clés vertes (programmes éducatifs dont l'initiative revient à la Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe).

Il soutient le réseau Citéphile, réseau associatif national sur l'éducation à l'environnement urbain, constitué en 1992 sous l'impulsion des ministères de l'Environnement et de la Jeunesse et des Sports, rejoints par la DIV, les ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale. Citéphile a pour objectif de développer des partenariats pour avoir, sur le terrain, une approche globale de l'éducation à l'environnement urbain croisant les approches sociale, environnementale et culturelle.

Le MATE apporte une aide financière aux associations d'éducation à l'environnement et met en place des conventions pluriannuelles d'objectifs avec ces associations.

Enfin, il soutient la création d'emplois auprès des associations sous la forme de postes FONJEP ou dans le cadre du dispositif « Emplois-jeunes ». Ce dernier a encouragé le développement d'activités en faveur de l'animation, de l'éducation, de la sensibilisation, etc.

Etat de la situation: Le Réseau européen d'évaluation appliquée à l'éducation relative à l'environnement (REVERE) note que l'éducation à l'environnement se caractérise dans tous les pays européens par « l'activisme et la dispersion ». On compte à la fois une multitude de petites initiatives et quelques très grandes actions ponctuelles, de telle sorte qu'il reste encore difficile d'en évaluer l'impact sur l'état d'information de la population jeune ou adulte.

Information: Le Réseau « Ecole et Nature » rassemble des militants associatifs, des animateurs de centres permanents d'initiation à l'environnement (CPIE), des animateurs de centres classes vertes et des représentants d'associations d'éducation populaire. Ce réseau, présent dans les départements, est partie prenante dans les GRAINE (groupes régionaux d'animation et d'initiation à la nature et l'environnement). Au niveau régional, les GRAINE sont partenaires des DIREN, des DRAF, des rectorats, et des conseils régionaux qui financent souvent les opérations. Ces groupes organisent chaque année des rencontres régionales d'éducation à l'environnement ou des formations pour éducateurs. Certains publient des annuaires régionaux de ressources, des catalogues de stages, des bulletins de liaison ou des revues. « Ecole et nature » organise tous les ans des Rencontres Nationales. Il publie une revue d'éducation à l'environnement.

Certaines DIREN publient, à leur tour, des catalogues de ressources en éducation à l'environnement, ressources également indiquées sur les sites Internet « Ecole et nature » et FEED. Un autre réseau associatif, le RéCREE est un dispositif issu du réseau « Ecole et Nature » regroupant 80 centres de ressources en France autour des thématiques de l'éducation à l'environnement.

Recherche et technologies: Aucune information disponible.

Financement: Pour plus d'information sur ces deux sections, se référer aux sites Internet des ministères chargés de l'éducation (www.education.gouv.fr) et de l'environnement (www.environnement.gouv.fr).

Coopération: Le ministère des Affaires étrangères n'a pas une politique spécifique d'éducation et de sensibilisation au développement durable. Cette thématique est cependant souvent intégrée aux projets. Par contre, toutes les campagnes d'éducation au développement menées à l'initiative des ONG françaises depuis Rio et bénéficiant du soutien du MAE, ont intégré la dimension du développement durable. Depuis 4 ans, ces campagnes d'éducation au développement représentent un montant annuel compris entre 12 et 15 millions de francs. Elles s'adressent en général à la fois à la jeunesse et au grand public. Les plus importantes sont «La semaine de la solidarité internationale », organisée par le CRID, « La journée mondiale de l'alimentation » (Comité français de solidarité internationale), la campagne du Comité national de solidarité laïque «Demain, le Monde » et enfin la campagne « Max Havelaar-commerce équitable ». Par ailleurs, la MAE soutient quelques actions au développement menées par des collectivités locales.

* * *

CHAPITRE 37: MECANISMES NATIONAUX ET COOPERATION INTERNATIONALE POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT ET POLITIQUES NATIONALES CONNEXES

Ce sujet a été traité soit au **chapitre 2**, soit sous la rubrique **Coopération** dans les différents chapitres.

L'action de la France est guidée par les grands principes exprimés au sommet de Rio : l'environnement et le développement sont un même sujet, il n'y a de développement que durable. Les actions de coopération associent préoccupations économiques, sociales et environnementales. La France utilise l'ensemble des instruments de son aide au développement pour favoriser le renforcement de capacités nationales. Au plan bilatéral, elle a réformé sa coopération technique de façon à la rendre plus efficace, à développer le partenariat, et à privilégier la formation d'institutions compétentes localement. Au plan multilatéral, elle a soutenu le financement par le FEM d'activités de "développement des capacités". Elle a notamment permis à de nombreux pays de créer leur propre programme de travail dans le cadre des grandes conférences sur l'environnement global. La France essaie de promouvoir les approches régionales chaque fois que cela est nécessaire.

* * *

CHAPITRE 38: ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS INTERNATIONAUX

La France n'est pas véritablement concernée par des actions particulières du système des Nations Unies. La France accueille le bureau « Industrie, Technologie et Economie » du PNUE.

* * *

CHAPITRE 39: INSTRUMENTS ET MECANISMES JURIDIQUES INTERNATIONAUX

La question des instruments juridiques internationaux est traitée dans les chapitres sectoriels pertinent à la rubrique coopérations.

L'inventaire des principaux accords multilatéraux dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable confirme que ce thème constitue désormais l'un des axes majeurs de la diplomatie multilatérale, y compris au niveau communautaire. La France joue dans ce contexte un rôle actif, tant par le nombre élevé des accords auxquels elle est devenue Partie, même si certaines procédures d'adhésion restent à mener à bien³, que par les efforts qu'elle accomplit, sur les plans bilatéral et multilatéral, pour encourager leur mise en oeuvre par ses partenaires du sud.

Climat et protection de l'atmosphère : La France a signé la Convention-Cadre sur le Changement Climatique le 13 juin 1992 à Rio et l'a ratifiée le 25 mars 1994. Elle a signé le protocole de Kyoto le 29 avril 1998 et le Parlement français a voté la loi en autorisant la ratification en juillet 2000. Le dépôt des instruments de ratification devra cependant se faire simultanément avec celui des autres Etats membres de l'Union Européenne avec lesquels la France maintient un engagement commun et l'objectif d'une ratification en 2002.

La France a signé le protocole de Montréal sur les substances nocives pour la couche d'ozone le 16 septembre 1987 et l'a ratifié le 28 décembre 1988. Elle a par ailleurs ratifié les amendements au protocole adoptés par la conférence des Parties à Londres en 1990 (12 février 1992) et à Copenhague en 1992 (3 janvier 1996). La procédure de ratification des amendements adoptés à Montréal en septembre 1997 et à Pékin en décembre 1999 est en cours.

Au niveau régional, la France a ratifié la Convention sur la Pollution Atmosphérique Transfrontalière à longue distance, dite "Convention EMEP" (Genève, 1979) le 3 novembre 1981, ainsi que l'ensemble des protocoles, à l'exception de celui sur les métaux lourds (signé à Aarhus, Danemark, le 24 juin 1998) dont la procédure de ratification est en cours.

Diversité biologique : La France a signé la Convention sur la Diversité Biologique le 13 juin 1992 à Rio et l'a ratifiée le 1er juillet 1994. Nouvelle venue parmi les conventions environnementales de protection du "vivant", cette convention fait de facto fonction de convention-cadre des conventions antérieures sectorielles ou régionales, comme la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES, 1973), la convention de Bonn sur les espèces migratrices (1979) ou la convention de Ramsar (1971) sur la protection des zones humides d'importance internationale, les conventions des mers régionales du PNUE, la convention de Berne (1979) sur la protection de la vie sauvage et des milieux naturels de l'Europe (Conseil de l'Europe). La France est également Partie à l'ensemble des accords internationaux précités. Le protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques a été signé par la France le 24 mai 2000.

Lutte contre la désertification : La convention sur la lutte contre la désertification a été signée à Paris le 14 octobre 1994 et ratifiée par la France le 12 juin 1997.

Océans et mers régionales : Concernant les conventions de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), la France est Partie à la convention pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL). Une nouvelle annexe VI relative à la pollution atmosphérique par les navires a été adoptée en 1997 dans le cadre de la limitation des émissions de gaz à effet de serre. Ce texte, qui n'est pas encore entré en vigueur, doit faire l'objet d'une procédure de ratification concertée au niveau européen. La convention sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC) a été ratifiée par la France en 1992. Un protocole relatif aux substances nocives et potentiellement dangereuses vient d'être adopté et a été signé par la France. Il transpose les dispositions de la convention OPRC au cas des produits chimiques dangereux. Cet instrument doit encore faire l'objet d'une procédure de ratification par la France. La France est Partie à la convention sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, modifiée par le protocole du 27 novembre 1992.

Enfin, à la demande de la France, les plafonds fixés par le protocole de 1992 modifiant la convention portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures

³ Un dispositif administratif et juridique est formellement établi : le Parlement doit voter une loi d'habilitation qui autorise le Gouvernement à ratifier les conventions.

(FIPOLE) ont été remontés de manière significative en 2000 en utilisant le mécanisme de revalorisation inclus dans la convention.

La convention sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses (dite convention HNS), jugée trop complexe et difficile à mettre en œuvre, fait l'objet d'un groupe de travail auquel participe la France : il s'efforce de trouver des solutions à ces problèmes afin de faciliter l'entrée en vigueur de ce texte.

La France devrait engager la procédure de ratification du protocole de 1996 destiné à remplacer la convention de Londres sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets.

La convention de Londres sur la responsabilité et l'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute devrait être ratifiée par la France et par les autres Etats-membres de l'Union, dès qu'un problème d'incompatibilité de l'une de ses clauses au regard du droit communautaire aura été résolu.

Au niveau régional ou sous-régional, la France est partie à des instruments visant la prévention des pollutions marines : le Mémorandum de Paris sur le contrôle des navires par l'Etat du port, l'Accord de Bonn concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses. Elle est également partie à des instruments régionaux visant de façon plus générale la protection du milieu marin : convention OSPAR sur la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est, conventions du programme des mers régionales du PNUE (La France est Partie à quatre de ces programmes : Méditerranée, Caraïbes, Pacifique Sud et Afrique de l'Est).

Eau douce et voies fluviales: La France a ratifié la convention d'Helsinki (CEE/NU) sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux de 1992 le 30 juin 1998.

A un niveau sous régional, la France est Partie aux cinq accords et membre des cinq commissions internationales pour la protection des fleuves transfrontières qui concernent son territoire. Il s'agit, du Nord au Sud, des instances suivantes : Commission internationale pour la protection de l'Escaut (1994), Commission internationale pour la protection de la Meuse (1994), Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (1961), Commission internationale pour la protection du Rhin (1963), Commission internationale pour la protection des eaux du Léman (1962). La nouvelle convention internationale pour la protection du Rhin, adoptée à Berne en 1999, est en cours de ratification par la France. Le projet de loi d'approbation est actuellement soumis au Sénat.

Gestion des déchets et prévention des pollutions : Au niveau mondial, la France a signé la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination le 22 mars 1989 et l'a ratifiée le 7 janvier 1991.

Elle a signé convention sur la procédure d'information et de consentement préalables dans le cas de certaines substances chimiques dangereuses qui font l'objet du commerce international (dite « convention PIC »). La procédure de ratification vient d'être entamée. Elle a signé la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPs). La procédure de ratification est également en cours.

Au niveau régional, la convention sur les effets transfrontaliers des accidents industriels a été signée à Helsinki le 17 mars 1992, et est en cours de ratification.

Transparence: évaluation et information sur l'impact environnemental: Outre la nouvelle convention PIC, deux conventions ont été signées dans le cadre de la Commission Economique pour l'Europe des Nations unies: la convention d'Espoo du 25 février 1991 sur l'évaluation environnementale (ratifiée par la France) et la convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'information du public (dont la procédure de ratification est en cours).

* * *

Prise de décisions : Organismes: Tous les ministères interviennent dans la collecte, l'analyse, la gestion ou la diffusion des informations et des données relatives au développement durable. Un certain nombre d'organismes publics y participent également : l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), l'Institut français de l'environnement (IFEN), l'Institut nationale de la statistique et des études économiques (INSEE). Les informations sont diffusées au niveau régional par les Directions régionales de l'environnement (DIREN), les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE), les directions régionales de l'Institut statistique national (INSEE) et des observatoires locaux.

Législation et réglementations : Les principales dispositions de la directive 90/313/CEE du 7 juin 1990 concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement avaient été introduites en droit français par la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public. Toutefois, certaines dispositions ne sont pas complètement transposées dans l'ordre juridique national. La non conformité des mesures nationales de transposition de cette directive fait actuellement l'objet d'un contentieux engagé par la Commission, qui par ailleurs a proposé une nouvelle directive qui propose de transformer la liberté d'information en véritable droit. Une autre proposition a été faite, transposant le second pilier sur la convention sur l'information du public, la participation au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement signée à Aarhus. Cette proposition doit être complétée par un texte précisant les conditions du droit d'accès en justice. Ces trois directives adoptées, l'Union européenne serait alors en mesure de ratifier la convention d'Aarhus . Celle-ci a été signée par la France en juin 1998. Un projet de loi relatif à sa ratification, ainsi qu'un autre texte modifiant l'utilité publique ont été approuvés par le Gouvernement.

Programmes et projets : La transparence est la règle centrale de conduite du ministère de l'Environnement français, depuis la loi de 1978 sur la publicité des documents administratifs. La France élabore des indicateurs de développement durable. L'Institut français de l'environnement (IFEN) développe des indicateurs sectoriels dans chaque secteur d'activité (tourisme, agriculture ...), et produit des indicateurs de performance environnementales, dans la lignée des travaux de l'OCDE. Depuis 1997, à partir des travaux proposés par les Nations-Unies, l'IFEN mène un programme dédié aux indicateurs de développement durable permettant d'articuler des indicateurs relatifs aux trois dimensions du développement durable. Le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement (MATE) élabore des indicateurs contribuant à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques dans ce domaine.

Pour mettre en place un réseau intégré d'informations au niveau national, l'IFEN anime et coordonne la collecte, le traitement et la diffusion de l'information statistique et des données sur l'ensemble des thèmes environnementaux. Il participe à la définition et à l'harmonisation des méthodologies utilisées pour la collecte des données sur l'environnement. Il réalise des études et des synthèses sur l'état de l'environnement et son évolution, les dimensions économiques et sociales dans ce domaine et élabore un système d'indicateurs du développement durable. Au niveau international, l'Institut français de l'environnement est le point focal national de l'Agence européenne pour l'environnement. A ce titre il participe, en liaison avec le ministère chargé de l'environnement, à l'élaboration des programmes de l'Agence et est membre du réseau EIONET (*European Environment Information and Observation Network*). Il participe également aux travaux statistiques et systèmes d'information des organisations européennes et internationales (EUROSTAT, OCDE, ONU) et à des programmes bilatéraux de coopération.

D'autres organismes publics, chacun dans un secteur d'activité particulier, participent à ce dispositif. Ils mettent en place les bases de données qui permettent de stocker et de réutiliser les données de terrains recueillies à l'occasion de l'étude de projets particuliers.

Pour compléter ce dispositif au niveau économique, la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement (CCEE) assure le rassemblement, l'analyse et la publication de données économiques décrivant : les activités concourant à la protection et à la mise en valeur de l'environnement ; les impacts sur l'environnement des activités des différents secteurs économiques ; et les ressources et le patrimoine naturels.

Etat de la situation: La France dispose globalement d'une information valide et de très bonne qualité dans les domaines couverts par les chapitres de l'Agenda 21. Néanmoins, des lacunes demeurent, tant en ce qui concerne la connaissance et la compréhension de certains phénomènes spécifiques et le suivi des plans, des programmes et des politiques, qu'en ce qui concerne les enjeux économiques et sociaux que soulève la dimension environnementale. La création au sein du MATE d'une direction nouvelle chargée des études économiques et de l'évaluation environnementale permettra une amélioration sensible et répondra aux besoins croissants et pérennes d'évaluation, d'expertise structurée et d'aide à la décision.

La France est couverte par plusieurs réseaux de surveillance (*voir chapitres spécialisés air, eau...*). En dehors de ces réseaux, on peut citer les Centres nationaux de référence pour :

- le bruit (Institut National de Recherche sur les Transports et leur Sécurité – INRETS www.inrets.fr),
- la conservation de la nature (Muséum National d'Histoire Naturelle – MNHN www.mnhn.fr),
- les déchets (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie – ADEME www.ademe.fr),
- les émissions atmosphériques (Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique - CITEPA www.citepa.org),
- les forêts (Inventaire forestier national - IFN / Office nationale des forêts – ONF www.onf.fr),
- l'occupation des terres (IFEN www.ifen.fr),
- la qualité de l'air (MATE www.environnement.gouv.fr),
- les sols (Institut national de la recherche agronomique – INRA www.inra.fr).

D'autres organismes diffusent une information sur l'environnement.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Un institut de formation à l'environnement (IFORE) a été créé pour répondre à l'exigence de professionnalisation à tous les échelons et à tous les niveaux du ministère chargé de l'environnement et de ses établissements publics.

L'Institut français de l'environnement publiera en 2002 un ouvrage destiné à un large public, consacré au chiffrage d'une cinquantaine d'indicateurs de développement durable.

Les informations relatives au développement durable peuvent être obtenues sur le serveur du ministère de l'Environnement (www.environnement.gouv.fr) et de l'Institut français de l'environnement (www.ifen.fr). Le site www.agora21.org joue un rôle de portail donnant accès aux ressources sur le développement durable issues des différentes communautés : administration et secteur public, entreprises et associations et scientifiques.

Recherche et technologies: Le programme européen CORINE Land Cover a pour objet de fournir, pour les pays de l'Union européenne, une information géographique homogène sur l'occupation du sol. En France, il a pour maître d'ouvrage l'IFEN. Dans un tout autre registre, tout ce qui concerne l'assurance qualité des données et leur traçabilité est essentiel, et développé actuellement, notamment à l'IFEN. Il y a un réel effort de valorisation des données.

Financement: L'évaluation des dépenses publiques liées à l'observation de l'environnement avait été réalisée en 1989 (785 millions de francs). Aujourd'hui, on estime que cette dépense a pratiquement doublé (bien qu'aucune estimation fine n'ait été réalisée récemment).

Coopération: La France contribue dans de nombreux pays à la mise en place et au développement de moyens techniques, méthodologiques et institutionnels en vue de renforcer les capacités dans le domaine des informations pour la prise de décision. L'Institut français de l'environnement mène des actions en relation avec le ministère de l'Environnement, les instances européennes ou internationales. On peut citer:

- le programme MEDSTAT (statistiques en Méditerranée) du plan bleu qui contient un volet statistiques de l'environnement ;
- la mission d'appui au plan bleu (Sophia Antipolis) en vue de la mise en place de l'Observatoire méditerranéen pour l'environnement, dans le cadre du plan d'action pour la Méditerranée et avec le concours de la Commission européenne, du PNUE et de la Banque mondiale ;
- un programme en Moldavie, dans le cadre du programme européen TACIS, sur les comptes de l'eau ;
- une étude de faisabilité pour la mise en place d'un système d'information géographique (type CORINE LAND COVER) pour la région Amérique Centrale - Caraïbes.

Par ailleurs, la France s'est engagée dans les travaux de la Commission méditerranéenne de développement durable (CMDD). Ces travaux ont débouché en 1999 sur des recommandations invitant les parties contractantes à la convention de Barcelone (dont le Maroc et la Tunisie) à calculer un jeu de 130 indicateurs de développement durable choisis de manière concertée par une vingtaine de pays méditerranéens. Le plan bleu coordonne cet exercice, auquel l'IFEN s'est associé. Dans le cadre de cet exercice méditerranéen, l'IFEN apporte au Maroc son soutien technique.

L'un des objectifs de la coopération française en matière d'environnement est la mise en place de systèmes d'information sur l'environnement. Les principes sur lesquelles sont assises les stratégies opérationnelles sont : le développement des capacités par la formation, l'optimisation financières des centres producteurs au sud, l'appui à quelques produits de base et applications fondamentales, la capitalisation et la valorisation de l'existant, la normalisation des produits et des processus de traitement.

* * *

Prise de décisions : *Organismes:* Le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie et le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement sont les organismes décisionnaires en matière de politique industrielle durable. Les politiques nationales sont mises en oeuvre par le biais d'agences techniques, telles que l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS).

Législation et réglementations: Concernant les risques technologiques, la France applique la directive européenne « Seveso II » (96/82/CE) relative aux accidents majeurs sur des sites industriels, qui complète et remplace la directive « Seveso » (82/501/CEE). Une grande part des modifications et améliorations apportées par cette directive correspond à des principes déjà largement mis en oeuvre à travers le dispositif législatif français des installations classées : maîtrise de l'urbanisation, notification détaillée de toutes les substances présentes dans l'établissement susceptibles d'être cause d'accident, mise en oeuvre de plans d'urgence et information du public. Suite à la catastrophe de Toulouse le 21 septembre 2001, une réflexion gouvernementale et une concertation nationale ont été engagées en vue de renforcer encore les dispositions applicables dans les champs ci-dessus. La France applique, dans les autres domaines comme le transport de matières dangereuses, les autres textes.

Par ailleurs, les industries sont concernées par les législations concernant l'eau, l'air, les déchets, etc. Se référer aux chapitres correspondants.

Programmes et projets: Dans le domaine industriel, les ministères chargés de l'industrie et de l'environnement mettent en oeuvre des actions en faveur d'un développement industriel durable qui s'articule autour de plusieurs axes :

- veiller à la mise en place d'une réglementation « équilibrée », environnementalement efficace, prévisible et suffisamment stable ;
- promouvoir l'intégration des préoccupations environnementales dans la gestion des entreprises et soutenir leurs efforts de développement durable : éco-efficacité, éco-conception, politique intégrée des produits ;
- développer l'instrumentation économique incitative ;
- promouvoir les technologies du développement durable et soutenir les éco-industries ;
- oeuvrer pour l'avenir en associant administrations, milieux industriels et tenants du développement durable à une démarche prospective.

Le Plan Environnement Entreprise (PEE) est une méthode de gestion environnementale et de développement stratégique, proposée aux entreprises soucieuses d'anticiper les réglementations à venir, de maîtriser les impacts de leur activité par une connaissance objective des nuisances qu'elles engendrent sur l'environnement, et d'assurer leur compétitivité sur les marchés.

Au titre de l'approche volontaire des entreprises pour développer la qualité environnementale, plusieurs outils de management environnemental sont à la disposition des entreprises et des efforts sont menés pour promouvoir leur utilisation :

- approche par les systèmes de management environnemental des unités industrielles avec les normes ISO 14000 et EcoAudit (EMAS) ; les systèmes d'accréditation des organismes certificateurs et des vérificateurs environnementaux sont en place (COFRAC) ;
- approche par les produits avec les normes de la marque française NF Environnement (AFNOR), de la norme européenne Ecolabel.

La prévention des pollutions industrielles repose en France sur la loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) de 1976 qui vise une gestion intégrée des pollutions (air, déchets, eaux) des activités industrielles dont l'impact sur l'environnement fait l'objet soit d'une déclaration, soit d'une autorisation auprès des autorités administratives compétentes. Sur les quelques 63 000 établissements soumis à autorisation en France, 6 000 installations sont concernées par la directive européenne IPPC de 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution. La législation met en oeuvre le principe pollueur-payeur et se réfère à l'ensemble des risques, pollutions et nuisances que peut provoquer une installation, ainsi qu'aux meilleures techniques disponibles à un coût économique acceptable.

Etat de la situation: L'intégration des politiques d'environnement dans les décisions concernant l'industrie est très complète, notamment pour les entreprises les plus dangereuses et autrefois les plus polluantes.

Cependant, aujourd'hui, les entreprises qui s'engagent et tracent la voie du développement industriel durable par une communication appropriée sont essentiellement des grandes entreprises. Pour les PMI, des outils de gestion adaptés et simplifiés ont été développés.

On comptait 554 entreprises certifiées ISO 14001 en juin 2000, 35 certifiées EMAS en septembre 2000. 38 produits disposent d'un écolabel (écolabel européen ou norme française environnement).

La France a acquis une bonne expérience de l'approche intégrée du contrôle par l'administration des installations industrielles classées pour la protection de l'environnement (inspection des installations classées). Cependant, ce système est perfectible et l'accent est mis sur l'efficacité de l'action de l'inspection des installations classées dans l'approche réglementaire. Les activités éco-industrielles représentaient en 1999 un chiffre d'affaires de près de 167 milliards de francs, dont 74 % pour les services et 26 % pour l'installation et la fourniture d'équipements, avec une valeur ajoutée totale supérieure à 50 milliards de francs.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: Le ministère chargé de l'industrie a publié le guide « technologies clés 2005 » : il accorde une place particulière à l'environnement et au développement durable, aussi bien dans son appréciation de l'évolution des marchés qui a conduit à sélectionner les technologies les plus pertinentes, que dans l'analyse de l'impact potentiel des thèmes sélectionnés. Si une vingtaine de thèmes sont plus particulièrement orientés vers l'énergie et l'environnement, donc vers l'éco-efficacité, pratiquement chaque fiche permet de faire apparaître un débouché direct ou indirect lié au développement durable (offre de produits et de services de grande consommation à base de réalités virtuelles ; catalyseurs ; composants optoélectroniques et photoniques ; ingénierie et traitement de surface...).

Information: *Pour plus de détail sur cette section, se référer aux sites Internet des ministères chargés de l'industrie (www.industrie.gouv.fr) et de l'environnement (www.environnement.gouv.fr).*

Recherche et technologies: Pour susciter l'émergence de projets, en faisant collaborer les équipes de recherche et en mariant la spéculation scientifique et les besoins industriels, le ministère chargé de l'industrie, en coopération avec le ministère chargé de la recherche, a favorisé en finançant leurs projets de recherches la constitution d'une dizaine de RRIT, réseaux de recherche et d'innovation technologique, dont plusieurs et tout particulièrement ceux consacrés aux « piles à combustibles » et à « l'eau, technologies de l'environnement » apporteront bien évidemment une contribution à la mise en place du développement durable dans les technologies industrielles. La plupart des entreprises devraient en bénéficier, mais naturellement, tout particulièrement les éco-activités et les éco-industries.

Financement: En 1998, avec 6,3 milliards de francs, les investissements de l'industrie et de l'énergie pour protéger l'environnement ont représenté 3,3 % des investissements totaux des établissements industriels.

Coopération: Voir chapitre 2.

* * *

Prise de décisions: *Organismes:* La politique du tourisme est fortement décentralisée. C'est le Secrétariat d'état au tourisme qui élabore et met en oeuvre la politique générale du tourisme. En matière de tourisme durable, les travaux sont conduits en interministériel, en particulier avec le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement. Mais ce sont les régions, départements, communes, au travers respectivement, des comités régionaux du tourisme, des comités départementaux du tourisme et des offices de tourisme qui coordonnent la mise en oeuvre de cette politique.

Législation et réglementations: La France dispose depuis longtemps d'outils réglementaires favorables à un tourisme durable : textes visant la protection des espaces (loi du 22 juillet 1960 créant les parcs nationaux, loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature, ...) et la maîtrise de l'urbanisation en particulier sur le littoral (loi du 3 janvier 1986) et en montagne (loi du 9 janvier 1985). La loi « Mouly » du 23 décembre 1992, portant répartition des compétences dans le domaine du tourisme : elle confirme l'importance du rôle des régions, qui définissent les objectifs à moyen terme de développement touristique dans un schéma régional de développement du tourisme et de loisirs (SRDTL) et donne une base légale aux comités départementaux du tourisme, qui peuvent établir un schéma d'aménagement touristique départemental (SAT) et aux offices municipaux de tourisme.

Enfin la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire propose de relancer la dynamique des "pays", en instaurant une nouvelle logique de projet pour ces territoires, afin d'encourager les complémentarités entre communes. Ces «pays» font l'objet d'une charte qui prend en compte les dynamiques locales déjà organisées et porteuses de projets de développement, notamment en matière touristique.

Programmes et projets : La stratégie nationale du tourisme durable est un élément de la stratégie nationale de développement durable. Elle vise à développer un tourisme responsable, respectueux des hommes, des cultures et des économies locales, en s'assurant la participation active et efficace des acteurs concernés. Elle favorise une organisation des territoires touristiques fondée sur la qualité et l'attractivité et oriente les entreprises vers la qualité, l'organisation en réseau et le développement d'une politique partenariale. La stratégie nationale du tourisme durable s'appuie sur , les schémas régionaux ou départementaux de développement du tourisme et des loisirs , la politique de protection des sites et des paysages la stratégie intégrée par les parcs naturels régionaux et les parcs nationaux ,et la politique de protection et de mise en valeur des chemins de randonnée.

Les politiques d'aménagement touristique ainsi que la mise en oeuvre des outils de planification et de protection de l'espace font l'objet d'évaluations régulières. Les actions associant tourisme et environnement concernent essentiellement les parcs naturels régionaux. La fédération des parcs naturels régionaux de France anime depuis 1995 le programme de la "Charte européenne du tourisme durable dans les espaces protégés". Elle bénéficie pour ce projet d'un soutien financier de la Commission Européenne. Les contrats de Plan Etat-Région constituent un outil d'accompagnement de la planification touristique.

Des actions entamées de longue date s'intègrent au développement durable ; « Opérations grand sites », menées par l'Etat, visant à réhabiliter de grands sites naturels et culturels et à y accueillir le public (Baie du Mont Saint Michel, Pointe du Raz, etc...). Depuis douze ans, le prix de la "Cigogne de Cristal" récompense les offices de tourisme et syndicats d'initiative les plus dynamiques et les plus impliqués dans des opérations de protection et de valorisation de l'environnement. En 1998, la Fédération française de naturisme et l'office français de la FEEE ont travaillé à l'élaboration d'une charte environnementale dénommée "Les Clefs Vertes", dont les critères sont tous liés à l'environnement. Cette « clé » donnera lieu à l'attribution d'un label annuel, qui sera décerné aux centres d'hébergement de plein air qui ont déjà pris des mesures pour une gestion écologique.

Des initiatives volontaires en faveur d'un tourisme écologiquement viable sont menées par des associations (Fédération des parcs naturels régionaux de France) ou sous la forme d'opérations en partenariat (Chambre régionale de commerce et d'industrie de Bourgogne et EDF-GDF). La Fédération des parcs naturels régionaux de France a ainsi développé une politique de labellisation des hébergements nature, mise en oeuvre par les parcs naturels régionaux (gîtes Panda, Hôtels au naturel).

Dans le cadre du plan de développement du tourisme durable, sont mis en place :

- Une conférence permanente du tourisme rural (créée en 2001) pour organiser la concertation entre les différents acteurs du tourisme en espace rural.

- Un programme de stratégie environnementale pour les entreprises touristiques : sensibilisation des PME, financement de pré-diagnostic environnementaux, incitations pour la mise aux normes de qualité environnementales des entreprises, mise en place de relations équitables entre les intermédiaires et fournisseurs de services touristiques.
- Un programme expérimental sur des sites pilotes d'implication des PME dans le développement territorial durable.
- Un programme de coopération de tous les professionnels et acteurs du tourisme par l'organisation de regroupements et la mutualisation des expériences.
- Un volet pour l'améliorer les conditions sociales des travailleurs du tourisme : formation du personnel, des dirigeants et des gestionnaires, diffusion d'un guide sur les droits des saisonniers, lieux d'information sur les offres d'emploi, le logement et les relations salariés / employeurs.
- L'élargissement en 2000 aux PME-PMI du « chèque vacances » pour favoriser le tourisme pour tous.
- Une aide aux projets intégrant l'amélioration de l'accès aux handicapés sur les lieux de vacances, dans le cadre du volet « vacances pour tous » des contrats de plan.

Etat de la situation: La France est le premier pays touristique du monde en terme de nuitées et le troisième en terme de recettes. Sa capacité hôtelière est de 1 117 800 lits. En 2000, la consommation touristique et paratouristique atteignait 788,6 milliards de FF, soit 8.65 % du PIB. Le tourisme reste un secteur créateur d'emplois en expansion. Il joue un rôle primordial dans l'économie française, même si sa structure n'est pas toujours adaptée à la demande nationale et internationale.

Bien que le tourisme soit de plus en plus utilisé comme un outil de valorisation du patrimoine naturel et culturel et comme une vitrine de promotion des territoires, il demeure encore souvent prédateur de milieux naturels et ponctuellement facteur de désorganisation des sociétés rurales traditionnelles. Parmi les activités exemplaires contribuant à un tourisme durable on compte les activités axées sur le tourisme nature mises en place par les parcs naturels régionaux, les pays d'accueil et les Grands sites.

Enfin le schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux, institué par la LOADDT de 1999, met en évidence les « aménités », autrement dit les services complémentaires que peuvent rendre des espaces naturels protégés et des espaces ruraux bien gérés. Ce schéma indique en effet que la préservation de la qualité de la vie et la protection des milieux naturels sont des facteurs essentiels pour construire un tourisme durable.

Renforcement des capacités, éducation, formation et sensibilisation: A l'initiative de la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Bourgogne et d'EDF-GDF, des prédiagnostics environnementaux ont été réalisés auprès d'hôtels volontaires (hôtels indépendants en milieu rural). Cette opération pourrait donner lieu à des aides à l'investissement ou bien à l'édition d'un guide technique destiné aux professionnels. Les tour-opérateurs proposent également des codes de conduite destinés aux visiteurs. La Fédération des parcs naturels régionaux de France a obtenu un financement de la Commission Européenne pour construire et expérimenter des outils de formation des entreprises touristiques pour s'adapter aux enjeux fixés par la Charte européenne du tourisme durable dans les espaces protégés.

L'AFIT propose des méthodes destinées à faciliter les initiatives des élus et des professionnels du tourisme, en matière d'écotourisme ou de tourisme vert notamment. La Maison de la France, qui a pour mission de promouvoir le tourisme français à l'étranger, participe à la sensibilisation des professionnels sur le thème de la protection de l'environnement. Les démarches qualité mises en place dans les stations de montagne et du littoral ont pris en compte les nécessités de protection de l'environnement et ont permis de sensibiliser les décideurs (professionnels et élus) au développement d'un tourisme durable. Une vingtaine d'expériences de sensibilisation pour limiter le trafic automobile y sont engagées.

L'éco-label européen "Pavillon Bleu d'Europe" est décerné chaque année aux communes littorales et aux ports de plaisance volontaires qui mènent une politique exemplaire dans le domaine de l'environnement.

Les parcs naturels régionaux, les pays d'accueil touristiques et les agences proposant des destinations "nature" intègrent la protection de l'environnement dans leurs techniques de vente. La marque "parcs naturels de France", est attribuée aux produits touristiques et artisanaux qui sont commercialisés sur le territoire du parc et en accord avec les objectifs d'un cahier des charges.

Les parcs naturels régionaux diffusent une documentation visant la promotion du tourisme de nature. L'information est le plus souvent disponible au niveau local. Le MATE a produit des guides tels que : « La contribution du tourisme à la gestion des espaces naturels » et « piloter le tourisme durable dans les territoires et les entreprises ». Dans le cadre de l'année internationale de l'écotourisme, un manuel paraîtra en 2002 sur les savoir-faire en France dans le domaine de l'écotourisme.

De nombreux sites web existent: www.tourisme.gouv.fr, www.environnement.gouv.fr, www.ifen.fr, www.parcs-naturels-regionaux.tm.fr, www.reinet.asso.fr/pavbleu/pb.htm (palmarès annuel « Pavillon bleu d'Europe »).

Information: Trois organismes assurent la compilation de données sur le tourisme et une production d'études: le Conseil national du tourisme (CNT), l'Observatoire national du tourisme, l'Agence française de l'ingénierie touristique (AFIT). Une convention entre les ministères du Tourisme et de l'Environnement a contribué à faire de l'environnement une dimension de plus en plus présente dans les publications de ces trois organismes. L'IFEN a publié un document sur des indicateurs du tourisme durable. L'AFIT propose également aux territoires et aux entreprises de construire des indicateurs adaptés à leur situation, sur la base d'un référentiel commun.

Recherche et technologies: Les parcs naturels régionaux projettent d'expérimenter un observatoire du tourisme sur leur territoire. L'AFIT (Agence française de l'ingénierie touristique) anime actuellement un groupe de travail sur le tourisme durable visant à identifier et évaluer les pratiques du tourisme durable sur des territoires test à l'aide d'indicateurs adaptés à chaque territoire. Un certain nombre de parcs naturels régionaux, comme le Haut-Languedoc, les Vosges du Nord, ou le parc national des Cévennes, mettent en place un projet d'écotourisme scientifique. Le Plan Bleu (Plan d'Action pour la Méditerranée) étudie les impacts du tourisme dans les pays du pourtour méditerranéen.

Seront mises au point des méthodes de mise en œuvre d'une part des agendas 21 locaux du tourisme en milieu urbain, d'autre part du volet territorial du secteur du tourisme dans les contrats de plan Etat-Région, à partir de la charte européenne du tourisme durable dans les espaces protégés. La surfréquentation touristique de certains sites naturels fait l'objet d'études ponctuelles en vue de leur réhabilitation en particulier dans le cadre des Opérations grands sites. Le thème de la régulation des flux touristiques dans les grands sites naturels ou culturels a fait également l'objet de nombreuses études et de fiches établies par ICOMOS, à la demande du MATE.

Financement: Il s'agit de financements européens, dans le cadre du programme LIFE ; du Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT), les budgets régionaux, départementaux et des collectivités locales, les contrats de plan Etat-régions (volet tourisme), le mécénat privé, le FACIT. Certaines taxes peuvent aller dans le sens d'un tourisme durable. La taxe départementale sur les espaces naturels sensibles (TDENS), notamment, vise à acheter (en taxant les constructions) des terrains et voiries pour les protéger et les ouvrir au public. C'est également la mission du Conservatoire du littoral sur le littoral et les grands lacs. La taxe instituée par la loi « Barnier » de 1995 surtaxe les passagers d'un bateau qui va dans des îles, afin de financer la gestion des espaces naturels de ces îles.

Coopération: La Commission européenne, dans le cadre du GHN « tourisme et emploi », a missionné un groupe d'experts pour promouvoir la protection de l'environnement et le développement durable en matière de tourisme. De plus en plus de mesures sont adoptées, en matière de durabilité, dans le cadre des différents programmes et politiques communautaires. Malgré la reconnaissance de son importance cruciale, surtout par la contribution qu'il peut apporter à une stratégie commune de développement durable, le principe d'intégration obligatoire de l'environnement dans toute politique sectorielle, n'est pas encore appliqué dans le secteur du tourisme. Le groupe de travail, dont la France était rapporteur, a élaboré ses conclusions et recommandations autour de l'agenda 21 pour le tourisme en Europe. Les objectifs à atteindre sont : prévenir et minimiser l'impact négatif du tourisme sur l'environnement et le territoire des destinations ; gérer la croissance du transport ; promouvoir une industrie attentive au niveau local et d'un tourisme responsable. Les instruments proposés sont :

- une coopération politique et un organe basé sur le partenariat, construit sur une approche consensuelle, afin d'identifier et de définir les cibles prioritaires pour réaliser les principes en matière de tourisme durable ;
- un organe technique (« observatoire du tourisme ») fournissant le savoir-faire et l'expertise. Il procédera régulièrement à la surveillance et à la production de rapports sur la base d'indicateurs fiables.

La Commission européenne a décidé d'appuyer la promotion d'un développement durable des activités touristiques en Europe par la définition et la mise en œuvre d'un Agenda 21. Cet agenda concernera plusieurs aspects particulièrement importants, notamment : la protection des ressources naturelles, l'intégration des problèmes d'environnement et de pauvreté dans la politique du tourisme, l'amélioration de la participation de l'ensemble des acteurs et la responsabilité sociale des entreprises. Il devra s'inscrire dans l'approche globale du développement durable définie pour l'UE. La Commission lancera la rédaction d'un document, sur la base des résultats du groupe de travail « durabilité », afin d'accélérer le processus de développement d'un agenda 21 en Europe. Le document devra être disponible comme contribution au sommet mondial du développement durable de septembre 2002 Johannesburg.

Afin d'impliquer l'ensemble des partenaires dans le processus de développement du tourisme durable, la France a élaboré la charte d'éthique du tourisme. Rappelant les principes du code mondial d'éthique du tourisme, la charte engage les professionnels du tourisme signataires à mettre en œuvre des actions qui contribuent au développement de l'éthique dans le tourisme, de privilégier un tourisme respectueux des équilibres écologiques, économiques et socioculturels. Les signataires s'engagent également à faciliter la mise en œuvre des principes par les touristes, les pays d'accueil et les populations locales. L'application de la charte donnera lieu à l'attribution du label « Tourisme et éthique » aux entreprises et territoires signataires.

Outre la charte du tourisme durable (de l'Organisation mondiale du tourisme), la France est partie d'un certain nombre d'accords et projets de coopération : protection du littoral (coopération avec l'Espagne - Baléares), maîtrise de la circulation automobile dans les sites touristiques (échange de savoir faire avec l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie), programme Eco-ouverture avec la Roumanie et la Bulgarie (coopération avec l'Europe centrale menée conjointement avec l'Espagne), nombreuses coopérations sur le thème de l'environnement conduites par le Centre Méditerranéen de l'environnement. Les parcs situés dans les massifs montagneux frontaliers sont l'occasion d'échanges entre pays riverains (Massif des Vosges du Nord, Alpes, etc...)

L'atelier technique des espaces naturels a organisé des formations (pour les pays du Maghreb notamment) sur la fréquentation des sites touristiques. Certains parcs naturels régionaux et nationaux ont accueilli des agents de sites équivalents en provenance d'Europe Centrale et Orientale, et de pays africains.

En matière de tourisme durable, le MAE est engagé d'une part dans une réflexion sur la définition d'une stratégie adaptée et d'autre part sur la mise en œuvre de projets d'appui aux états demandeurs. Dans le cadre de cette stratégie, les axes d'orientation se concentrent sur l'aide à la mise en œuvre de politiques touristiques compatibles avec les impératifs sociaux et environnementaux des différents pays, à la promotion d'initiatives privées nationales et au développement de produits touristiques impliquant une forte participation des populations locales avec une meilleure redistribution des bénéfices et une mise en valeur des patrimoines humains, naturels et culturels locaux. Les projets d'appui se déclinent dans quelques pays de la zone de solidarité prioritaire afin de renforcer les capacités institutionnelles des états à définir, organiser, gérer et maîtriser ce secteur économique, de renforcer les compétences des professionnels du secteur, d'appuyer la promotion des différentes offres touristiques.

Afin d'expérimenter sur le terrain les orientations en cours vers un tourisme étroitement lié au développement local, un projet est à l'étude pour 2002. Ce projet aura pour objectif, en s'appuyant sur des expériences mises en œuvre au Burkina par des ONG, de vérifier la possibilité de diffusion et de "réplicabilité" du concept étroitement lié à ce que l'on nomme "tourisme solidaire" ou "tourisme équitable" et s'appuyant sur les réussites françaises en matière de tourisme rural et social.

* * *